

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

LE MOUVEMENT DE CONCENTRATION
dans
la Sidérurgie lorraine

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 16 avril 1934, à 15 h. 30

PAR

Raoul du FOU

MEMBRES DU JURY :

<i>Président. . . .</i>	MM. DE MENTHON, professeur.
<i>Assesseurs . . .</i>	BROCARD, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT
18, Rue des Glacis
1934

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

LE MOUVEMENT DE CONCENTRATION

dans

la Sidérurgie lorraine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 16 avril 1934, à 15 h. 30

PAR

Raoul du FOU

MEMBRES DU JURY :

<i>Président.</i> . . .	MM. DE MENTHON, professeur.
<i>Assesseurs</i> . . .	BROCARD, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

18, Rue des Glacis

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN ✱, ✱, Q I.

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY O ✱, Q I, MICHON ✱, Q I.

Professeurs honoraires :

MM. MAY ✱, Q I.

CARRÉ DE MALBERG ✱, Q I.

ROLLAND Q I.

MOREL Q I.

GÉNY (F.) O ✱, Q I.

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN Q I, docteur en Droit.

MM. GÉNY O ✱, Q I, professeur de Droit civil.

MICHON ✱, Q I, professeur de Droit romain.

BROCARD ✱, Q I, professeur d'Économie politique.

SENN ✱, ✱, Q I, professeur de Droit romain.

RENARD Q I, professeur de Droit public.

HENRY Q I, professeur de Droit criminel.

KRÖLL Q I, professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL Q I, professeur de Droit international public.

LESCOT Q I, professeur de Droit commercial.

SIMONNET Q I, professeur de Droit civil.

VOIRIN ✱, Q A, professeur de Droit civil.

TROTABAS ✱, Q A, professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT Q A, professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Économie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours d'Économie poli-
tique.

BURDEAU, docteur en Droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en Droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND Q I, secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions par-
ticulières du candidat.*



AVANT-PROPOS

Entre les petites forges qui, en Lorraine, utilisaient encore au début du XIX^e siècle, deux ou trois ouvriers pour produire avec peine dix tonnes de fer, et les puissantes entreprises sidérurgiques d'aujourd'hui qui occupent un personnel de plusieurs milliers d'ouvriers ou d'employés et écoulent par an des tonnages considérables de produits métallurgiques, il n'y a guère de termes de comparaison ; la mise en œuvre du minerai demeure, seule, la commune origine de leurs efforts. Mais des changements si profonds n'ont pu se réaliser que par des transformations complètes de l'industrie et de tous les modes d'activité qui en dérivent. Certains auteurs ont envisagé les aspects historiques, sociaux et techniques de cet essor remarquable. Nous nous proposons d'étudier les phénomènes économiques qui ont été à la fois la cause et la conséquence du passage de la petite entreprise métallurgique à la puissante firme industrielle.

M. Laufenburger a étudié, en 1924, à propos de la sidérurgie de la Lorraine désannexée, les aspects essentiels du mouvement de concentration dans cette région.

Nous essaierons, nous appuyant sur son ouvrage, de reprendre, et cette fois pour l'ensemble de la sidérurgie lorraine, l'étude de la tendance générale qui a porté les maîtres de forges à accroître sans cesse leur puissance productive et leur domaine d'activité. Cette tendance, qui s'est fait jour durant le XIX^e siècle, a été portée à son maximum dans la période d'avant-guerre et continue à se réaliser aujourd'hui encore sous nos yeux.

C'est par l'étude des rapports présentés aux assemblées générales des Sociétés métallurgiques, par l'examen des annuaires de banque et par la lecture des journaux financiers, que nous avons pu compléter et mettre à jour les ouvrages relatifs à notre sujet et suivre pas à pas le mouvement de concentration qui a transformé la sidérurgie lorraine.

INTRODUCTION

LA CONCENTRATION ET SES PROCÉDÉS DE RÉALISATION DANS LA SIDÉRURGIE

Dans la terminologie utilisée en matière économique, il est un terme qui revient très fréquemment aujourd'hui, c'est le mot de « concentration ». Mais ce terme est employé avec des sens très variables, tantôt dans un sens étroit, tantôt dans un sens large. Il en résulte qu'il évoque des notions très vagues qu'il importe de préciser dès le début de cette étude afin de bien connaître quels sont les phénomènes que nous nous proposons d'envisager. Une fois cette mise au point réalisée, nous verrons quels procédés économiques et juridiques la concentration peut utiliser, en nous plaçant surtout dans le domaine de la sidérurgie. Nous constaterons alors que la concentration, si elle procure des avantages certains, coûte cher et exige des immobilisations importantes de capitaux. Il y aura donc lieu d'étudier la politique financière qu'ont adoptée les entreprises métallurgiques en vue de se procurer les moyens nécessaires pour réaliser la concentration. Enfin nous verrons les répercussions de la concentration sur le problème de la main-d'œuvre.

SECTION I

La notion de concentration.

Le mouvement de concentration est né de la tendance naturelle qui pousse la plupart des industriels à développer leurs ateliers, pour augmenter leur production, en même temps qu'à se grouper, afin de mettre en commun leurs ressources et leurs débouchés. Comme les entreprises groupées peuvent emprunter d'autant plus que leurs ressources sont plus abondantes et comme d'autre part leurs débouchés s'élargissent à mesure que leur concentration plus accentuée leur permet de produire à des conditions meilleures, il en résulte que le mouvement de concentration développe en progressant les forces qui tendent à le précipiter. De là son extraordinaire puissance et sa marche toujours plus rapide (1). Mais si puissant et si général qu'il soit, le mouvement de concentration n'est pas universel : les grandes entreprises concentrées n'ont pas éliminé les petites et les moyennes entreprises, elles ont seulement réussi à prendre, dans la production totale une part progressivement croissante. D'ailleurs, certaines industries échappent plus ou moins à la concentration : l'agriculture, en tous pays, se tient en dehors de ce mouvement, les industries d'art ou de précision n'y participent que modérément. Le terrain d'élection de la concentration, c'est l'industrie lourde, l'industrie des mines et de la métallurgie. Et c'est précisément là que nous allons l'étudier.

Comment se réalise la concentration ? C'est en répondant à cette question qu'il sera possible de préciser quelque peu

(1) L. BROCARD, *Principes d'économie nationale et internationale*, t. I, p. 70.

la notion qui nous intéresse. Deux procédés sont à la disposition des entreprises qui désirent se grouper et étendre leur domaine d'activité :

1^o elles peuvent purement et simplement étendre les services qui les constituent, par exemple, une entreprise sidérurgique élèvera un nouveau haut fourneau à côté de celui qui était à la base de son activité, ou bien plusieurs entreprises ayant pour objet le même échelon de la production ou s'acquittant des mêmes fonctions économiques peuvent se réunir et fusionner. Ces deux formes constituent la *concentration au sens étroit* du mot, qu'on appelle quelquefois « concentration horizontale » parce que, si elle amène une extension de la production, cette extension se réalise au même stade de la production ;

2^o de plus en plus souvent, dans une même entreprise, se juxtaposent des services et des productions connexes, des spécialités qui s'étaient autrefois constituées en entreprises séparées et qui maintenant tendent à se rapprocher. C'est cette forme de la concentration qui constitue l'« *intégration* » (1). On entend par *intégration verticale* la réunion dans un tout harmonique des procès successifs de fabrication, de préparation et de vente d'un *produit déterminé*, depuis l'extraction de la matière brute jusqu'à la livraison de la marchandise achevée au consommateur. Les diverses branches de production successives d'une industrie intégrée sous cette forme peuvent donc être représentées par une ligne verticale sur laquelle l'industrie initiale, celle des matières premières, occupe la base et l'industrie finale, celle du finissage, le sommet (2). Mais une entreprise peut

(1) P. DE ROUSIERS, *Les grandes industries modernes*. II. *La métallurgie*, p. 97.

(2) PASSAMA, *Les formes nouvelles de la concentration industrielle*, p. xv. — LAUFENBURGER, *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée*, p. 92.

aussi fabriquer et vendre des *produits différents* en vue de satisfaire des besoins diversifiés, elle rassemble alors plusieurs branches d'industrie utilisant les mêmes produits intermédiaires, c'est alors l'*intégration horizontale* (1).

Naturellement les deux formes de la concentration peuvent parfaitement être utilisées à la fois et nous verrons que les entreprises sidérurgiques lorraines se sont efforcées d'une part de réaliser la concentration horizontale en augmentant la puissance de leurs usines ou en fusionnant entre elles, et, d'autre part, l'intégration, en annexant à leurs hauts fourneaux des mines de houille ou de fer et des appareils capables de dénaturer leur fonte.

SECTION II

Les avantages techniques et économiques de la concentration.

Le mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine est d'origine déjà ancienne : il est bien antérieur à 1890, mais c'est surtout après cette date qu'il s'est accentué (2). Les avantages de cette politique sont en effet considérables, toute entreprise a intérêt à en profiter et donc à pratiquer la concentration.

L'extension des services intérieurs d'une entreprise, la réunion et la collaboration de plusieurs entreprises constituent, nous l'avons vu, la concentration au sens étroit du mot. Il en résulte une augmentation de la puissance productive en raison inverse des frais de production, car elle permet des économies de personnel, de matières pre-

(1) BROCARD, *loc. cit.*, p. 71.

(2) BROCARD, *La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913*, p. 66.

mières et de transport, en même temps que des économies d'ordre commercial et administratif. Ces avantages de la concentration sont trop connus pour qu'il y ait lieu d'y insister plus longtemps.

Il est préférable de donner quelques explications au sujet de l'intégration. En matière industrielle, on peut définir l'intégration « la réunion sous une même direction d'établissements complémentaires les uns des autres, de telle manière que les produits (ou les sous-produits) de l'un constituent la matière première de l'autre » (1). L'intégration complète ainsi la concentration « stricto sensu » et permet d'accroître son efficacité. Dans la sidérurgie, elle s'est opérée dans deux sens : d'abord dans le sens de la transformation sur place de la fonte, du fer et de l'acier bruts en produits ouvrés et même parfois en produits finis; puis dans le sens de la production, par les sociétés métallurgiques elles-mêmes, des matières premières : minerai, charbon et coke, au moins sous la forme de participations dans les entreprises qui les fournissent. Le haut fourneau tend ainsi à devenir un centre d'attraction, vers lequel convergent les industries intermédiaires, autrefois isolées, qui séparaient le producteur de fonte, de ses matières premières d'un côté, du consommateur de l'autre (2). L'intégration ainsi comprise présente des avantages d'ordre technique et d'ordre économique.

Les avantages techniques principaux se ramènent à trois chefs : économies de transport et de manutention; économies de combustibles; économies de force motrice. Il est d'autant plus désirable d'économiser les transports et les manutentions que la sidérurgie est le type de l'in-

(1) P. DE ROUSIERS, *loc. cit.*, p. 97

(2) L. BROCARD, *loc. cit.*, p. 68.

dustrie lourde utilisant des matières particulièrement pondéreuses et pour lesquelles les frais de transport constituent un des principaux facteurs du prix de revient. C'est pour cela que les hauts fourneaux lorrains tendent à s'installer à proximité immédiate des mines de fer, qu'à côté des hauts fourneaux s'installent des aciéries et laminoirs ou des fonderies. Le voisinage matériel des hauts fourneaux et des appareils qui dénaturent la fonte permet aussi une sérieuse économie de combustible : les gaz qui s'échappent du gueulard des hauts fourneaux et qui renferment environ 25 % d'éléments combustibles sont utilisés pour une part pour chauffer le vent qui activera la combustion du mélange coke-minerai, le reste en est employé, en partie au moins, pour chauffer les fours Martin et les mélangeurs. En même temps dans l'usine intégrée la fonte est portée liquide des hauts fourneaux aux convertisseurs Thomas ou aux fours Martin et l'acier recueilli à ces appareils est porté aux laminoirs sous forme de lingots rouges. Enfin, dernier avantage de l'intégration : les gaz des hauts fourneaux, qui ne sont pas utilisés comme combustibles, peuvent produire de la force motrice (soufflantes des hauts fourneaux) ou de l'énergie électrique, utilisée aussi bien dans les mines que dans les usines. D'ailleurs nous reparlerons de ces avantages techniques à propos de l'organisation de la production. Mais il faut préciser dès maintenant qu'ils se rencontrent surtout au cas d'« intégration sur place », c'est-à-dire quand tous les éléments d'une usine sidérurgique se trouvent rassemblés au même lieu. Dans l'hypothèse d'« intégration à distance », les avantages techniques sont nécessairement beaucoup diminués. Mais ils sont remplacés par des avantages d'ordre géographique : la production est adaptée au milieu qui lui est le plus favorable au point de vue de la main-

d'œuvre, des matières premières ou des moyens de transport (1).

D'ailleurs les avantages économiques de l'intégration sont communs à ses deux formes. En premier lieu, grâce à la centralisation des diverses spécialités de son industrie, le maître de forges se suffit à lui-même et se soustrait à la sujétion des fournisseurs de minerais, de combustibles, de fonte et d'acier. Il peut travailler en tout repos : ses approvisionnements sont assurés ; c'est pour lui une garantie d'indépendance. De plus l'intégration abaisse le coût de production. L'industriel, tirant de son propre domaine les matières premières dont il se sert, les acquiert à prix coûtant et supprime ainsi le profit du marchand. Ce prix, en outre, est uniforme, indépendant des crises, ainsi que du caprice des propriétaires de mines de fer ou de charbonnages. L'intégration permet aussi de régler l'extraction des mines sur les besoins des hauts fourneaux et d'équilibrer la marche des fonderies ou des aciéries d'après les besoins du marché : il est ainsi possible de prévenir dans une large mesure la surproduction et l'existence ou l'accroissement de stocks invendus. Enfin, les bénéfices de vente sont accrus et les occasions de gains multipliées : l'entreprise qui extrait du minerai et le transforme en fonte, acier, laminés, peut-être même en produits finis, réalise sur chacune de ces opérations un bénéfice distinct. Elle profite de la hausse de valeur de tous ces produits et s'enrichit aux diverses étapes du travail métallurgique (2).

L'intégration, qui présente tant d'avantages à la fois, d'ordre technique et d'ordre économique, se heurte cependant à de multiples inconvénients. C'est d'abord la com-

(1) L. BROCARD, *loc. cit.*, p. 77.

(2) VIGNES, *Le bassin de Briey et la politique de ses entreprises sidérurgiques ou minières* (*Revue d'Économie politique*, 1912-1913, p. 689 et sq.).

plexité croissante de la tâche de direction des énormes affaires, qui sont la conséquence de la pratique de l'intégration. C'est encore le danger d'éparpiller les efforts des entreprises et de perdre de vue leur but final. Signalons aussi que, lorsqu'un des services d'une entreprise intégrée est obligé d'arrêter sa production, les autres sont amenés à cesser le travail, faute de matières premières ou faute de débouchés. Enfin, la spéculation prend parfois prétexte de l'intégration pour se livrer à des manœuvres frauduleuses, telles que la surcapitalisation excessive des entreprises.

Il importe donc que l'intégration soit sagement pratiquée et qu'elle sache conserver un équilibre harmonieux entre les divers services de l'entreprise sidérurgique.

SECTION III

Les formes juridiques de la concentration

Qu'il s'agisse de concentration horizontale ou d'intégration, les modalités utilisées sont les mêmes. Nous envisagerons donc les procédés qui permettent la concentration en général. Ces procédés, nous pouvons les classer en deux grandes catégories, suivant qu'il s'agit d'une entreprise qui veut développer ses propres services ou de plusieurs entreprises qui désirent collaborer.

Indépendamment de la formule de concentration qui consiste à développer les ateliers et à augmenter leur outillage et à créer des services nouveaux, une entreprise peut utiliser deux contrats de droit commun : la *vente* et la *location*. Nous trouvons des applications de ces contrats dans la sidérurgie lorraine : en 1911, les Aciéries de Micheville ont acheté les Forges de Champagne; les Aciéries de Longwy sont aujourd'hui locataires des forges de

Brévilley et des établissements de Thionville, appartenant à la Société lorraine minière et métallurgique. En matière minière, une usine sidérurgique peut demander l'*octroi de la concession* d'un gisement qu'elle a découvert et exploré, nous verrons plus loin de nombreux exemples de cette pratique. Enfin, il peut y avoir lieu de détacher complètement d'une entreprise un de ses services et de constituer une *société filiale* qui se chargera de son exploitation. L'entreprise mère se dégage ainsi d'une branche d'activité pour se consacrer plus librement aux autres; la filiale est mieux placée pour la réalisation de son objet bien délimité et dans les rapports « société mère et société filiale », tout se passe comme s'il y avait une entreprise unique. C'est la politique qu'a suivie la Marine-Homécourt, qui, ayant obtenu une concession de minerai de fer, l'a amodiée en 1907 à la Société des mines d'Anderny-Chevillon.

Ce qui caractérise les unions et les alliances intervenues entre plusieurs entreprises, c'est le rôle capital qu'y joue l'*intuitus personæ* économique. L'union n'est pas faite uniquement pour agglomérer des capitaux ou pour assurer l'expansion financière des entreprises en question, comme dans les sociétés de capitaux. On prend en considération certaines qualités de l'entreprise, ses traits propres, sa manière de se comporter vis-à-vis du marché, sa faculté de se maintenir au milieu de la concurrence générale. Évidemment, l'entrepreneur n'est pas dissocié du capitaliste, mais le capitaliste est subordonné à l'entrepreneur, ou même, plus exactement encore, au dirigeant de l'entreprise (1). En un mot, si les considérations financières entrent en ligne de compte, ce sont surtout les considérations économiques qui déterminent une entente entre deux entreprises.

(1) TCHERNOFF, *Ententes économiques et financières*, p. 481.

Quant aux modalités de la concentration, elles sont plus ou moins énergiques, plus ou moins radicales. Elles se résument dans les deux formules suivantes : ou bien deux entreprises reconnaissent que leur existence autonome est inutile et qu'elle comporte des frais superflus, elles décident alors la disparition de l'une d'elles pour réunir tous leurs efforts dans l'autre ; ou bien deux entreprises, poursuivant le même but, décident de collaborer tout en continuant leur existence autonome et sans que l'une d'elles disparaissent. Les modalités de la concentration vont donc de la fusion ou de l'absorption aux simples prises d'intérêts.

1^o Envisageons en premier lieu l'hypothèse de la *concentration réalisée par la disparition d'une entreprise*. Elle peut elle-même revêtir deux formes. Supposons une entreprise puissante qui désire s'annexer un établissement qui présente pour elle de l'intérêt soit parce qu'il se livre à une fabrication similaire, soit parce qu'il amènera une extension d'activité en permettant de rattacher à la production principale une production annexe ou complémentaire. Cette entreprise puissante acquerra la majorité des actions ou des parts de l'entreprise qu'elle convoite, la majorité sacrifiant délibérément les intérêts de la minorité votera la dissolution de l'entreprise détruite dans son autonomie et son absorption par l'entreprise dominante. Il peut arriver aussi que deux sociétés arrêtent les bases de leur fusion, un contrat intervient qui décide l'absorption d'une société par l'autre ou la constitution d'une société nouvelle qui absorbera les deux entreprises ; tous les intérêts sont sauvegardés ; il n'y a ni majorité, ni minorité, c'est la fusion franche et nettement avouée.

Dans les deux hypothèses, il y a lieu normalement à dissolution d'une des deux entreprises (et même des deux au cas de fusion suivie de la constitution d'une société

nouvelle). Mais en fait, dans un intérêt fiscal, en vue d'éviter le paiement des taxes relatives aux opérations de fusion, on maintient souvent d'une manière fictive la personne morale qui couvre l'entreprise vidée de sa substance ou de son contenu au profit d'une autre préexistante ou nouvelle.

La dissolution réelle ou fictive d'une des entreprises s'accompagne ou bien, nous l'avons vu, de la constitution d'une société nouvelle qui recueillera l'héritage des deux entreprises qui ont décidé de disparaître en fusionnant, ou bien, au moins, de l'augmentation de capital de la société absorbante, celle-ci destinée à englober un plus grand nombre d'associés ou à incorporer dans le capital de la société absorbante les éléments de la société absorbée (1).

2° Mais il peut arriver que deux entreprises réalisent entre elles une politique de *concentration sans que l'une d'elles disparaisse*. Entre les deux entreprises, il y a une coordination d'efforts qui s'affirme par une entente plus ou moins occulte. Cette coordination peut trouver sa source soit à l'extérieur, soit à l'intérieur des sociétés intéressées.

Elle vient de l'extérieur lorsqu'entre les deux groupes s'intercale un organisme qui les domine par une direction unique. Il peut s'agir d'une « holding » qui recueille la majorité des actions des deux entreprises et concentre donc entre ses mains la direction. La holding n'est pas une fusion d'entreprise, c'est l'union et la subordination de sociétés qui restent autonomes et gardent leur individualité économique et juridique. Il peut encore y avoir une véritable société des sociétés : « Il y a entre une société des sociétés et une simple alliance la différence qui existe entre un contrat bilatéral et une société, c'est-à-dire qu'il y a deux groupes qui s'unissent par des apports en vue

(1) TCHERNOFF, *loc. cit.*, p. 486.

d'un but à atteindre, celui de réaliser des bénéfices, ou celui de régulariser la production ou de limiter la concurrence, ou parfois les deux à la fois » (1). Ainsi naissent les « Konzern ». Ce terme traduit l'existence d'une unité de production qui ne correspond pas à une définition juridique proprement dite. Le konzern englobe des rapports économiques et juridiques extrêmement complexes qui commencent par une simple communauté d'intérêts entre des entreprises autonomes (échange de renseignements ou de brevets, contrats de fournitures, contrats d'affermages, etc...), il s'élève ensuite jusqu'à la constitution d'un groupe directeur et d'une administration commune.

Mais le plus souvent, et c'est en fait la pratique adoptée par la sidérurgie lorraine, la coordination des efforts est réalisée à l'intérieur des entreprises amenées à collaborer. Elle est alors assurée par l'application des procédés offerts par la loi sur les sociétés. C'est d'abord le fractionnement des capitaux qui facilite la collaboration des entreprises. La politique que doit adopter l'entreprise qui désire s'immiscer dans les affaires d'une autre entreprise consiste à acquérir un paquet d'actions assez important pour lui permettre soit de désigner les administrateurs qui la représenteront, soit d'exercer une action efficace sur l'administration de l'entreprise qu'elle veut contrôler. C'est ainsi que les hauts fourneaux, forges et aciéries de Pompey détiennent la majorité des actions des aciéries de Dieulouard. Deux procédés permettent de réaliser cette politique : les détenteurs de la majorité des actions cèdent une fraction de leurs titres au groupe avec lequel ils entendent passer une convention d'alliance, celui-ci fait la même cession au profit de ses co-contractants — ou bien il y a

(1) TCHERNOFF, *loc. cit.*, p. 483.

augmentation du capital de la société, l'augmentation de capital est souscrite par le groupe qui veut acquérir le contrôle de la société et qui, par ce procédé, devient actionnaire et participe ainsi aux destinées de la société, à sa gestion et à la désignation de ses administrateurs.

C'est cette politique qui constitue ce qu'on appelle la « prise de participation ». Il y a participation quand une entreprise détient une part plus ou moins importante du capital d'une autre entreprise. Les participations peuvent être prises dans un but industriel, lorsqu'elles ont pour objet d'assurer les approvisionnements en matières premières et l'écoulement des produits fabriqués. Elles ont un but financier, quand elles sont destinées à investir les bénéfices industriels par l'achat de titres d'entreprises similaires ou tout à fait différentes. Cette classification bipartite des participations se dégage nettement des déclarations faites par le vice-président délégué de Senelle-Maubeuge à l'assemblée générale de cette société tenue le 31 mai 1932. Les participations industrielles sont parfaitement admises parce qu'elles sont conformes aux lois générales de la concentration; quant aux participations financières, elles se heurtent à de vives critiques de la part de certains financiers. Prenant la « défense des actionnaires », ils dénoncent, non pas tant le principe lui-même des participations, que l'« escamotage des bénéfices de participations » qui échappent aux actionnaires pour s'accumuler dans les réserves des sociétés mères et qui sont utilisés à l'acquisition de nouvelles participations. En conséquence, ils demandent l'ouverture d'un compte spécial pour les dividendes des participations appartenant spécialement aux actionnaires (1).

(1) Lucien BAILLY, *Défense des actionnaires et finance minière*. Circulaire Sofinest, mars 1934, n° 13.

La pratique des prises de participations s'accompagne souvent d'un échange d'administrateurs : chaque groupe prend l'engagement de désigner un nombre déterminé d'administrateurs pour faire partie du Conseil d'administration des deux entreprises.

Si les modalités qui permettent de mener une politique de concentration sont très nombreuses, elles exigent toutes des capitaux importants, elles coûtent très cher. C'est ainsi, par exemple, que le prix d'achat des usines et mines d'Homécourt par les Aciéries de la Marine en 1902 s'est élevé à 28.285.000 francs, que les Hauts Fourneaux lorrains d'Aumetz-la-Paix ont dû verser, avant guerre, 35 millions à la Société de Gelsenkirchen pour l'acquisition du charbonnage Victor, qu'enfin Senelle-Maubeuge a dû échanger en 1930 15.000 de ses titres contre 8.000 titres Escaut-et-Meuse pour assurer un débouché à ses fontes. Il y a donc lieu d'examiner maintenant comment la concentration a pu être réalisée au point de vue financier.

SECTION IV

La politique financière des entreprises et la concentration.

Les entreprises sidérurgiques ont à leur disposition deux modes de financement de la concentration : elles peuvent utiliser les bénéfices d'exploitation, elles peuvent recourir à l'épargne.

La loi de 1867 et, en général, les statuts des sociétés par actions prévoient qu'une partie des bénéfices sera consacrée à la constitution d'une réserve légale et d'une réserve statutaire, le reste étant distribué aux actionnaires sous forme de dividende. Mais les conseils d'administration ont pris l'habitude de réduire les dividendes afin de créer

des réserves facultatives ou extraordinaires sans cesse accrues. C'est ainsi que M. Maurice Vignes a pu définir en deux mots la politique financière des entreprises du bassin de Briey : grosses réserves et faibles dividendes (1). Cette définition posée en 1913 pour certaines entreprises lorraines peut aujourd'hui être généralisée et s'appliquer parfaitement à la totalité des entreprises sidérurgiques. Cette politique a en effet une utilité générale qui impose son emploi à trois points de vue. D'abord, contrairement à ce qu'il semble *a priori*, elle sert l'intérêt des actionnaires, car elle permet de stabiliser et de régulariser les dividendes et constitue une caisse d'épargne automatique puisqu'elle retient chaque année et place dans l'entreprise une partie du revenu social qui, s'il était distribué, serait sans doute en partie dépensé improductivement. D'autre part, ce sont les grosses réserves qui permettront les amortissements massifs destinés à la fois à assurer l'entretien et le renouvellement de l'outillage et à couvrir les immobilisations énormes qu'il représente (2). Mais une entreprise ne doit pas se borner à maintenir les positions acquises. Son intérêt lui commande de s'agrandir, de se transformer le plus vite possible en un organisme complet. C'est principalement ce souci de concentration qui a mené la sidérurgie lorraine à la politique des grosses réserves : elle permettra de développer les entreprises, d'y adjoindre la production des matières premières ou le finissage des objets fabriqués, sans avoir besoin d'augmenter sans cesse le capital social et de faire de trop fréquents appels au crédit.

M. Vignes a dressé le tableau comparatif des bénéfices

(1) *Revue d'Économie politique*, 1913, p. 304.

(2) L. BROCARD, *La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913*, p. 63 et sq.

nets, des réserves et des dividendes des principales sociétés métallurgiques intéressées dans le bassin de Briey pour la période d'avant-guerre. Il résulte de ce tableau que les actionnaires ne reçoivent qu'une faible partie des bénéfices nets : un peu moins de la moitié chez Marine-Homécourt, un peu plus du tiers à Micheville et Longwy. Ce tableau serait difficile à dresser aujourd'hui : de plus en plus, avant toute répartition, les entreprises utilisent les bénéfices qu'elles réalisent soit pour compléter ou augmenter leur outillage, soit pour acquérir des participations. Si l'on établissait d'après les comptes de « profits et pertes » publiés chaque année, la proportion existant entre les sommes distribuées aux actionnaires et les sommes mises en réserve, cette proportion ne serait pas conforme à la réalité. Mais il est possible de constater que les réserves indiquées dans les bilans suivent une courbe ascendante qui précède, plus ou moins évidemment suivant les sociétés, la courbe des dividendes distribués. Il y a d'ailleurs lieu d'ajouter que devant la crise actuelle qui frappe durement la sidérurgie, bon nombre de sociétés, même parmi les plus puissantes, comme Longwy, Micheville et Marine-Homécourt, ont cessé toute distribution de dividendes et consacré aux réserves la part de leurs bénéfices, d'ailleurs singulièrement réduits, que n'absorbe pas le fisc.

En tout cas, ce sont les réserves accumulées pendant les périodes de prospérité industrielle qui ont financé la politique de concentration menée par les entreprises lorraines. Mais les besoins de ces entreprises sont souvent hors de proportion avec leurs ressources, si puissantes soient-elles ; c'est que dans la sidérurgie, il faut des capitaux considérables pour l'aménagement et la mise en exploitation d'une mine, pour la construction et l'outillage d'une usine complète. Aussi au financement autonome des entre-

prises doit s'ajouter l'appel à l'épargne sous forme d'émission d'obligations ou d'augmentation de capital (1). Avant guerre, nous voyons déjà Longwy émettre des obligations, en 1908, 1910, 1911, Pont-à-Mousson en émettre en 1905, 1907, 1908, etc... Mais depuis 1918, il y eut à la fois augmentation de capital et émission d'obligations. C'est ainsi que le capital de Longwy fixé à l'origine en 1893 à 20 millions de francs, fut porté successivement à 24 millions (1919), 45 (1921), 75 (1923), 100 (1924), 105 (1927), 157 (1931), en même temps que les émissions d'obligations fournissaient 107 millions destinés à satisfaire aux besoins de reconstitution, de modernisation et d'extension de cette affaire. Pour toutes les entreprises lorraines, il serait possible de dresser un tableau relatant la progression simultanée de leur capital social et de leur dette obligataire. Nous nous bornerons à indiquer pour quatre sociétés les chiffres du capital, des obligations en circulation et des réserves et provisions diverses, d'après les bilans publiés immédiatement après la guerre et dans le courant de l'année 1933.

SOCIÉTÉS	ANNÉES	CAPITAL	OBLIGATIONS en circulation	RÉSERVES et provisions
Longwy	1919	30.000.000	13.363.000	43.270.255
	1933	157.500.000	279.851.000	306.006.023
Micheville. . . .	1921	34.000.000	64.506.100	151.819.242
	1933	100.000.000	127.278.900	229.782.237
Pont-à-Mousson .	1922	11.700.000	62.849.500	22.916.304
	1933	40.000.000	93.509.000	46.829.526
Senelle - Mau- beuge.	1919	32.000.000	20.964.000	45.219.112
	1933	82.500.000	119.080.000	269.201.433

(1) L. BROCARD, *loc. cit.*, p. 67.

Signalons le rôle de premier plan joué par les banques locales (1) qui ont dirigé les placements de leurs clients vers la sidérurgie lorraine et qui d'autre part ont fait accorder des crédits importants aux sociétés métallurgiques par des établissements financiers étrangers à la région.

SECTION V

La concentration et la main-d'œuvre.

Si elle exige des capitaux importants, la concentration exige aussi de la main-d'œuvre. Il faut d'abord un personnel compétent, tant au point de vue technique qu'au point de vue administratif et commercial, pour diriger les grandes entreprises concentrées et intégrées et assurer leur bonne marche. Il faut aussi du personnel d'exécution, capable de se livrer aux travaux multiples des mines et des usines. Les besoins en personnel de ces deux catégories s'accroissent au fur et à mesure que les entreprises se développent et augmentent leur domaine d'activité. Il importe donc de rechercher comment la sidérurgie lorraine a pu résoudre le problème de la main-d'œuvre.

Le personnel dirigeant de la métallurgie lorraine a été d'abord recruté dans les grandes écoles ou dans les facultés de la capitale. Puis, l'Université de Nancy a créé toute une série d'instituts techniques, formant les ingénieurs appelés à diriger les services des usines de la région. Notons, d'ailleurs, que si les progrès de la concentration nécessitent une augmentation du personnel dirigeant, cette augmentation est bien moindre que celle de la production (2).

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce de Nancy*, 1909, p. 574, article de M. C. Cavalier : « Les banques locales et l'industrie ».

(2) L. BROCARD, *loc. cit.*, p. 90.

Mais le problème de la main-d'œuvre fut beaucoup plus difficile à résoudre en ce qui concerne le personnel ouvrier. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les mines et les usines n'éprouvaient aucune difficulté à recruter sur place la main-d'œuvre nécessaire et d'ailleurs les besoins étaient insignifiants : au début du XIX^e siècle, les huit usines de l'ancien département de la Moselle (qui comprenait à cette époque l'arrondissement actuel de Briey) occupaient à l'intérieur 68 maîtres et 122 manœuvres, comme forgerons, fondeurs et marteleurs, et en dehors, 1.289 voituriers, bûcherons, charbonniers et mineurs (1). En 1930, l'effectif total du personnel des établissements sidérurgiques de l'Est s'élevait à 99.652 ouvriers et employés, pour retomber d'ailleurs en 1932 à 76.024, devant les effets de la crise.

Les ressources locales en main-d'œuvre étaient relativement faibles, parce que la population se livrait essentiellement aux travaux agricoles. Le recrutement national ne donna pas beaucoup de résultats : à moins qu'il ne se dirige sur une grande ville, l'ouvrier français n'émigre pas volontiers sur un autre point du territoire. Pour compléter les effectifs, il fallut faire appel à la main-d'œuvre étrangère. La Meurthe-et-Moselle, avant la guerre, recrutait surtout des Italiens, la Moselle surtout des Allemands. Depuis la guerre, on rencontre dans les deux bassins, des ouvriers belges, luxembourgeois, allemands, italiens, polonais et tchécoslovaques. Mais cette main-d'œuvre est très instable, donc peu expérimentée. Pendant longtemps ce fut une cause de ralentissement de la politique d'intégration (2).

(1) Axel SÖMME, *La Lorraine métallurgique*, p. 110.

(2) Le problème de la main-d'œuvre est étudié d'une façon très approfondie dans : Axel SÖMME, *La Lorraine métallurgique*, chapitres XIII et sq.

Il était nécessaire de bien préciser la notion de concentration et d'indiquer à la fois ses procédés et ses avantages avant d'étudier sa réalisation au sein de la sidérurgie lorraine.

Aujourd'hui, une même entreprise se livre à des opérations minières dans les gisements de minerais de fer ou dans les charbonnages où elle est intéressée. Dans ses usines, elle produit de la fonte qu'elle transforme en produits plus ou moins finis. Enfin, pour écouler sa fabrication, elle doit se livrer à des opérations commerciales.

Aussi, pour envisager le mouvement de concentration dans son ensemble, il faut successivement étudier *la conquête des matières premières, l'organisation de la production et la politique commerciale* de la sidérurgie lorraine.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONQUÊTE DES MATIÈRES PREMIÈRES

La sidérurgie lorraine doit son origine à de petites forges, bien primitives, installées à proximité de riches dépôts ferrifères superficiels, dont elles tiraient les éléments nécessaires à la fabrication du fer. Mais, devant la demande croissante de leur clientèle, ces petites forges furent amenées à acquérir un domaine minier, leur fournissant aussi bien le minerai de fer que la houille et que les diverses autres matières dont elles avaient besoin pour obtenir une production plus abondante et supérieure en qualité. Aujourd'hui toute entreprise sidérurgique possède ses mines, et cette *intégration vers le bas*, qui a permis et entraîné d'autres formes de concentration, doit être envisagée la première.

CHAPITRE I

L'APPROVISIONNEMENT EN MINERAI DE FER

SECTION I

Le gisement ferrifère lorrain.

Autrefois, la Lorraine était riche en minerai de « fer fort » qu'on appelait aussi « minerai en rognon ». Ce minerai était d'une exploitation facile, car on le trouvait en surface. C'est lui qui alimenta les premières forges lorraines. Mais les minières de fer fort n'étaient pas la seule ressource dont bénéficiait la métallurgie. L'existence d'un minerai disposé en couches profondes sous le calcaire oolithique était connue depuis plusieurs siècles et son exploitation se trouvait à l'origine des forges d'Hayange et de Moyeuvre. Il affleurait en quelques points sur les flancs des vallées de l'Orne et de la Fentsch. Dès 1816, François de Wendel était autorisé à exploiter la roche en mine et en 1818, il demandait une concession du sous-sol du plateau qui s'étendait de l'Orne à la Fentsch. Ce n'est que par suite des lenteurs administratives que l'octroi définitif de cette concession intervint seulement par l'ordonnance royale du 18 juillet 1834. Il y avait néanmoins de longues années que les galeries permettaient l'extraction de la roche (1).

(1) CONTAMINE, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, t. I, p. 197.

Mais le minéral de cette provenance avait l'inconvénient, étant phosphoreux, de ne donner qu'un fer cassant. Aussi pendant longtemps encore, on recherchait surtout le minéral en rognon dont la faible teneur en phosphore permettait la fabrication de la fonte au bois. Mais peu à peu, les gisements s'épuisaient. Alors, au lieu de chercher en surface, on creusa des mines, et on utilisa ainsi les minerais des environs de Nancy et de Longwy, d'une teneur plus faible, certes, mais néanmoins rémunérateurs. Puis on se rappela bientôt le minéral déjà connu au début du siècle et qu'on qualifiait du terme de mépris de « minette » qui signifie « petite mine » par opposition au minéral de fer fort. Les métallurgistes eux-mêmes explorèrent le sol de la Lorraine (1). Au cours d'une première campagne (1883-1884), ils découvrent le bassin de l'Orne qui alimente les importantes usines de Jœuf, Homécourt et Auboué.

Dix ans après, en 1894-1895, une nouvelle campagne de recherches beaucoup plus étendue et plus importante est entreprise. Les premiers sondages effectués ayant donné des résultats affirmatifs, ils ne tardent pas à se multiplier. De proche en proche, tout ce qui constitue actuellement le bassin de Briey est découvert, le gisement est exploré de façon méthodique et rationnelle jusqu'à sa limite sud-ouest.

Ainsi, la fin du siècle dernier amena la connaissance complète du bassin lorrain. Voyons rapidement quelles en sont les caractères principaux.

Le bassin lorrain s'étend entre Nancy et Luxembourg sur 120 kilomètres de longueur et sur 20 kilomètres en moyenne de largeur (2). Il couvre 120.000 hectares répartis

(1) DREUX, *Conférence au 2^e Congrès international de forage*. Nancy, 1929.

(2) LEVAINVILLE, *L'Industrie du fer en France*, p. 3 et sq.

dans la Meurthe-et-Moselle (73.000 hectares), la Moselle (43.000 hectares), en Luxembourg (3.600 hectares), en Belgique (400 hectares). La formation toarcienne qui contient le minerai peut atteindre 40 mètres d'épaisseur. Le nombre des couches est essentiellement variable, il diminue à mesure que l'on s'avance vers le nord et vers le sud. On a reconnu 7 couches à Fontoy, 2 à Moyeuvre, 1 à Ars-sur-Moselle. Généralement 4 couches sont exploitées : la rouge, la grise, la verte et la noire. La minette affleure à l'est dans les côtes qui dominent la Moselle, elle plonge à l'ouest sous le bassin parisien. Pour ces raisons, l'extraction a lieu souvent à flanc de coteau en Moselle, tandis qu'en Meurthe-et-Moselle il faut procéder par puits, d'autant plus profonds dans la direction de l'ouest.

En ce qui concerne la teneur en fer, les gisements de la Moselle sont désavantagés par rapport à ceux de la Meurthe-et-Moselle. Dans les premiers, la teneur varie de 24 à 40 %, en réalité la teneur moyenne ne dépasse pas 30 % et bien souvent elle n'est pas supérieure à 28 %, tandis que dans les bassins de Longwy et de Nancy, elle se maintient entre 33 et 40 % et dans celui de Briey entre 36 et 40%. Cette teneur plus élevée et plus constante explique le grand développement du bassin et le succès de ses minerais sur le marché d'exportation. D'une manière générale, sur une même partie de la couche, la richesse de la minette augmente d'est en ouest, en s'éloignant de l'ancienne ligne du rivage de la mer toarcienne et, dans la couche, les parties les plus riches sont les parties géologiquement les plus basses.

En dehors de cette teneur modeste en fer, l'élément caractéristique est le phosphore. Sa teneur varie de 0,7 à 2 %. Cette impureté a entravé l'industrie lorraine jusqu'au jour où Thomas et Gilchrist ont trouvé le procédé pour

déphosphorer les fontes. Aujourd'hui on s'accorde pour dire que la teneur en phosphore des minerais lorrains est celle qui convient le mieux à la fabrication de la fonte Thomas.

Quant aux autres matières associées au fer dans le minerai, elles varient suivant la situation géographique. D'une manière générale, elles sont calcaires dans les bassins de Briey et de Metz—Thionville et siliceuses dans les bassins de Longwy et de Nancy. Grâce à la variété de composition de ces gangues, la plupart des hauts fourneaux lorrains travaillent sans castine, il suffit de doser dans le lit de fusion les minerais calcaires et les minerais siliceux. Il n'y a guère qu'une substance qui manque dans l'enveloppe du minerai lorrain, substance dont la présence dans le lit de fusion augmente la qualité de la fonte, il s'agit du manganèse (1).

C'est l'essor de la métallurgie des fontes phosphoreuses, conséquence de la mise en pratique des brevets Thomas et Gilchrist, qui a développé considérablement la production du gisement lorrain. Car non seulement les industriels lorrains et français utilisaient la minette, mais encore leurs concurrents sarrois, belges et westphaliens, attirés par la faiblesse de son prix de revient et la facilité de son transport. Aussi fallut-il sans cesse développer l'exploitation pour répondre aux demandes. Les progrès techniques des dernières années sont remarquables, il faut signaler : l'augmentation de puissance des installations récentes par rapport aux anciens sièges d'extraction, l'utilisation de plus en plus grande de machines pour abattre le minerai, telles que marteaux pneumatiques, haveuses et perforatrices électriques, les essais de chargement mécanique du

(1) LAUFENBURGER, *La Sidérurgie de la Lorraine désannexée et la France*, p. 22.

minerai au front de taille sur les berlines, le roulage effectué au moyen de locomotives électriques ou autres, l'utilisation, d'ailleurs encore rare, du skip pour remonter le minerai au jour au lieu des cages à berlines, l'emploi de machines d'extraction électriques au lieu de machines à vapeur. Grâce à tous ces procédés, l'exploitation atteint les chiffres suivants, qui représentent 95 % de la production totale de la France.

PRODUCTION en milliers de tonnes	1913	1930	1931	1932
Metz—Thionville. . . .	23.373	20.240	15.765	11.635
Briey	15.103	20.583	16.917	12.347
Longwy	2.608	3.764	2.463	1.405
Nancy.	1.916	1.413	1.079	640
TOTAL.	43.000	46.000	36.500	26.100

Étant donnés ces chiffres de production, on peut se demander combien de temps le minerai lorrain pourra alimenter les hauts fourneaux construits auprès de ses sièges d'extraction. Les réserves du gisement sont connues avec une assez grande précision : on peut les estimer à 4 milliards 155 millions de tonnes, dont pour le minerai calcaire 2 milliards 580 millions et pour le minerai siliceux 1 milliard 575 millions de tonnes. Elles pourraient fournir davantage si les conditions du marché permettaient l'emploi de minerais plus pauvres et si les progrès dans l'art du mineur autorisaient l'attaque des parties du gîte classées maintenant comme inaccessibles. Mais dans les conditions actuelles, on peut et on doit craindre l'épuisement rapide du gisement lorrain. D'abord les venues d'eau font

peser sur l'avenir du bassin une lourde hypothèque : le volume d'eau exhaurée en 1930 a été de près de 170 millions de mètres cubes, soit un peu plus de 4,5 mètres cubes par tonne de minerai; l'exhaure entraîne pour certaines mines des dépenses atteignant 6 francs la tonne. On peut craindre que dans certains cas, ces dépenses ne deviennent rapidement inadmissibles et ne conduisent à l'abandon du gisement, ce qui conduirait à réduire notablement l'évaluation de 4 milliards 155 millions. D'autre part, l'exportation du minerai lorrain va sans cesse en augmentant : la proportion du minerai vendu à l'étranger, Sarre comprise, est passée de 36 % en 1925 à 44 % en 1928. C'est que les besoins en minerais de la métallurgie belgo-luxembourgeoise vont croissants sans cesse et sont couverts en Lorraine dans la proportion des neuf dixièmes (1). Ainsi, l'aggravation des venues d'eau et l'augmentation des exportations font croire que le gisement lorrain ne pourra alimenter l'industrie sidérurgique pendant plus de cinquante ans, si on ne prend des mesures spéciales pour en sauvegarder les ressources. Aussi une commission interministérielle a-t-elle été nommée dans ce but. Les remèdes qu'elle propose sont au nombre de quatre : prendre toutes précautions en matière d'institution ou de mutation de concessions minières pour réserver le minerai à la consommation nationale; supprimer les avantages de transport dont bénéficient actuellement les exportations de minerai; examiner les mesures techniques propres à éviter les pertes de minerai en cours d'exploitation ainsi que celles relatives à une meilleure utilisation des minerais siliceux et pauvres;

(1) « L'Union belgo-luxembourgeoise tire de ces minerais 8 millions de tonnes de métal par an, contre 9 millions pour nous; c'est une proportion manifestement excessive en sa faveur, car ses nationaux ne possèdent que un septième du gisement lorrain-luxembourgeois. » (L. BAILLY, *Défense des actionnaires et finance minière*, p. 204.)

modifier la réglementation sur l'exportation des ferrailles (1). En ce qui concerne la vente du minerai à l'étranger, M. L. Bailly propose une solution radicale : « Il suffirait équitablement de permettre l'exportation en Belgique-Luxembourg des minerais extraits des mines possédées effectivement par les Belgo-Luxembourgeois auxquelles elles ont été concédées jadis avec une libéralité peut-être abusive. »

SECTION II

L'intégration des mines de fer.

Telles sont les caractéristiques générales relatives à l'étendue et à la richesse du gisement lorrain, qu'il était nécessaire de rappeler, au moins sommairement, avant d'aborder l'étude de la politique poursuivie par les entreprises sidérurgiques lorraines en vue de s'intégrer les concessions de minerais de fer. C'est que cette politique découle nettement des prémisses qui viennent d'être posées.

C'est à la présence du minerai que doit sa puissance l'industrie sidérurgique de l'Est, industrie qui se trouve par ailleurs mal placée pour le coke, les débouchés et les communications. Il est tout à fait certain que si le minerai venait à leur manquer, les usines disparaîtraient ou tout au moins devraient se transformer radicalement et réduire considérablement leur puissance. Aussi, dès leur origine, voyons-nous les entreprises sidérurgiques demander la concession d'un gisement ; parfois, en sens inverse c'est l'octroi d'une concession qui est à l'origine d'une entreprise. Et au cours de leur existence, les entreprises tendent à augmenter leur domaine minier en vue de satisfaire

(1) Rapport de M. Thibault, au Conseil national économique.

leurs besoins croissants ou même, envisageant la possibilité d'accroître leur production, elles acquièrent des concessions pendant qu'il est encore temps, quitte à les laisser inexploitées jusqu'à ce que l'heure soit venue de les utiliser pour satisfaire leur puissance productrice accrue. L'intégration de la mine de fer et de l'usine, au moins l'« intégration à distance » sous forme de participation dans l'exploitation des mines, est aujourd'hui la règle générale, il n'existe guère de société métallurgique importante qui ne participe à l'exploitation des mines de fer du bassin lorrain (1).

Et il ne s'agit pas d'acquérir n'importe quel gisement. Nous avons vu, en effet, qu'il y a des gisements dans lesquels le minerai se trouve enfermé dans une gangue calcaire et d'autres où il est enrobé dans une gangue siliceuse. Une entreprise doit donc se constituer un domaine minier tel que ses produits permettent de réaliser dans le haut fourneau un lit de fusion comprenant les proportions convenables de minerai calcaire et de minerai siliceux sans avoir à y ajouter de la castine ou des minerais achetés à l'extérieur. Il faut donc obtenir des concessions à la fois dans les bassins de Briey ou de Metz—Thionville, qui sont généralement calcaires, et dans les bassins de Longwy ou de Nancy, qui sont généralement siliceux.

Ceci posé, comment une entreprise sidérurgique peut-elle assurer son approvisionnement en minerai de fer? Le procédé le plus simple est celui que nous avons envisagé plus haut : l'octroi d'une concession que l'entreprise exploitera elle-même. C'est ainsi par exemple que les Aciéries de Longwy exploitent les concessions de Tucquegnieux, Moulaine et Mont-Saint-Martin, que les Hauts Fourneaux

(1) L. BROCARD, *La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913*, p. 38.

et Fonderies de Pont-à-Mousson possèdent les concessions de Custines, Grande-Goutte, Malzéville, Marbach, Vieux-Château, Belleville (minerai généralement siliceux, exploitation à flanc de coteau) et les concessions d'Auboué-Moineville et Mairy (minerai généralement calcaire, exploitation par puits), que les Aciéries de Micheville possèdent dans le bassin de Longwy les concessions de Micheville et de Bréchain et dans le bassin de Briey les concessions de Landres, de Bazonville, de Génerville.

Un autre procédé est la création d'une société filiale. L'entreprise qui désire se constituer un domaine minier ne veut pas se charger de l'exploitation d'une concession afin de ne pas étendre outre mesure son domaine d'activité, alors elle constitue une filiale qui obtiendra la concession et se chargera de l'exploitation. C'est ainsi qu'en 1907 s'est constituée la Société Anonyme des *Mines d'Anderny-Chevillon*, au capital de 20 millions de francs, en vue de l'exploitation de la concession de mines de fer d'Anderny-Chevillon (Meurthe-et-Moselle), d'une superficie de 1.916 hectares, dont l'amodiation a été apportée par la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt. De même, la firme de Wendel a créé la *Société d'Errouville* qui exploite une concession de 948 hectares située dans l'arrondissement de Briey et la *Société des Mines d'Hatrize* en vue de l'exploitation ultérieure de la concession d'Hatrize (arrondissement de Briey).

Mais la pratique la plus courante est celle des prises de participations. Plusieurs entreprises s'entendent pour obtenir une concession qu'elles exploitent en commun ou pour créer une société chargée de l'exploitation d'une concession. Comme type d'exploitation en commun, citons les concessions de Tiercelet et Godbrange, gérées par un syndicat où figurent les Aciéries de Longwy (qui y figurent

pour 4 % dans la première et 17 % dans la seconde), les Hauts Fourneaux de Saulnes (23,08 % et 15,40 %) et la Société métallurgique de Senelle-Maubeuge (28 % et 39,6 %). Quant aux participations dans des sociétés minières, elles sont innombrables, car c'est le procédé le plus usité. Bornons-nous à quelques exemples : les *Mines de Bazailles* sont un consortium groupant les firmes suivantes : Marine-Homécourt, Micheville, Nord-et-Est, Pont-à-Mousson, Schneider et C^{ie}, et exploitant une concession de minéral siliceux de 2.188 hectares, située dans l'arrondissement de Briey; la *Société Civile de Joudreville* exploite la concession de Joudreville (arrondissement de Briey, 501 hectares), elle a été constituée en 1905 par acte sous-seing privé entre la Société Anonyme de Commentry-Fourchambault et Decazeville pour deux tiers et la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers pour un tiers; enfin la *Société des Mines de Pulventeux* groupe dans son conseil d'administration cinq sociétés métallurgiques : Longwy, Saulnes, la Providence, Nord-et-Est, Lorraine minière et métallurgique et assure l'exploitation de la concession de Pulventeux qui couvre 256 hectares.

Les entreprises sidérurgiques ne se bornent pas à utiliser l'un ou l'autre des trois procédés qui sont à leur disposition. Il arrive très souvent, et même c'est, en fait, ce qui se trouve généralement, que, pour assurer son indépendance en ce qui concerne l'approvisionnement en minéral de fer, une société exploite les concessions qui sont sa propriété, contrôle une filiale chargée de l'exploitation d'une concession et possède des intérêts plus ou moins importants dans des sociétés minières. C'est ce que nous allons voir dans les tableaux suivants qui, à titre d'exemple, montreront quelle peut être l'importance du domaine minier d'une entreprise sidérurgique.

Aciéries de Longwy (1).

MINES	SUPERFICIE	MINÉRAI	PRODUCTION mensuelle (1930)	MODALITÉ
	hectares		tonnes	
Tucquegnieux. . .	1.659	calcaire	120.000	propriété
Moulaine.	804	siliceux	22.000	propriété
Mont-St-Martin. .	626	siliceux	7.500	propriété
Limèle (Bretagne). .	1.502	hématite	en préparat.	propriété
Hussigny.	206	siliceux	22.000	part. 50 %
Godbrange.	952	siliceux	67.000	part. 17,14 %
Tiercelet.	769	siliceux	33.000	part. 4 %
Valleroy.	3.181	calcaire	80.000	part. 50 %

Pont-à-Mousson.

CONCESSION	BASSIN	PRODUCTION en 1932	MODALITÉ
		tonnes	
Custines.	Nancy	5.717	propriété
Grande-Goutte	Nancy	inexploitée	propriété
Malzéville.	Nancy	inexploitée	propriété
Marbache.	Nancy	68.479	propriété
Vieux-Château	Nancy	63.972	propriété
Belleville.	Nancy	inexploitée	propriété
Auboué-Moineville (1.437 hectares) . .	Briey	625.152	propriété
Mairy.	Briey	inexploitée	propriété
Chazé-Henri.	Maine-et-Loire	exploitée	participat.
Ercée-en-Lamée. . .	Maine-et-Loire	inexploitée	participat.
Bazailles.	Briey	52.358	participat.
Mokta-el-Hadid. . .	Algérie	540.000	participat.
Ouenza.	Algérie	880.000	participat.

(1) *Album du Cinquantenaire des Aciéries de Longwy*, p. 64.

L'examen de ces tableaux suggère une observation. Elle est relative au fait que dans le domaine minier des entreprises sidérurgiques lorraines, il se trouve des concessions étrangères au bassin de l'Est. C'est qu'en effet la minette constitue l'unique variété des bassins lorrains; or, les nécessités de la sidérurgie exigent l'emploi d'autres sortes de minérai, en particulier de minerais hématites; aussi voyons-nous les Aciéries de Longwy acquérir la propriété d'une concession hématite à Limèle, en Bretagne, et, hors de France, acquérir une participation de 3,87% dans les mines hématites de Heras-Santander (Espagne); les Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson ont, conjointement avec les Aciéries de Micheville et de la Marine et d'Homécourt, des intérêts dans la *Société des Mines de Chazé-Henri* qui exploitent dans l'arrondissement de Segré (Maine-et-Loire) une concession de minérai phosphoreux et d'accord avec les Aciéries de Micheville des intérêts dans la *Société d'Ercée-en-Lamée* (Maine-et-Loire).

Nous verrons plus loin que la sidérurgie lorraine s'intéresse à toutes les recherches minières dans les colonies françaises et concourt à la fondation de sociétés spécialement destinées à la découverte des variétés de minerais qui lui manquent.

Ainsi donc, toute entreprise possède son domaine minier qui lui fournit la plus grande partie des minerais dont elle a besoin. Certes il lui faut parfois en acquérir à l'extérieur, mais il arrive aussi en sens inverse qu'elle soit amenée à vendre ses minerais, parce qu'elle en produit plus qu'elle n'en a besoin, ou parce que sa production en une sorte de minérai est excédentaire tandis que sa production en l'autre sorte est déficitaire. Pour faciliter les ventes, certaines entreprises sidérurgiques (Nord-et-Est, Marine-Homécourt, Commentry-Fourchambault-Decazeville, Pont-à-Mousson,

Micheville, Saulnes, Marcellot et C^{ie}) et certaines sociétés minières (Anderny-Chevillon et Murville) se sont mises d'accord en 1919 et ont constitué la *Société des Minerais lorrains* chargée de la vente à la commission, en France et à l'étranger, des minerais de fer à extraire des mines ou exploitations appartenant aux propriétaires actuels ou futurs des actions de la société.

Telle est la politique que les maîtres de forges ont été amenés à suivre en vue d'assurer leur approvisionnement en minerais de fer. Cette politique, somme toute, a été assez facile à mener à bien, car l'industrie métallurgique lorraine est située sur le gisement ferrifère le plus considérable de l'Europe. Nous allons voir qu'il en va tout autrement en ce qui concerne le problème des combustibles.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DU COMBUSTIBLE

Aux origines de la sidérurgie lorraine, le combustible employé était le charbon de bois (1). C'est la raison pour laquelle l'industrie du fer primitive a été établie généralement aux endroits riches à la fois en minerais et en bois, c'est-à-dire au milieu des forêts, souvent bien loin de tout lieu habité et de toute voie de communication. Mais l'augmentation de la production du fer entraîna bientôt une telle augmentation dans l'emploi du charbon de bois que, dans certaines contrées et notamment en Lorraine, l'existence des forêts commença à être compromise; d'autre part le prix de revient de la fonte au bois était très élevé. Aussi fut-on amené à utiliser le combustible minéral. Déjà au XVIII^e siècle, les forges d'Hayange utilisaient la houille. A partir de 1834, six hauts fourneaux lorrains se mettent à utiliser concurremment le coke et le charbon de bois, ils sont situés à proximité des houillères de la Sarre. A la veille de la guerre de 1870, la substitution du charbon au bois est un fait accompli dans l'Est, car l'ouverture de nouveaux canaux facilite l'arrivée des charbons du Nord et de Belgique.

La question du combustible se place alors au premier rang des préoccupations de la métallurgie lorraine. A vrai

(1) LAUFENBURGER, *L'Industrie sidérurgique de la Lorraine annexée*, p. 45.
LEVAINVILLE, *L'Industrie du fer en France*, p. 32, 67, 97 et 106.

dire, ce n'était pas un fait nouveau. Dès que la houille apparaît, mélangée au bois, dans les lits de fusion, les maîtres de forges recherchent les charbonnages. En 1792, de Wendel, maître de forges à Moyeuvre et à Hayange, sollicite des permis de recherches dans un rayon de trois lieues autour d'Hayange, et, la même année, il prend une part importante dans la société fondatrice du Creusot, parce que les nouveaux établissements possèdent des houillères. En 1826, son fils et successeur achète les houillères de Petite-Rosselle et les fours à coke d'Hirschbach. Cette politique a été suivie par tous les maîtres de forges de l'Est.

Dans l'étude de la politique d'intégration des charbonnages, il faut envisager successivement quatre points : les recherches et prises d'intérêts dans le gisement houiller sarrois-lorrain ; les prises d'intérêts dans les charbonnages français et étrangers ; la recherche de gisements nouveaux ; l'installation des cokeries.

SECTION I

Le gisement houiller sarrois-lorrain.

A l'est du bassin ferrifère de Thionville, à une distance de 70 kilomètres environ, se trouve un bassin houiller qu'on a l'habitude d'appeler le bassin de la Sarre, bien qu'il s'étende à la fois sur la Sarre et le nord de la Lorraine.

De tous temps, les réserves de houille du territoire de la Sarre alimentèrent les hauts fourneaux lorrains. L'article 45 du Traité de Versailles transfère à la France « en compensation de la destruction des mines de charbon du Nord de la France..., la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit

exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre. » Jusqu'en 1935, la houille de la Sarre sera donc à la portée directe de l'industrie lorraine du fer (1). C'est là un élément appréciable, puisque la Sarre a une production considérable qui s'est élevée en 1933 à 10.561.172 tonnes de houille et 252.208 tonnes de coke. Et il est aujourd'hui démontré, par des essais de laboratoires et des expériences faites à l'usine que le coke sarrois convient parfaitement aux besoins métallurgiques. Malheureusement, il faut craindre qu'en 1935 le plébiscite ne demande l'union de la Sarre à l'Allemagne, et alors ses richesses minières passeront entre les mains des Allemands qui les rachèteront en bloc. Le Traité de Versailles envisageant cette éventualité donne à la France la faculté d'acheter aux mines de la Sarre la quantité de charbon justifiée par ses besoins industriels et domestiques. Notons d'ailleurs, qu'en dehors des Mines domaniales de la Sarre, dont le sort sera fixé par le plébiscite, il existe dans le Territoire, une société française, la « Société des Mines de Frankenholtz » qui a pris en 1920 la succession de la « Frankenholtzer Bergwerk Gesellschaft » créée en 1845 avec des capitaux français. Les concessions de cette société couvrent une superficie de 1.496 hectares et comportent treize couches exploitées et exploitables d'une puissance utile de 12^m 50.

En 1935, il nous restera toujours la partie du gisement houiller située en Lorraine. M. L. Bailly propose d'ailleurs que l'aménagement de ce gisement soit à la charge de l'Allemagne (2). Il suggère qu'on tienne le langage suivant : « MM. les Allemands, nous vous tiendrons quittes des

(1) LAUFENBURGER, *loc. cit.*, p. 26.

(2) L. BAILLY, *Défense des actionnaires et finance minière*, p. 183.

mines de la Sarre, que nous vous restituons en pleine souveraineté, à condition que vous nous les remplaciez chez nous, en pleine équivalence, en établissant en Lorraine, comme prestations en nature, les sièges d'extraction nécessaires et suffisants pour remplacer exactement ceux que nous vous rendons chez vous. Nous vous demanderons en outre une soulte en espèces représentant la valeur du gisement que nous vous rendons en même temps, et l'indemnité correspondant au temps perdu jusqu'à la pleine production des puits lorrains à créer et qui pourrait consister en livraisons de charbon pendant tout le temps nécessaire à la mise en exploitation de ceux-ci. » Cela ferait peut-être plus de 3 milliards de marks au total, mais ce serait la seule compensation légitime pour la France de la perte d'un gisement houiller qui constitue le complément naturel du bassin ferrifère lorrain.

L'histoire est un perpétuel recommencement ! En 1815 déjà, au lendemain du deuxième traité de Paris, le fer lorrain fut séparé de la houille sarroise. On chercha à se passer de cette houille (1). On pensait, d'ailleurs à juste titre, que les couches du bassin de la Sarre se prolongeaient sous le sol français. Une société de sondage se forma et en 1830 elle parvint à extraire à Schoeneck, près de Forbach, un échantillon de houille qui fut présenté à l'Académie de Metz. Une nouvelle société se constitua avec pour principaux actionnaires MM. de Wendel et de Gargan ; en 1847, elle atteignit la houille à Petite-Rosselle, à l'extrême frontière et à quelques kilomètres des mines prussiennes. La production de cette société qui était en 1857 de 6.000 tonnes atteignit à la fin de l'Empire 160.000 tonnes. En

(1) CONTAMINES, *Metz et la Moselle*, t. I, p. 200.

1853, une société se créa pour explorer l'immense forêt plate qui s'étend de Creutzwald à Saint-Avold, dès 1854, elle atteignit la houille. On crut au succès immédiat et de nombreuses demandes de concession furent lancées; de 1856 à 1863, dix sociétés nouvelles furent fondées, propriétaires d'autant de concessions. Presque toute la zone exploitable se trouva ainsi partagée et le bassin houiller de la Moselle couvrit 217 kilomètres carrés. A partir de 1862 commença la production industrielle : en 1869, elle s'éleva à 200.000 tonnes.

Après la guerre de 1870, les métallurgistes lorrains et allemands reprirent les recherches (1). Déjà trois grands charbonnages avaient été ouverts à l'exploitation, il s'agit de Petite-Rosselle, Sarre et Moselle, et la Houve. De nouveaux sondages donnèrent des résultats intéressants; avec des épaisseurs de charbon de 10 à 12 mètres, plusieurs grandes concessions furent instituées par le Gouvernement allemand. Du côté français, on se décida à entreprendre des travaux d'exploration en Meurthe-et-Moselle. En avril 1903 se constitue la *Société Lorraine de Charbonnages*, puis la *Société de la Seille*. En 1904, ces deux sociétés fusionnent sous le nom de *Sociétés lorraines de charbonnages réunies* qui créent sept filiales, chacune au capital de 200.000 francs représentant les frais d'un sondage à grande profondeur. Le 16 novembre 1906, les filiales fusionnent entre elles et avec la société mère (2). La première révélation sensationnelle est venue d'Éply où, le 26 mai 1904, MM. Hinzelin et Lanternier atteignaient à 700 mètres une couche de charbon et, un peu plus tard, les Sociétés lorraines de char-

(1) DREUX, *Conférence au 2^e Congrès international de forage*. Nancy, 1929 p. 9.

(2) *Revue d'Économie politique*, 1912-1913, p. 703 et sq. : article de M. VIGNES, « Le bassin de Briey ».

bonnages y trouvaient, à une profondeur de 1.273-1.486 mètres, sept veines de houille ayant chacune de 0^m 50 à 1^m 36. D'autres sondages révélèrent à Atton, entre 793 et 1.353 mètres, cinq filons carbonifères de 55 à 80 centimètres d'épaisseur; à Abaucourt, entre 896 et 1.217 mètres, quatre couches de 0^m 86 à 2^m 50; à Dombasle, entre 896 et 1.336 mètres, trois veines de 0^m 65 à 2^m 06 mètres. M. C. Cavallier, administrateur des Fonderies de Pont-à-Mousson, entreprit des sondages dans l'usine même de la Société. Il découvrit ainsi le 19 septembre 1905 une couche de houille de 70 centimètres à une profondeur de 819 mètres. Puis en poussant les sondages jusqu'à 1.556 mètres, il recoupa quatre nouveaux filons d'une puissance totale de 3^m 06.

En 1918, lorsque la sidérurgie de la Moselle revint à la France, elle se trouva séparée du bassin houiller de la Westphalie qui lui fournissait tout le combustible dont elle avait besoin. Les maîtres de forges de la Lorraine désannexée ne pouvaient songer à disputer à leurs collègues de l'« intérieur » le coke disponible dans les limites de l'ancien territoire français, qui ne couvrait même pas leurs besoins. Aussi portèrent-ils toute leur attention sur le gisement houiller de Saint-Avold-Forbach.

Voyons donc maintenant la liaison entre les charbonnages lorrains et la sidérurgie de l'Est. La plus ancienne concession exploitée est celle de *Petite-Rosselle*, qui, nous l'avons vu, est entre les mains de la Maison de Wendel depuis 1826. Cette concession, qui couvre 5.147 hectares, produit de la houille grasse et flambante : 2.244.457 tonnes en 1931. Elle comporte six sièges d'extraction à deux puits et quatre ateliers pour le lavage des charbons. Elle dispose d'un port d'embarquement à Rech et de 16 kilomètres de voies ferrées normales, reliant les puits entre eux et aux

gares de Stiring et de Cocheren, du réseau d'Alsace-Lorraine. La houille provenant de Petite-Rosselle fournit aux cokeries de Moyeuvre un coke excellent, à condition de la mélanger avec des charbons westphaliens.

La *Société houillère de Sarre-et-Moselle* a été constituée en 1920 pour exploiter les concessions de Carling (Moselle), appartenant à la « Saar und Mosel Bergwerksgesellschaft » en liquidation, s'étendant sur 11.821 hectares (c'est-à-dire 3.000 hectares de plus que Lens) et de Carlsbronn (Sarre, 620 hectares). Trois entreprises sidérurgiques lorraines y possèdent des intérêts prépondérants (Nord-et-Est, Marine-Homécourt et Pont-à-Mousson) et y figurent au conseil d'administration à côté des Mines de Lens et de Schneider et C^{ie}. Les veines exploitables ont une épaisseur de 90 mètres de charbon et s'étendent à de faibles profondeurs variant entre 100 et 550 mètres. Les installations de surface sont très importantes, elles comportent : ateliers de triage et de lavage, centrale électrique, 70 fours à coke, avec usine de récupération et distillation des sous-produits. La production, qui était en 1913 de 1.047.567 tonnes, a été portée en 1933 à 3.277.000 tonnes.

A côté de Sarre-et-Moselle, nous trouvons des charbonnages moins importants. C'est d'abord la *Société des charbonnages de Faulquemont* qui possède des concessions d'un total de 4.200 hectares appartenant avant la guerre au groupe « Roehling Eisen und Stahlwerke ». Au conseil d'administration figurent : Longwy, Marine-Homécourt, Pont-à-Mousson et Micheville; la société n'a pas encore commencé à produire, elle n'en est qu'à la création du siège d'exploitation. Ce sont encore les *Mines de Saint-Avoid* (anciennement « Société internationale des Houillères ») dans lesquelles sont intéressées la Société Lorraine minière

et métallurgique (23 %), Lens et Frankenholz, et les *Charbonnages de Haute-Vigneulles* (2.400 hectares) dans le conseil d'administration desquelles figurent Marine-Homécourt, Pont-à-Mousson, la Lorraine minière et métallurgique ($\frac{1}{3}$), Micheville, Redange-Dilling, Longwy (10 %).

Mentionnons à part la société anonyme de mines et d'électricité « *La Houve* » qui exploite des concessions contiguës à celles de Sarre-et-Moselle, s'étendant sur une superficie de 1.732 hectares. Depuis 1922, la Houve se cantonne dans le rôle de productrice d'électricité qu'elle est à même de remplir grâce à son importante centrale de Creutzwald d'une puissance de 50.000 H. P.; elle ne distribue pas d'électricité, c'est sa filiale, la Société alsacienne et lorraine d'électricité qui s'en charge. La production de la Houve a été en 1928 de 864.300 tonnes de houille et 50.282.639 kilowatts.

Mentionnons pour finir que si les réserves de houille découvertes en Meurthe-et-Moselle en 1904-1905 ne sont pas exploitées aujourd'hui, de l'avis de M. L. Bailly, il se pourrait qu'elles le soient un jour (1).

Telles sont les ressources du gisement houiller lorrain, tels sont les intérêts qu'y ont pris les sidérurgistes de la région. Mais la production des houillères de la Moselle est nettement insuffisante pour répondre aux besoins énormes de l'Est : qu'est-ce, en effet, que les 5.271.000 tonnes de houille produites en 1932 devant les dizaines de millions de tonnes que consomment annuellement les hauts fourneaux lorrains? Aussi, depuis longtemps il a fallu chercher ailleurs. Et on s'est d'abord adressé aux charbonnages existant en France et à l'étranger.

(1) L. BAILLY, *Défense des actionnaires et finance minière*, p. 186.

SECTION II

**L'intégration des charbonnages
en exploitation en France ou à l'étranger.**

Trois modalités sont possibles pour réaliser cette intégration. Nous les envisagerons successivement :

1^o La forme la plus simple est l'entente entre les charbonnages et les hauts fourneaux qui se résume en l'engagement pour les premiers de fournir aux seconds leurs combustibles et pour ceux-ci d'acheter leurs combustibles à ceux-là. Les maîtres de forge s'assurent ainsi des approvisionnements réguliers et les maîtres de charbonnages des débouchés certains. Le premier accord de ce genre fut conclu en novembre 1910, sous le nom de *marchés à échelle* (1). Les forges de Meurthe-et-Moselle se mettent d'accord avec les producteurs du Nord et obtiennent d'eux l'engagement de livrer chaque année 1.200.000 tonnes de coke. Cet accord est conclu pour dix ans avec effet à partir du 1^{er} janvier 1911 ; les prix sont à échelle en ce sens qu'ils sont fixés tous les trois mois en tenant compte des cours moyens, pendant le dernier trimestre, du charbon et de la fonte.

Depuis la guerre, la préférence est aux ententes bilatérales, entre telle entreprise métallurgique et tel charbonnage. Nous pouvons en citer quatre exemples. C'est d'abord l'entente qui unit la *Compagnie des Mines de Vicoigne, Nœux et Drocourt* et les Hauts Fourneaux, forges et aciéries de Pompey ; cette entente revêt le double caractère d'une association financière et d'un accord industriel, il y a

(1) *Revue d'Économie politique*, 1912-1913, p. 703 et sq. Article de VIGNES.

échange d'actions et échanges d'administrateurs assurant la liaison d'intérêts qui conduit à une plus exacte connaissance des besoins mutuels. Le charbonnage, dont il s'agit, dont la production s'est élevée en 1933 à 3.233.410 tonnes, couvre la majeure partie des besoins en coke de Pompey. Il y a de même accord entre les *Mines de Lens* (3.839.639 tonnes en 1933) et les Aciéries du Nord et de l'Est : un certain nombre d'administrateur de Lens sont également administrateurs de Nord-et-Est (ce sont MM. Cuvelette, Bollaert et Wallaert); d'autre part, d'après les informations de presse, Lens possédait en 1929 117.000 actions O Nord-et-Est, et Nord-et-Est serait le principal actionnaire de Lens. Un contrat a été conclu en 1928 entre les *Mines d'Anzin* et les Aciéries de la Marine et d'Homécourt, ce contrat est destiné « à assurer la fourniture du coke nécessaire aux aciéries, il ne comporte pas une fixation de prix, mais un mode de fixation permettant d'espérer qu'on aura le prix le plus satisfaisant »; à la suite de cet accord, les deux sociétés ont augmenté leur capital : Marine-Homécourt a souscrit 5.000 actions O Anzin, et Anzin 5.000 actions A et 6.000 actions B Marine-Homécourt (1). Enfin, dernier exemple : les Hauts Fourneaux de Saulnes se sont rapprochés de la *Compagnie des Mines de Dourges* « qui est un des plus importants producteurs de coke de France, en même temps qu'un des meilleurs, grâce à la qualité de ses gisements »; Dourges a souscrit 14.500 titres de l'augmentation de capital de Saulnes au prix global de 5.500.000 francs, de son côté, Saulnes pour la même somme a obtenu 22.000 actions Dourges dont 15.000 par voie de souscription et 7.000 par rachat; l'opération se résume en un

(1) TCHERNOFF, *Ententes économiques et financières*, p. 81.

échange pur et simple de 14.500 Saulnes, contre 22.000 Dourges (1).

2° Autre modalité : les usines peuvent s'allier à des houillères pour collaborer à la création d'une forge ou échanger fraction d'une mine de fer contre fraction équivalente de charbonnage.

La première politique a été celle de Commentry-Fourchambault et de Lens. Le fruit de cette entente a été la formation, en 1911, d'une filiale, la *Société métallurgique de Pont-à-Vendin*. Les usines de cette société sont construites sur le charbon, tout près des fours à coke de Lens, le minerai provient de la concession de Joudreville, située dans le bassin de Briey.

La seconde politique est celle qu'ont adoptée en 1907 les Aciéries de Longwy et les frères Röchling, maîtres de forge à Voelklingen. Les Aciéries de Longwy possédaient un domaine ferrifère riche de plusieurs centaines de millions de tonnes, mais manquaient de combustible, elles prirent le parti d'échanger une fraction de ce domaine contre une participation égale dans un charbonnage à coke et s'entendirent pour ce faire avec les frères Röchling (2). Elles constituent en société indépendante leur mine de fer de Valleroy, et Röchling fait la même opération pour un charbonnage situé dans le bassin d'Aix-la-Chapelle. Longwy souscrit la moitié du capital de la *Gewerkschaft Carl Alexander* et Röchling la moitié du capital de la Société des Mines de Valleroy. Longwy se trouve donc aujourd'hui propriétaire d'une participation de 50 % dans un charbonnage d'une superficie de 3.685 hectares qui

(1) Rapport à l'Assemblée générale extraordinaire de Saulnes, du 23 avril 1926.

(2) *Revue d'Économie politique*, 1912-1913. Article de VIGNES.

alimente pour une partie importante sa cokerie de Mont-Saint-Martin. (Notons qu'après la guerre la participation de Rœchling dans Valleroy est passée à la Société Lorraine minière et métallurgique.)

3^o Enfin, la solution la plus radicale consiste à acheter un charbonnage à coke en exploitation ou tout au moins à y acquérir une participation pure et simple. C'est la Maison de Wendel qui adopta la première cette solution : en 1899, elle acquiert près de *Hamm*, dans le bassin de la Ruhr-Lippe, un puissant charbonnage à coke. Denain-Anzin suit son exemple en 1906 : il s'annexe la mine d'*Azin-court*, au sud de la concession d'Aniche, couvrant 2.182 hectares. En 1910, la Société de Wendel et C^{ie} acquiert la majeure partie du capital de *Crespin-Nord*, gisement très tourmenté et que la société originaire avait dû abandonner faute des fonds nécessaires à l'exécution des travaux en profondeur sans lesquels la concession n'était pas utilement exploitable. Ce gisement a produit, en 1933, 143.819 tonnes de houille et 163.811 tonnes de coke. En 1922, Senelle-Maubeuge absorbe les *Mines de Douchy*, qui, en 1927, ont produit 370.000 tonnes de houille et 200.000 tonnes de coke.

En 1930, Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons, Micheville, Marine et Homécourt et d'autres sociétés métallurgiques ont constitué la *Société centrale de charbonnages* qui possède les trois quarts des actions d'une houillère du Durham (Pelaw-Main) qui produit 1.200.000 tonnes par an.

Il pourrait paraître suffisant pour la sidérurgie lorraine de se contenter de cette intégration des gisements houillers existants. Mais il n'en est rien, elle entreprend des recherches pour découvrir de nouveaux charbonnages.

SECTION III

**Recherche de gisements nouveaux
et demande de concession.**

Indépendamment des recherches entreprises en Lorraine que nous avons déjà envisagées, trois régions principales ont fixé l'attention des métallurgistes lorrains : ce sont le Nord et le Pas-de-Calais, la Belgique, la province rhénane.

1^o Dans le Nord et le Pas-de-Calais, six concessions furent accordées en 1908 et les métallurgistes lorrains en ont, à frais communs, commencé l'exploitation (1).

Le premier gisement à signaler est celui de Gouy-Servins (Pas-de-Calais). Son origine remonte à un sondage fait par la Société des recherches de Fresnicourt, à Aix-Surgeon. Quinze filons de houille, représentant au total 20^m 60 de charbon, furent recoupés de 700 à 1.318 mètres de profondeur. La concession fut attribuée le 16 juin 1908, s'étendant sur 1.878 hectares, au sud de Nœux. En février 1909, se fonda la *Compagnie des Mines de houille de Gouy-Servins*, dans laquelle Longwy, Marine et Homécourt, Nord-et-Est, Pont-à-Mousson, Micheville et Saulnes possèdent des intérêts. Cette concession a produit, en 1931, 80.744 tonnes.

A la même époque, les Aciéries de France obtenaient la mine de houille de Vimy (1920 hectares) et Châtillon-Commentry la houillère de Fresnoy (3.820 hectares). Comme les deux gisements se touchent, les propriétaires se sont entendus pour les exploiter en commun et fondèrent, dans ce but, la *Compagnie des Mines de Vimy et de Fresnoy* qui, aujourd'hui, par suite de l'absorption des Aciéries de France par Châtillon-Commentry, se trouve sous le contrôle unique de cette dernière société.

(1) *Revue d'Économie politique*, 1912-1913. Article de VIGNES.

En 1908 aussi, les forges de Micheville, Denain et Anzin, Pont-à-Mousson, Nord-et-Est (auxquelles se joindront les Aciéries de Longwy en 1909, pour une participation de 9,5 %) devenaient concessionnaires d'*Ablain-Saint-Nazaire* d'une superficie de 2.140 hectares, dans le Pas-de-Calais. Citons encore la concession de *Fresnicourt*, qui appartient au groupe de Wendel-Marine et Homécourt-Senelle-Maubeuge-Gorcey.

2° C'est grâce aux fouilles des maîtres de forge lorrains qu'une région minière nouvelle fut découverte dans le nord de la Belgique : la Campine et le Limbourg. Ils reçurent une vaste concession de 4.950 hectares, la concession de Beeringen-Coursel, exploitée par la *Société des Charbonnages de Beeringen*, créée en 1907, dans laquelle participent : Pont-à-Mousson (40 %), Marine et Homécourt, de Wendel, Micheville (13 %), Nord-et-Est. La production de cette société s'est élevée en 1933 à 830.000 tonnes. Quelques mois plus tard, se fondait à Bruxelles la *Société des Charbonnages de Limbourg-Meuse*, dont l'objet est la mise en valeur et l'exploitation des concessions de Guillaume-Lambert et Sainte-Barbe, couvrant 4.910 hectares. De nombreux participants, parmi lesquels Pont-à-Mousson (30 %), Micheville (12 %) et Nord-et-Est, ont souscrit le capital de 30.000.000 de francs. Ces charbonnages ont produit, en 1932, 722.950 tonnes.

3° L'Allemagne est le dernier pays vers lequel se soient portés les efforts des métallurgistes de l'Est. Rappelons d'abord l'arrangement déjà décrit des Aciéries de Longwy et des frères Röchling en ce qui concerne le charbonnage Carl Alexander, arrangement complété par l'achat d'un autre charbonnage à l'« Eschweiler Bergwerks Verein ».

En 1910, trois entreprises lorraines (Marine et Homécourt, Micheville, et Pont-à-Mousson) obtenaient l'option d'une participation importante dans une houillère alle-

mande de 2.500 hectares à une vingtaine de kilomètres d'Aix-la-Chapelle. Des sondages de contrôle ayant confirmé la richesse de la concession, l'option fut levée et la *Société des Charbonnages Charlemagne* constituée, dans laquelle figurent la Marine et Homécourt pour un cinquième, Micheville et Pont-à-Mousson pour un tiers chacune et qui a produit, en 1932, 762.312 tonnes.

Citons, pour terminer, les intérêts importants de la Maison de Wendel dans un charbonnage de la province rhénane, le *charbonnage Frédéric-Henri*.

Le domaine houiller que les sidérurgistes lorrains ont su se constituer est ainsi considérable. Mais il ne suffit pas d'avoir du charbon, c'est du coke qu'utilisent les hauts fourneaux. Aussi a-t-il fallu créer des cokeries capables de carboniser la houille provenant des différents charbonnages dans lesquels sont intéressées les entreprises de l'Est.

SECTION IV

Les cokeries

Les maîtres de forge lorrains ont donc été amenés à adjoindre des cokeries à leurs usines ou bien à constituer à frais communs des sociétés pour la fabrication de ce combustible.

La plupart des hauts fourneaux lorrains sont doublés d'une cokerie, signalons les cokeries de Neuves-Maisons (Châtillon - Commentry - Neuves-Maisons), de Longlaville (Longwy), d'Homécourt (Marine et Homécourt), de Micheville et Marnaval (Micheville), de Pont-à-Mousson, de Moyeuvre (les Petits-fils de F. de Wendel), de Thionville (Lorraine minière et métallurgique). S'il y a des entreprises sidérurgiques qui ne possèdent pas de fours à coke dans leurs usines, c'est que les charbonnages auxquels elles sont inté-

ressées leur livrent le coke produit dans leurs propres installations, c'est par exemple le cas pour Saulnes qui reçoit son coke directement de Dourges.

Signalons ici l'intérêt qu'il y a pour les sociétés possédant des charbonnages en Lorraine d'avoir des facilités d'approvisionnement en houilles à coke du bassin du Nord de la France ou des bassins belge et allemand. C'est qu'en effet la houille lorraine (comme la houille sarroise) ne donne un bon coke métallurgique qu'en mélange avec des houilles plus maigres. Nous rencontrons ici un phénomène qui se rapproche de celui que nous avons signalé en parlant des minerais de fer lorrains dont il faut mêler au haut fourneau les variétés calcaires et les variétés siliceuses.

Quant aux fabriques collectives de coke établies par le consortium des métallurgistes de l'Est, elles sont au nombre de deux (1) : la plus ancienne est la *Société lorraine de carbonisation*, créée en 1900, par Longwy (58 %), Saulnes, Senelle-Maubeuge, Gorcy, la Providence. Elle a établi à Auby (Nord) une usine outillée pour la récupération des sous-produits dont la vente permet de diminuer les frais généraux et le prix du coke. L'intégralité de la production est réservée aux participants qui la prennent à prix coûtant, le profit de l'intermédiaire (fabricant ou marchand de charbon) est ainsi supprimé. Une société du même genre s'est constituée en 1911, suivant la législation néerlandaise, il s'agit de l'*Association coopérative zélandaise de carbonisation* créée par Longwy, Saulnes, la Providence, Senelle-Maubeuge. Cette société possède à Sluiskil, près de Terneuzen, à l'embouchure de l'Escaut, une batterie de fours à coke alimentés par des charbons anglais et allemands et dont la production est réservée exclusivement aux mem-

(1) *Revue d'Économie politique*, 1912-1913. Article de M. VIGNES.

bres de l'association. Les Aciéries de Longwy, qui en 1911, y possédaient une participation de un tiers, ont réduit leur part à un sixième en 1931, puis finalement l'ont abandonnée complètement en 1932 au profit de Senelle-Maubeuge qui ainsi aujourd'hui couvre la presque totalité de ses besoins en coke par la production de Sluiskil.

Le problème du combustible était ce qui préoccupait le plus la sidérurgie de l'Est. Grâce à la sage politique de ses dirigeants, il a été résolu et même bien résolu puisque la Lorraine s'est assuré l'indépendance pour son approvisionnement en coke. Nous terminerons l'étude de cette question en présentant des tableaux indiquant le domaine minier et les cokeries dont disposent quelques grosses sociétés.

Aciéries de Longwy (1).

CHARBONNAGES	SUPERFICIE	PARTICIPATION	DISTANCE aux usines
	hectares	%	km
Carl Alexander	3.685	50	238
Faulquemont (Moselle) .	4.200	33	130
Longeville (Moselle) . .	2.400	28	186
Haute-Vigneulles (Mos.).	2.400	10	
Ablain - Saint - Nazaire (Pas-de-Calais).	2.140	9,5	313

COKERIES	SIÈGES	PARTICIPATION
		%
Aciérie de Longwy . . .	Longlaville (Meurthe-et-Mos.)	
Soc. Lorr. de carbonisat.	Auby (Nord)	58
Association Zélandaise. de carbonisation . . .	Sluiskil (Holl.)	33,3, puis 16,6 (1931), puis 0 (1932)

(1) D'après l'*Album du Cinquantenaire des Aciéries de Longwy*, p. 64.

Les Petits-fils de F. de Wendel, de Wendel et Cie.

CONCESSION	BASSIN	SUPERFICIE	PRODUCTION	MODALITÉ
		hectares	tonnes	
Petite-Rosselle. . .	Moselle	5.147	2.070.955 (1932)	propriété
Hamm	Ruhr-Lippe	1.750		propriété
Crespin-Nord. . . .	Nord	2.800	143.819 houille 163.811 (coke)	(1933) participat.
Frédéric-Henri. . .	prov. rhénane		—	
Orange-Nassau. . .	Limbourg holl.	4.000	—	participat.
Six Bonniers. . . .	Belgique	280	—	participat.
Glückauf	prov. rhénane	2.200	—	participat.

Pont-à-Mousson.

CONCESSION	BASSIN	SUPERFICIE	PRODUCTION	MODALITÉ
		hectares	tonnes	
Sarre-et-Moselle . .	Moselle	11.821	3.277.000 (1933)	participat.
	Sarre	Carling 620 Carls- bronn		
Faulquemont . . .	Moselle	4.200	en préparat.	participat.
Haute-Vigneulles. .	Moselle	2.400	—	participat.
Gouy-Servins. . . .	Pas-de-Calais	1.878	80.744 (1931)	participat.
Ablain-St-Nazaire. .	Pas-de-Calais	2.140	—	participat.
Beeringen	Belgique	4.950	830.000 (1933)	part. : 40 %
Limbourg-Meuse . .	Belgique	4.910	807.000 (1932)	part. : 30 %
Charlemagne. . . .	prov. rhénane	2.500	762.312 (1932)	part. : 30 %

CHAPITRE III

LES MATIÈRES PREMIÈRES ANNEXES ET LES SOCIÉTÉS DE RECHERCHES MINIÈRES

Une étude sur la politique suivie par la sidérurgie lorraine en vue de s'assurer sa pleine indépendance pour l'approvisionnement en matières premières serait incomplète si elle se bornait au fer et à la houille; certes, ces deux matières sont à la base de l'industrie du haut fourneau, mais il est d'autres produits qui, aujourd'hui, sont tout aussi indispensables et auxquels on pense moins. Et de même, si nous avons suivi les recherches minières entreprises dans un passé plus ou moins lointain par les maîtres de forges lorrains, il ne faut pas pour autant négliger la part qu'ils prennent actuellement dans les sociétés spécialement chargées de l'étude des gisements miniers où ils espèrent découvrir les matières premières qui leur manquent encore ou qu'ils envisagent comme des réserves pour l'avenir.

SECTION I

Les matières premières annexes.

Dans le domaine minier considérable que possède la sidérurgie lorraine, l'abatage du minerai de fer ou de la houille ne se fait pas seulement au moyen des perforatrices électriques ou pneumatiques. Il y a souvent lieu de recourir à des explosifs pour abattre des pans importants du

gisement. Aussi voyons-nous les sociétés métallurgiques posséder des intérêts dans des entreprises spécialement chargées de la préparation des explosifs. C'est ainsi que la Société de Pont-à-Mousson a constitué en 1920 l'*Union Lorraine d'explosifs*, qui fabrique, à Ars-sur-Moselle, des mèches de sûreté, de la poudre comprimée, des explosifs de sûreté. Plus récemment, s'est constituée une société qui procure à ses adhérents un nouvel explosif, l'oxygène liquide, qui semble devoir s'imposer par ses qualités toutes spéciales, il s'agit de la *Société pour la production et la distribution de l'oxygène liquide* « Socoxyl » créée par Pont-à-Mousson, Senelle-Maubeuge, Anderny-Chevillon.

Si nous passons des mines aux usines, nous voyons une matière première très utilisée dans la garniture des hauts fourneaux, des poches à fonte et à acier des mélangeurs et des fours Martin, il s'agit des briques réfractaires. Aussi, rien de plus normal que de voir figurer au conseil d'administration de la *Société des produits réfractaires de Longwy*, qui fabrique des briques de silice et silico-alumineuses, les représentants de Longwy (qui a une participation de 45 %), de Senelle-Maubeuge, de la Providence, de Saulnes.

Au haut fourneau pour obtenir de la fonte manganésée, dite spiegel, aux fours Martin et dans les cornues Thomas pour obtenir des aciers doux ou durs d'après la proportion suivant laquelle on l'ajoute, on utilise le manganèse. Aussi les sidérurgistes français se sont groupés en 1919 pour constituer la *Société du Manganèse*, chargée de toutes opérations commerciales, financières ou industrielles concernant les minerais de manganèse et de toutes études ou recherches relatives à des gisements de ce minerai. Parmi les entreprises intéressées à cette société, nous relevons les noms suivants : Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons, Pompey, les Petits-Fils de F. de Wendel, Longwy (4 %),

l'Union des consommateurs de produits métallurgiques, Nord-et-Est, Knutange, la Société d'Électro-Chimie et d'Électro-Métallurgie d'Ugine-Uckange.

Enfin, la production de l'acier suivant les procédés Thomas et Gilchrist en partant de la fonte phosphoreuse exige des produits magnésiens et de la chaux. Les appareils Thomas sont des cornues en tôle forte, garnie à l'intérieur d'une maçonnerie réfractaire en briques de dolomie, la dolomie est un carbonate double de chaux et de magnésie particulièrement infusible. Pour s'assurer cette matière première, les Aciéries de Longwy possèdent une participation de 2,5 % dans le *Comptoir des produits magnésiens* et les Aciéries du Nord et de l'Est ont une part dans la production de la *Veitscher Magnesitwerke* en Autriche et de la *Magnesit-Industrie A. G.* en Hongrie. Quant à la chaux, elle sert à absorber le phosphore contenu dans la fonte lorraine et qui pendant longtemps l'a fait déprécier sur les marchés : dans le procédé Thomas à la fonte liquide versée dans les cornues on ajoute de la chaux dans la proportion de 20 % environ. Cette chaux provient de la calcination de pierres calcaires qui se trouvent en grande quantité dans le bassin lorrain. Aussi, la plupart des usines métallurgiques possèdent-elles des carrières et des fours à chaux. Citons par exemple Micheville qui possède des fours à chaux à Thierville (Meuse); la Chiers qui exploite une carrière et treize fours à chaux de 90 mètres cubes à Haudainville, près de Verdun; Knutange dont les installations sont situées à Dompcevrin; Nord-et-Lorraine et la Lorraine minière et métallurgique qui ont acquis des carrières de pierre situées respectivement à Moyeuvre-grande (Moselle) et à Wittring et Hesse (Moselle); la Société de Wendel et C^{ie} qui exploite des fours à chaux à Gorcy, Longwy qui possède une carrière de 36 hectares

pouvant donner journallement 800 tonnes et quatre fours d'une capacité de 240 tonnes, par vingt-quatre heures, à Billefont, non loin de Verdun. Enfin, Nord-et-Est s'assure la chaux nécessaire à son aciérie par une participation, dans les fours à chaux de Herbitzheim, Blickwiller et Gersheim.

SECTION II

Les Sociétés de recherches minières.

Tous les gisements miniers français ne sont pas encore connus, encore moins ceux de la France d'Outre-mer. La sidérurgie peut y découvrir les matières premières qui lui manquent ou s'y constituer des réserves lui assurant des moyens d'existence pour le jour où les gisements connus et exploités seront épuisés. C'est pour cela que les métallurgistes français ont constitué des sociétés d'études et de recherches minières dont les maîtres de forges lorrains ne se sont, certes, pas désintéressés.

Citons d'abord la *Société Nouvelle de Sondages Bonne-Espérance*, constituée en 1917, avec pour objet « toutes entreprises quelconques de sondage et de forage, ainsi que le fonçage des puits de mines et autres et les recherches de gisements quelconques pour le propre compte de la société ou pour le compte de tous tiers ». Elle dispose à Bischwiller (Bas-Rhin) de parcs et d'ateliers de construction d'appareils et outillage de sondage de tous systèmes. Parmi les sociétés participantes, nous relevons les noms de Pont-à-Mousson et de Marine et Homécourt.

Nous voyons aussi Pont-à-Mousson figurer au conseil d'administration de la *Société Alsacienne et Lorraine de recherches minières* qui, à ses débuts, s'était assignée pour tâche de rechercher en Alsace et en Lorraine des gisements de potasse faisant suite à ceux de Mulhouse, des gisements

de pétrole prolongements de ceux de Pêchebron, des gisements de houille continuant le bassin houiller de la Sarre. N'ayant réussi en Alsace et en Lorraine qu'à découvrir la concession de sels de potasse de Blodelsheim, elle élargit son champ de recherches et c'est ainsi qu'elle fut amenée en Tunisie.

C'est que la Tunisie, comme toute l'Afrique du Nord, possède des gisements miniers parmi lesquels quelques-uns sont déjà l'objet d'une exploitation très active et dont les autres semblent offrir des possibilités immenses. Au Maroc, la *Compagnie Métallurgique et Minière franco-marocaine*, dans laquelle figurent Nord-et-Est, Saulnes, de Wendel, Marine et Homécourt, Micheville, Longwy et les Mines de Jarny, exploite à Sidi-Lahsen un gisement de plomb argentifère d'une puissance productive s'élevant à 1.200 tonnes; les gisements de Bou-Arfa produisent un minerai de manganèse très riche dont les réserves étaient évaluées en juin 1929 à 20 millions de tonnes, la société exploitante (dont Senelle-Maubeuge possède des titres), envisage la possibilité d'arriver rapidement à évacuer 250.000 à 300.000 tonnes par an; des accords spéciaux réservent à la métallurgie française une partie de la production, et ce sera un appoint sérieux car aujourd'hui la consommation du manganèse s'élève en France à 450.000 tonnes par an, qu'il faut importer des Indes, du Caucase, de la Côte de l'Or, du Brésil, d'Égypte. En Algérie se trouvent de nombreux et riches gisements de minerai de fer dont les principaux producteurs sont : la *Société des Mines de l'Ouenza* (dans laquelle sont intéressées les Aciéries de Micheville et Pont-à-Mousson) [880.000 tonnes], la *Société des Mines de fer de Rouina* (250.000 tonnes), la *Société des Mines Yaccar* (170.000 tonnes) et la *Société des minerais de fer magnétiques de Mokta-el-Hadid* (540.000

tonnes) qui, en Lorraine, a des participations dans les mines de fer de la Mourière et les charbonnages de Faulquemont, tandis qu'en sens inverse Pont-à-Mousson y possède des intérêts importants. En Tunisie nous rencontrons la *Société Djebel-Djérissa* et la *Société Douaria* qui produisent respectivement 645.000 et 218.000 tonnes de minerai de fer et la *Société des Mines de Sidi-Embareck et de Bou-Jaber* constituée en 1928 pour exploiter des gisements de plomb et de zinc découverts par la Société Alsacienne et Lorraine de recherches minières.

En dehors de l'Afrique du Nord, il y a dans la France d'outre-mer des réserves minières considérables et souvent encore très mal connues. Les recherches poursuivies à l'occasion de l'Exposition coloniale ont fait ressortir l'insuffisance et l'éparpillement de la documentation relative aux gisements miniers aux colonies. Aussi, le 30 septembre 1930, le Comité des Forges, le Comité Central des houillères, et la Chambre syndicale des mines métalliques se sont mis d'accord pour constituer un *Comité d'études minières pour la France d'outre-mer* pour poursuivre l'étude, en vue de leur mise en valeur, des richesses minières que renferme le sous-sol de nos colonies et pays de protectorats. Au conseil de direction de ce comité figurent des représentants de Pont-à-Mousson, Nord-et-Est, Sarre et Moselle, Marine et Homécourt, Pompey, la Lorraine minière et métallurgique, de Wendel et Micheville.

Avec ces observations sur la part prise par la sidérurgie lorraine dans les sociétés de recherches minières, se termine l'étude de la conquête des matières premières. L'indépendance des approvisionnements étant assurée par l'intégration des gisements miniers, voyons maintenant la mise en œuvre, l'organisation de la production.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION

La sidérurgie lorraine s'est assurée les matières premières nécessaires à son activité. Il faut maintenant les mettre en œuvre. Alors qu'autrefois les maîtres de forges se contentaient d'un petit matériel comprenant des hauts fourneaux de faible importance et des fours à puddler, les usines d'aujourd'hui ont un développement considérable et englobent, à côté des hauts fourneaux, des aciéries et des laminoirs qui livrent des rails prêts à être posés sur les voies ferrées ou des poutrelles propres à être employées immédiatement sur les chantiers de construction. En même temps, le champ d'action des métallurgistes lorrains s'élargit, ils ne vendent plus seulement des fontes et des aciers, ils sont vendeurs de gaz, d'électricité, de produits chimiques, de matériaux de construction, etc... Ne se contentant pas de leurs propres établissements qui ne répondent plus à la demande accrue, ils absorbent les usines voisines et similaires, ou bien, pour collaborer avec leurs collègues au lieu de s'engager dans une concurrence effrénée, ils concluent des ententes et prennent des participations réciproques dans des entreprises analogues aux leurs.

C'est cette organisation de la production qu'il faut maintenant étudier. Les deux premières formes de cette organi-

sation correspondant à l'intégration seront l'objet de deux chapitres différents. La deuxième forme, celle de la concentration, sera envisagée dans un troisième chapitre.

Nous envisagerons donc successivement : le passage du haut fourneau seul à l'usine sidérurgique complète, l'extension du domaine d'activité des métallurgistes lorrains, les connexions liant l'une à l'autre les entreprises similaires.

CHAPITRE I

LE PASSAGE DU HAUT FOURNEAU A L'USINE SIDÉRURGIQUE COMPLÈTE

Dans le bassin lorrain, l'usine métallurgique constitue une usine complète avec hauts fourneaux, aciéries et laminoirs. A trois exceptions près, qui sont les hauts fourneaux de Saulnes et d'Hussigny, de Maxéville et d'Audun-le-Tiche, qui d'ailleurs sont en liaison d'une façon ou de l'autre, nous le verrons, avec des fonderies ou des aciéries, on peut dire qu'il n'y a plus en Lorraine de hauts fourneaux seuls. En effet, l'intégration aux hauts fourneaux des appareils capables d'utiliser la fonte qu'ils produisent présente, outre les avantages généraux de l'intégration, certains avantages spéciaux qui se résument en une économie de combustibles et une meilleure utilisation de la force motrice. Nous avons déjà signalé ces avantages, mais il y faut revenir quelque peu.

La fonte est recueillie au trou de coulée des hauts fourneaux dans une poche qui la porte liquide à l'aciérie où elle est versée dans le convertisseur Thomas ou dans le four Martin; à la sortie de ces appareils, l'acier est utilisé sous forme de lingots, rouges encore, dans les laminoirs où il est transformé en produits finis ou demi-finis. Dans les fonderies, la poche de fonte remplie aux hauts fourneaux est amenée directement à proximité des moules dans lesquels elle est déversée, comme nous l'avons constaté par

nous-même à Pont-à-Mousson. Dans toutes ces opérations, il n'y a pas lieu à réchauffage, c'est donc une économie de combustible. D'un autre côté, les gaz des hauts fourneaux trouvent une utilisation complète : une partie en est utilisée dans les appareils Cowper pour chauffer le vent qui activera la combustion du mélange coke-minerai ; l'autre partie sert à la production de la force motrice pour actionner les soufflantes des hauts fourneaux et les groupes électrogènes fournissant l'énergie électrique utilisée dans tous les services d'une usine sidérurgique (éclairage, ponts-roulants, monte-charges, laminoirs...) (1).

Pour étudier la politique d'intégration qui a permis de profiter de ces avantages, il faut distinguer la période d'avant-guerre, en envisageant successivement la partie du bassin restée française et la partie annexée par l'Allemagne, et la période postérieure à 1918.

SECTION I

Le passage du haut fourneau à l'usine sidérurgique complète dans la partie du bassin restée française après la guerre de 1871.

Le tableau des hauts fourneaux existant en Lorraine française au lendemain de la guerre de 1871 est rapidement dressé : dans le bassin de Nancy, citons les hauts fourneaux de Jarville, Neuves-Maisons, Maxéville, Champigneulles, Frouard, Pompey, Dieulouard et Pont-à-Mousson ; dans le bassin de Longwy se trouvent les hauts fourneaux de Gorcy, Mont-Saint-Martin, le Prieuré, la Moulaine, Rehon, Longwy-Bas, Saulnes, Micheville, Auberives et

(1) Pour plus de détails sur les avantages techniques de cette forme d'intégration, cf. LAUFENBURGER, *loc. cit.*, pp. 144 et sq.

Villerupt-Laval-Dieu. En 1881, la production de la Meurthe-et-Moselle s'élevait à 607.000 tonnes de fonte, soit 32 % de la production française. Mais déjà s'annonçait l'âge de l'acier, succédant à celui du fer et les fontes phosphoreuses n'avaient pas trouvé leur emploi dans l'élaboration de l'acier.

L'invention de Thomas et de Gilchrist, grâce à laquelle la minette ne fut plus exclusivement destinée à la fonte de moulage, mais bien aussi à l'acier Thomas ou Martin, amène entre 1880 et 1890 un essor prodigieux pour la sidérurgie lorraine. Dès 1880, les usines de Mont-Saint-Martin, de la Moulaine et du Prieuré fusionnent pour fonder la *Société des Aciéries de Longwy*, qui commence à produire de l'acier Thomas en 1883. En même temps, l'usine de Gorcy s'adjoint une petite aciérie Martin et les hauts fourneaux de Micheville se transforment en une usine complète mise en marche en 1895. En 1902, la Compagnie de la Marine achète à la Société belge de Vezin-Aulnoye les mines et usines d'Homécourt et les complète par une aciérie. Dans le bassin de Nancy, les Fould établissent une aciérie et des laminoirs à côté de leurs hauts fourneaux de Pompey; la Société de Montataire construit à Frouard une petite aciérie Thomas; Châtillon-Commentry annexe à ses hauts fourneaux de Pont-Saint-Vincent une usine complète mise en marche en 1903.

Dans les années qui précédèrent la guerre, trois grandes aciéries nouvelles sont construites dans la région de Longwy. Les hauts fourneaux de Senelle, qui pendant presque trente ans avaient expédié leurs fontes aux usines de Maubeuge, trouvent plus avantageux de fabriquer des demi-produits dans l'aciérie et les laminoirs nouveaux établis à Senelle et mis en marche en 1910. La Société belge de la Providence, qui avait des usines dans le Nord et en Bel-

gique, en fait autant à Rehon où la production d'acier commence en 1911. La même chose se produit en 1914 pour la nouvelle aciérie et les laminoirs que la Société de la Chiers établit à Longwy-Bas.

Les hauts fourneaux sans aciérie se spécialisent dans la fonte de moulage. Ceux de Saulnes sont doublés par une fonderie, de même pour ceux de Villerupt qui utilisent sur place une partie de leur fonte et expédient l'autre partie à la fonderie d'Aubrives appartenant à la même société. Quant à la fonderie de Pont-à-Mousson, elle établit, afin d'accroître sa production, des hauts fourneaux à Auboué, à proximité de son domaine ferrifère, et une fonderie à Foug, près de Toul (1).

SECTION II

Le mouvement d'intégration dans la Lorraine annexée.

Si nous passons de la partie du bassin lorrain qui est restée française après le traité de Francfort à la sidérurgie du département de la Moselle qui s'est trouvée rattachée à l'économie allemande, nous y rencontrons le même mouvement qui a poussé à adjoindre aux hauts fourneaux des aciéries dénaturant la fonte brute.

Le traité de Francfort frappa durement la sidérurgie lorraine. Elle perdit, en effet, ses débouchés en France sans pouvoir les remplacer en Allemagne, d'abord parce que les puissants maîtres de forges westphaliens avaient conquis le marché allemand, ensuite parce qu'elle ne produisait que du fer puddlé (le procédé Thomas n'était pas encore découvert) alors que leurs rivaux produisaient déjà de

(1) LEVAINVILLE, *L'Industrie du fer en France*, pp. 98 et sq. Axel SÖMME, *La Lorraine métallurgique*, pp. 4 à 8 et 14 à 21.

l'acier suivant le procédé Bessemer. Et même après la découverte du procédé Thomas les hauts fourneaux lorrains furent incapables de s'adjoindre des aciéries parce qu'ils manquaient de capitaux d'abord, et aussi parce que le combustible allemand ne leur parvenait qu'à des prix volontairement excessifs. Aussi peu à peu entrèrent-ils tous en liquidation.

Au fur et à mesure que les forges de la Lorraine annexée allaient en s'affaiblissant, leurs concurrents du bassin westphalien prospéraient et atteignaient l'extrême limite de leur capacité de production. Pour ne pas éclater et pour donner en même temps à ses bénéfices l'investissement le plus productif, la sidérurgie westphalienne avait besoin de prendre de l'extension. C'est ainsi qu'elle fut amenée à s'intéresser à la sidérurgie lorraine. Les hauts fourneaux liquidés du bassin de Thionville convenaient d'abord à ceux des industriels westphaliens qui n'avaient pu opérer sur place l'« intégration vers le bas » de leurs usines de transformation; en les acquérant ils ajoutaient à leur force productive la spécialité qui leur manquait encore. Dans ce cas nous sommes en présence d'une « intégration à distance » des hauts fourneaux lorrains. Ils pouvaient servir de base, d'autre part, à la construction sur place d'une usine mixte nouvelle ou parallèle à une usine mixte pré-existante en Westphalie, dans ce cas les hauts fourneaux lorrains sont « intégrés sur place » (1).

Ce sont les entreprises sarroises qui devaient fournir aux industriels westphaliens l'exemple de l'intégration à distance. Postérieurement à 1890 les firmes sarroises se mirent à construire des aciéries Thomas à côté de leurs hauts fourneaux, mais cet agrandissement de leurs entre-

(1) LAUFENBURGER, *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France*, pp. 105 et sq.

prises nécessita une augmentation de leur production de fonte. Plutôt que d'établir de nouveaux hauts fourneaux en Sarre où il faudrait importer à grands frais le minerai de fer lorrain, elles établirent leurs hauts fourneaux à proximité de leurs concessions minières. C'est ainsi que furent créés les hauts fourneaux de Rédange, d'Uckange et de Thionville qui alimentaient respectivement en fonte les aciéries de Dilling, de Voelklingen de Röchling. Cette méthode fut imitée par les industriels westphaliens. C'est ainsi que le « Aachener Hüttenverein Rote Erde » (Société des forges d'Aix-la-Chapelle « Terres Rouges »), qui possédait des laminoirs et des aciéries importants en Rhénanie, acquit les hauts fourneaux belges d'Audun-le-Tiche, entrés en liquidation, et ceux d'Esch-sur-Alzette, situés à proximité des premiers sur le territoire luxembourgeois.

L'« intégration sur place » fut réalisée tantôt par la fondation d'usines nouvelles par des propriétaires de charbonnages allemands qui n'exploitaient pas encore jusque-là des usines sidérurgiques. Tantôt par la fondation d'entreprises parallèles à des entreprises sidérurgiques complètes de la Westphalie. C'est d'abord la firme commerciale Spaeter qui, déjà propriétaire de plusieurs hauts fourneaux à Rombas, y adjoignit une aciérie en 1900. C'est encore la « Lothringer Hüttenverein » qui, après avoir absorbé les hauts fourneaux de la Société belge de la Paix, les compléta en créant à Knutange une aciérie qui prit un essor remarquable en 1905. C'est aussi la « Deutsch-luxemburgische Bergwerksgesellschaft » qui s'approprija le domaine minier et industriel de la maison Differdange-Dannenbaum et le compléta par la construction à Ottange de puissantes aciéries et d'usines transformatrices. C'est enfin la puissante firme Gelsenkirchen qui adjoignit à ses hauts fourneaux luxembourgeois d'Esch-sur-Alzette et à ses hauts four-

neaux lorrains d'Audun-le-Tiche une grande aciérie « Adolf-Emile » et Thyssen, qui, juste avant la guerre, construisit à Hagondange une puissante usine sidérurgique complète.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas dit un mot de la Maison de Wendel. C'est que chez elle l'intégration s'est présentée sous des aspects différents. En 1871, cette firme possédait trois établissements, à Hayange, Stiring-Wendel et Moyeuvre, comprenant des hauts fourneaux et des fours à puddler. A la suite du traité de Francfort, les établissements de Stiring furent abandonnés, parce que les chemins de fer allemands refusaient de maintenir les tarifs de faveur consentis par la Compagnie de l'Est pour le transport du minerai d'Hayange à Stiring. En même temps, pour conserver sa clientèle française, la Maison de Wendel établit à Jœuf, en tant que société juridiquement indépendante, une usine nouvelle qui fut la première aciérie Thomas en France et qui à partir de 1882 commença à produire surtout des rails. Quant aux deux groupes d'Hayange et de Moyeuvre, ils devinrent chacun une usine sidérurgique complète, comprenant des aciéries, des laminoirs, des ateliers de constructions, etc... Si, à l'encontre des autres entreprises lorraines qui sombrèrent les unes après les autres à la suite du traité de Francfort, la maison de Wendel put réaliser l'« intégration verticale », c'est qu'elle disposait de capitaux grâce à sa sage politique financière caractérisée par des amortissements énergiques et des immobilisations judicieuses (1).

A la fin de la période allemande de 1871 à 1918, nous rencontrons donc en Lorraine annexée deux catégories d'établissements sidérurgiques nettement distinctes : le groupe des usines allemandes dont l'évolution économique

(1) LAUFENBURGER, *loc. cit.*, p. 122.

a été solidaire de celles des entreprises similaires des bassins de la Sarre et de la Westphalie et le groupe des usines de Wendel, dont le développement est dû à la propre force financière de la famille qui les exploite. Toutes ces entreprises nous apparaissent alors comme fortement intégrées soit sur place, soit à distance.

SECTION III.

Le mouvement d'intégration dans la sidérurgie lorraine depuis la guerre.

A l'issue de la guerre de 1914-1918, la sidérurgie lorraine se trouve dans la situation suivante : la plupart des établissements du département de Meurthe-et-Moselle sont ou détruits ou arrêtés ; quant aux établissements de la Moselle appartenant à des sociétés allemandes, sauf les usines de la Société de Wendel, il faut les rattacher à l'économie française. La liquidation de la propriété allemande dans la Lorraine désannexée ayant été accompagnée d'un important mouvement de concentration, c'est à propos de la concentration en général que nous l'étudierons. Il y eut bien en Moselle immédiatement après la guerre un mouvement d'intégration, mais il s'agissait du rattachement des mines de fer et des charbonnages aux établissements sidérurgiques.

Voyons donc rapidement la reconstitution des usines sinistrées. La région de Longwy et le plateau de Briey furent occupés dès les premiers jours de la guerre par les Allemands. Les usines furent presque toutes détruites, les stocks avaient été réquisitionnés dès le début et quand la pénurie des métaux se fit sentir, tout ce qui pouvait être démonté fut enlevé. Les fours Martin furent démé-

nagés et remontés dans des usines allemandes, ainsi que les nouveaux laminoirs; les convertisseurs Thomas furent le plus souvent brisés. Pour permettre aux métallurgistes de reconstituer leurs établissements en leur fournissant des ressources financières s'ajoutant aux dommages de guerre, une société fut constituée, en 1921, sous le nom de *Groupe-ment de la grosse métallurgie* dans lequel sont intéressées la plupart des entreprises sidérurgiques lorraines (Longwy, Nord-et-Est, Marine et Homécourt, Senelle-Maubeuge, Micheville, Pont-à-Mousson, Wendel et C^{ie}) et deux sociétés minières (La Mourière et Amermont-Dommary). La reconstruction des usines fut entreprise tout de suite après l'armistice, mais ce n'est qu'en 1927-1928 que certaines d'entre elles ont retrouvé leur production d'avant-guerre. Cette reconstruction s'opéra selon deux principes généraux qui, d'ailleurs, se rencontrèrent également dans la sidérurgie mosellane : modernisation et augmentation de l'outillage, augmentation du degré de finition. Ces deux formules doivent être envisagées successivement.

Avant la guerre, s'était opérée la concentration dans une même usine de tous les traitements que doivent subir les matières premières jusqu'au stade des demi-produits. L'après-guerre compléta et perfectionna ce mouvement en modernisant l'outillage et en augmentant sa production. Si nous envisageons chacune des phases de la production sidérurgique, nous constatons d'abord une augmentation du nombre et de la puissance des hauts fourneaux : en 1928, un sixième haut fourneau est mis en route à Micheville; Saulnes arrête deux hauts fourneaux et construit pour les remplacer un appareil moderne; les Aciéries de Rombas mettent en marche une neuvième unité d'une capacité de 350 tonnes, c'est-à-dire d'une capacité de production rarement atteinte en France et même en Europe. En 1929,

à Homécourt deux hauts fourneaux sont éteints et la construction d'un septième appareil plus puissant est entreprise. En 1930, à la Chiers, à Longwy, à Senelle, on relève des constructions nouvelles. En décembre 1931, Longwy met en route un haut fourneau équipé de la façon la plus moderne qui se substitue à deux autres anciens dont les prix de revient étaient trop élevés. Aux aciéries, se rencontre la même modernisation de l'outillage : elle se traduit principalement par le souci de mieux utiliser les gaz de hauts fourneaux pour le chauffage des fours Martin et par la multiplication et le perfectionnement des engins de manutention. Comme installations nouvelles, il faut signaler la mise en route des aciéries électriques de Thionville (Société lorraine minière et métallurgique), de Longwy-Bas (la Chiers), et Uckange (Nord-et-Lorraine) et d'un four électrique à Saulnes; elles permettent d'utiliser d'une façon rationnelle les excédents du courant électrique produit au moyen des gaz des hauts fourneaux et des fours à coke. Dans les laminoirs, la multiplication des trains produisant toute la série des fers marchands est trop importante pour qu'il y ait lieu de citer les travaux neufs; quant aux perfectionnements techniques, ils ont porté surtout sur l'utilisation de la force électrique et sur la disposition continue en enfilade qui est possible avec la production massive.

Les fonderies ne restent pas en arrière par rapport aux aciéries dans le mouvement de modernisation et d'augmentation de l'outillage : elles multiplient leurs appareils de production et étendent la gamme de leurs produits, Pont-à-Mousson et Aubrives-Villerupt acquièrent même la propriété ou la licence des procédés de fabrication des tuyaux par centrifugation.

Mais l'aspect essentiel de l'intégration dans la sidérur-

gie lorraine après la guerre réside dans la tendance à augmenter le degré de finition qui a été à la fois la cause et la conséquence de la modernisation et de l'augmentation de l'outillage. Autrefois, l'Est s'arrêtait à la fabrication des demi-produits (fonte brute, blooms, billettes et fil-machine). C'est que la transformation des demi-produits entraîne une forte consommation de houille et exige une main-d'œuvre spécialisée; or la sidérurgie lorraine ne possédait qu'une main-d'œuvre peu stable, donc incapable d'être initiée aux travaux spéciaux du finissage, et ne disposait du domaine houiller qu'elle s'était constitué au prix de grandes difficultés. C'était donc le Nord et le Centre qui transformaient les demi-produits du bassin de Meurthe-et-Moselle et la Westphalie qui transformait les demi-produits de la Moselle. Mais depuis la guerre, la difficulté de trouver des débouchés pour les demi-produits a conduit la sidérurgie lorraine à développer malgré tout la production des produits finis : le pourcentage des demi-produits vendus par rapport à la production d'acier brut, qui était en 1913 de 29 %, est tombé en 1931 à 17,4 %. En 1928 le rapport des demi-produits aux produits finis (ce qui constitue le « coefficient de finition »), qui était de 1 à 3 en 1928, a été porté en 1932 de 1 à 4 pour la totalité de la production française, la sidérurgie lorraine est pour une part importante à la base de cette augmentation du coefficient de finition. Les usines de l'Est s'équipent aujourd'hui pour la fabrication des aciers de qualité tant dans les aciéries électriques que dans les aciéries Thomas ou Martin; c'est ainsi, par exemple, que les Aciéries de Longwy produisent à leur aciérie Martin toute une série d'aciers spéciaux de construction et ont acquis une licence pour la fabrication de l'acier Toncan résistant spécialement à la corrosion; elles ont pu ainsi se classer d'une façon très satisfaisante

pour les fournitures faites à la marine nationale d'aciers soudables à haute résistance et à haute limite élastique (1). Cette tendance de la sidérurgie lorraine ne va pas sans inquiéter les métallurgistes du Centre qui se trouvent aujourd'hui en présence de concurrents mieux placés sous le rapport du prix de revient (2).

D'ailleurs cette augmentation de l'outillage des usines lorraines peut être dangereux pour les entreprises elles-mêmes. Les faits l'ont malheureusement prouvé. La Société lorraine minière et métallurgique est devenue victime de l'excès de ses immobilisations et a dû demander en février 1933 le bénéfice de la liquidation judiciaire. « Les causes profondes du dépôt du bilan de la Société lorraine résident dans le fait que les nouvelles usines, aciéries électriques, laminoirs, aciéries Martin ou Thomas, se trouvaient en cours de construction au début de la crise très grave que vient de supporter l'industrie métallurgique (3). » Il en est résulté des insuffisances de trésorerie particulièrement sensibles au moment de l'échéance des prestations en nature dues à l'État. A la suite des opérations de liquidation, le règlement de prestations en nature a été reporté par l'administration des finances à 1944-1946 moyennant l'octroi à l'État de 6.350 actions « Lorraine minière » et de la disposition de deux sièges au conseil d'administration; d'autre part, l'exploitation des usines de Thionville est assurée par les Aciéries de Longwy qui s'en sont portés locataires et ont repris intégralement le programme de fabrication antérieur. Un haut fourneau a été rallumé en décembre 1933.

La politique d'intégration peut donc présenter des dan-

(1) Rapport à l'assemblée générale de Longwy, 30 septembre 1933.

(2) Rapport de M. Thibault au Conseil national économique.

(3) Communiqué des Aciéries de Longwy. Information, 21 février 1933.

gers qui sont la contre-partie de ses avantages. Néanmoins, il y a lieu de la pratiquer, mais modérément et avec sagesse, car elle a permis aux maitres de forges de ne plus vendre seulement des produits bruts, mais de livrer des produits de plus en plus finis. Nous allons voir qu'en même temps qu'ils diversifiaient leur production, ils ont été amenés à étendre leur activité à des domaines qui semblent tout à fait étrangers à la sidérurgie, et c'est un nouvel aspect de la politique d'intégration.

CHAPITRE II

L'EXTENSION DU CHAMP D'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES SIDÉRURGIQUES

Au cours des multiples phases de l'élaboration de la fonte et de l'acier, on recueille divers produits qui n'ont aucun rapport avec la fonte ou l'acier et qui donc, à première vue, devraient tout à fait échapper à l'attention des sidérurgistes, et cependant ces « sous-produits » si longtemps délaissés sont à la base aujourd'hui d'importantes industries annexes de la métallurgie du fer. En même temps, les entreprises ont été amenées à s'intéresser à des branches d'activité diverses pour faciliter ou compléter leur activité première. Ces deux formes d'intégration viennent encore ajouter à la complexité sans cesse accrue des entreprises sidérurgiques.

SECTION I

Les industries destinées à l'utilisation des sous-produits.

1° L'utilisation du laitier des hauts fourneaux.

Le paysage d'une région industrielle serait incomplet, semble-t-il, s'il ne comprenait pas à côté des usines, ces énormes amas de matières grises ou noires qu'on appelle

des « crassiers » et qui revêtent des aspects quasi lunaires. Et, aujourd'hui, voilà que les anciens crassiers sont exploités tout comme des carrières et qu'on n'en voit plus créer de nouveaux. C'est que le laitier recueilli au haut fourneau était autrefois considéré comme n'ayant aucune valeur et servait à édifier des montagnes aussi artificielles que peu esthétiques. Actuellement il est devenu l'objet d'une industrie qui prend beaucoup d'importance. Comme toutes les industries utilisant les sous-produits recueillis au cours des opérations sidérurgiques, l'industrie du laitier, tend à se développer de plus en plus, car elle permet d'abaisser le prix de revient de la fonte et de l'acier par les bénéfices recueillis en vendant des matières produites, si l'on peut dire, sans le faire exprès.

L'utilisation la plus simple du laitier consiste à le déverser dans des concasseurs, lorsque, refroidi, il forme des blocs plus ou moins volumineux. On obtient alors le « ballast » qui sert à l'établissement des voies de chemin de fer, pour le bourrage des traverses, ou encore pour la préparation du béton. Depuis quelques années, on fait passer le laitier concassé dans des bains de goudron, c'est alors le « tarmacadam » de plus en plus utilisé pour le revêtement des routes. Toutes les entreprises lorraines donnent au laitier produit par leurs hauts fourneaux l'une ou l'autre de ces deux utilisations. Faisons une mention spéciale à la *Société d'exploitation des laitiers de Neuves-Maisons* contrôlée par Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons.

On peut encore faire couler le laitier incandescent dans un réservoir d'eau, il se granule en donnant naissance à une espèce de sable cristallin, aux grains assez volumineux, que l'on appelle la « claine ». Les entrepreneurs emploient la claine en guise de sable dans leur maçonnerie,

mais ce sous-produit est employé surtout dans la confection du ciment et des briques. C'est ainsi que les Aciéries de Pompey, les hauts fourneaux de Saulnes et l'établissement d'Hagondange (U. C. P. M. I.) possèdent leur propre cimenterie, que les Aciéries de Rombas et les Fonderies de Pont-à-Mousson sont intéressées dans les *Ciments Portland de Rombas*, que la Maison de Wendel possède des intérêts dans la *Société thionvilloise de Ciments* et, concurremment avec Nord-et-Lorraine, dans les *Ciments Portland de Metz*. Quant aux briques de laitier, elles sont faites d'un mélange de claine et de chaux soumis à l'action d'un broyeur-mélangeur et fortement comprimé. Les briqueteries annexées aux usines sidérurgiques sont nombreuses : signalons celles de Longwy, de Pompey, de Pont-à-Mousson, d'Auboué, de Thionville, de Rombas, de Maizières-lès-Metz, d'Hagondange, de Knutange et d'Uckange. La fabrication des briques de laitier peut devenir une branche importante de l'activité d'une entreprise sidérurgique, ainsi la Société de Pont-à-Mousson a produit en 1929, dans ses deux briqueteries de Pont-à-Mousson et dans sa briqueterie d'Auboué, 40 millions de briques; elle a fourni les 3 millions de briques de laitier nécessaires à la construction du tunnel de la ligne de Briey à Audun-le-Roman (1). Notons, d'ailleurs, que le mélange claine-chaux peut permettre d'autres fabrications : à Longwy, et à Pompey, on en fait des pierres artificielles imitant parfaitement la pierre naturelle, à Saulnes on l'utilise à la fabrication de clôtures en ciment armé et à Pont-à-Mousson, une filiale des Fonderies, l'« Entreprise L. Ballot » l'emploie à la fabrication, par centrifugation, des tuyaux en ciment armé.

(1) *Annuaire de la Société de Pont-à-Mousson*, 1931, p. 242 et 251.

2° *Les scories de déphosphoration.*

Le principal sous-produit des aciéries est la scorie de déphosphoration. Sur le bain d'acier du convertisseur Thomas surnage une scorie pâteuse renfermant, combinée à la chaux, les impuretés de l'acier et en particulier le phosphore, sous forme de phosphate de chaux. De ce fait, ce sous-produit prend une importance considérable pour l'agriculture qui l'emploie comme engrais. La scorie contient, en effet, de 14 à 20 % d'acide phosphorique. Elle est insoluble dans l'eau; mais son acide phosphorique se dissout lentement sous l'action des sels et des acides renfermés dans les radicelles des plantes et d'autant plus rapidement que le produit est moulu plus finement (1). C'est pour cela que la plupart des aciéries possèdent des moulins à scories, nous en trouvons par exemple à Micherville, Senelle, Longwy, Ébange (de Wendel), Pompey, Rombas, Knutange et Uckange.

3° *Les sous-produits des cokeries.*

Le but premier de l'installation des cokeries à proximité des hauts fourneaux est la fabrication du coke métallurgique en partant de la houille extraite des différents gisements dans lesquels, nous l'avons vu, la Lorraine a su se réserver des intérêts. Mais comme la distillation de la houille est très rémunératrice et permet de réduire le prix de revient du coke, à côté des cokeries, on a, dans beaucoup de cas, édifié des usines spéciales de récupération des sous-produits. Nous en rencontrons à Mont-Saint-Martin

(1) *Album du cinquantenaire des Aciéries de Longwy*, p. 159.

(Longwy), Homécourt (Marine-Homécourt), Micheville et Marnaval (Micheville), Blénod (Pont-à-Mousson), Thionville (Lorraine minière et métallurgique), Hagon-dange (U. C. P. M. I.), Uckange (Nord et Lorraine), Moyeu-vre (de Wendel).

Quels sont les produits ou sous-produits que fournit la distillation de la houille? 1.000 tonnes de fines à coke lavées fournissent : 780 tonnes de coke, se divisant en coke métallurgique et petit coke, et 220 tonnes (300.000 m³) de gaz brut. La distillation du gaz brut fournit du gaz épuré, de l'ammoniaque (dont on tire du sulfate d'ammoniaque), des benzols bruts (benzols rectifiés, toluène et solvant naphta), du goudron (dont la distillation donne des huiles légères et lourdes, des huiles à naphthaline, des huiles anthracéniques et du brai). Une distillation plus poussée permet, en partant des gaz épurés, d'obtenir de l'azote, de l'oxyde de carbone, du méthane (hydrogène, formol, acétylène, acide cyanhydrique, benzène), de l'éthylène (alcool pur), de l'hydrogène (ammoniaque et sulfate d'ammoniaque) (1). Ainsi les cokeries sont la base d'une véritable industrie chimique. Évidemment la distillation n'est pas toujours poussée à ses dernières limites, mais le moins qu'elle puisse fournir c'est le gaz épuré, l'ammoniaque, les benzols bruts et le goudron. Aussi, voyons-nous les sociétés sidérurgiques s'intéresser à des entreprises de produits chimiques : c'est ainsi que Pont-à-Mousson à des participations dans la Société *Huiles, goudrons et dérivés* (2), dans les *Carburants et benzols du Nord et de l'Est*, dans le *Comptoir de l'industrie du sel et des produits chimiques de l'Est*, en même temps que Senelle-Maubeuge est intéressée

(1) *Album du cinquantenaire des Aciéries de Longwy*, p. 90 et sq.

(2) TCHERNOFF, *Ententes économiques et financières*, p. 122 et *Les belles valeurs de l'Est*, fasc. III, p. 56.

dans les *Carburants et benzols de l'Est* et, par l'intermédiaire de sa filiale, l'Association coopérative zélandaise de Carbonisation, dans la *Compagnie néerlandaise de l'Azote* qui utilise toute la partie disponible du gaz obtenu à Sluis-kil.

Les cokeries emploient le gaz qu'elles produisent dans une proportion de 40 % environ au chauffage des fours à coke eux-mêmes. Le gaz qui est en surplus est utilisé comme combustible soit pour des usages métallurgiques dans les aciéries (nous l'avons vu plus haut), soit pour des usages domestiques : le gaz des fours à coke d'Auby, de la Société lorraine de Carbonisation, alimente en partie les conduites de la Société régionale du gaz de Douai; la ville de Thionville et les agglomérations très nombreuses des vallées de la Fentsch et de l'Orne sont alimentées presque exclusivement par le gaz produit à Moyeuvre; la région de Pont-à-Mousson est alimentée en gaz par la cokerie de Blénod.

4^o *L'énergie électrique.*

Indépendamment de ses usages industriels et domestiques, le gaz des fours à coke est utilisé pour le chauffage des chaudières ou dans les moteurs à gaz des centrales électriques : le gaz disponible que produit 1.000 tonnes de charbon fournit de 180 à 200.000 kws. D'ailleurs, le gaz des cokeries n'est pas seul à produire l'électricité; nous l'avons vu déjà, une bonne partie des gaz de hauts fourneaux reçoit la même utilisation. Aussi les quantités d'énergie électrique produite dans une usine sidérurgique complète, excèdent les besoins intérieurs de l'entreprise, il est possible d'en livrer à l'extérieur. La nécessité s'est donc fait sentir de relier par un réseau spécial toutes les

centrales des usines métallurgiques des bassins de Briey et de Longwy pour régulariser la production totale d'énergie électrique et en même temps assurer une livraison constante de courant, même à des centres de consommation éloignés (1). C'est dans ce but que s'est constitué en 1919 la *Société électrique de la sidérurgie lorraine*, au conseil d'administration de laquelle figurent Pont-à-Mousson, Marine et Homécourt, Micheville, Longwy, la Providence, Lorraine minière et métallurgique, Saulnes, Gorcy, La Mourière, Anderny-Chevillon, Alsacienne et Lorraine d'électricité et Ommium lyonnais. En 1929, la Société électrique de la sidérurgie lorraine disposait d'une puissance totale de 420.000.000 kw environ (dont 120.000.000 produits par des turbines à vapeur et 300.000.000 produits par des moteurs à gaz). Comme les besoins du bassin métallurgique n'étaient que de 370.000.000 kw au maximum, il restait une puissance disponible de 50.000.000 kw pour la consommation extérieure (2). Pour écouler ces disponibilités, des accords ont été conclus avec la Société de transport d'énergie électrique de l'Est, la Société de transport d'énergie électrique du Grand-Duché de Luxembourg, la Société Lorraine-Hainaut, la Société Lorraine-Champagne. Les quantités d'énergie vendue ou transportée par la Société se sont élevées en 1932 à 178 millions de kwh., et cela dans un rayon de 150 à 200 kilomètres (3). Deux autres entreprises sont contrôlées par la sidérurgie lorraine : il s'agit de *Énergie-Éclairage*, contrôlée par Senelle-Maubeuge, Nord-et-Est, les Mines d'Ostricourt et les Mines de Saint-Pierremont, et la *Société d'électricité et de gaz de la Basse-Moselle*, créée par Énergie-Éclairage, les petits-fils

(1) Rapport à l'assemblée générale de Marine-Homécourt, 16 nov. 1925.

(2) *Revue d'Économie politique*, 1930, article de M. LAUFENBURGER, p. 685.

(3) Rapport à l'assemblée générale de Longwy, 30 septembre 1933.

de F. de Wendel, la Société Lorraine minière et métallurgique et au conseil d'administration de laquelle figurent, à côté des représentants des sociétés créatrices, les représentants des Aciéries du Nord et de l'Est, et des Mines d'Ostricourt.

Il est intéressant de signaler une conséquence curieuse de la liaison de la sidérurgie avec les entreprises d'électricité. La livraison de l'énergie électrique produite au moyen des gaz de hauts fourneaux et de cokeries est régie par des contrats passés dans les périodes de prospérité et de marche en plein des entreprises métallurgiques. Aujourd'hui que la crise a réduit singulièrement les débouchés, on en arrive à la situation paradoxale que signale le rapport présenté à l'assemblée générale de Pont-à-Mousson du 1^{er} juin 1933 : « la marche des hauts fourneaux est influencé par la demande d'énergie de la Société électrique de la Sidérurgie lorraine, dans le cadre de production que nous nous sommes fixés ». Ainsi donc, les hauts fourneaux, en période de ralentissement des affaires, fonctionnent moins comme producteurs de fonte, que comme générateurs de gaz utilisés à la production d'énergie électrique. L'intégration présente parfois des dangers ! Et malgré cela, la sidérurgie lorraine ne s'est pas bornée à élargir son domaine d'activité pour utiliser ses sous-produits, elle a recouru à l'intégration pour s'annexer d'autres branches industrielles.

SECTION II

Les autres industries dans lesquelles est intéressée la sidérurgie lorraine.

Parmi ces industries, les unes sont un complément nécessaire des entreprises métallurgiques, il s'agit des

transports; quant aux autres, elles n'ont aucun point de contact avec la sidérurgie et on peut se demander les raisons pour lesquelles les sociétés lorraines s'y sont intéressées.

Le mouvement d'intégration dans la sidérurgie lorraine ne s'est pas toujours effectué sur place, il y a encore des transports à effectuer : c'est le combustible qu'il faut apporter des gisements houillers aux cokeries, c'est le minerai de fer qui souvent n'est pas à proximité immédiate des hauts fourneaux, ce sont les déplacements de matières à réaliser entre les divers centres d'activité des entreprises, ce sont enfin les livraisons à effectuer à l'extérieur. Aussi les sociétés métallurgiques de l'Est ont-elles été amenées à s'intéresser aux moyens de transport. En ce qui concerne les transports par fer, les grandes entreprises possèdent dans leurs usines un réseau ferré qui peut atteindre un développement considérable (123 kilomètres à Hagondange) et un parc de wagons particuliers admis à la circulation sur les grands réseaux.

Mais la sidérurgie lorraine s'est intéressée surtout aux transports par eau. Pont-à-Mousson est représenté au conseil d'administration du *Comptoir fluvial du Nord et de l'Est* et la Société lorraine minière et métallurgique au conseil d'administration de la Société générale de navigation et d'entrepôt *Le Rhin*. C'est un consortium comprenant le département de la Moselle, la ville de Metz et les principales entreprises sidérurgiques mosellanes (1) qui a construit le *Canal des mines de fer de la Moselle*, récemment inauguré, de Metz à Thionville.

Quant aux intérêts que possèdent les entreprises lorraines dans des sociétés d'électricité étrangères à la région,

(1) Parmi lesquelles il faut citer : *Lorraine minière et métallurgique, Nord et Lorraine...*

ils sont très importants : Pont-à-Mousson est intéressée dans la *Société hydro-électrique de la Diège* et dans la *Société hydro-électrique du Quercy*, Senelle-Maubeuge dans la *Société minière et électrique des Landes* ; les sociétés semi-lorraines de Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons et de de la Marine et Homécourt ont respectivement des participations dans l'*Aménagement des forces électriques de la Truyère* et dans les *Forces motrices de la Tarentaise* et l'*Énergie électrique de la Basse-Isère*. Ces participations ont été prises dans un but industriel, en vue de réserver des débouchés aux produits métallurgiques lors de la réalisation des travaux d'aménagement. Une fois ces travaux achevés et les installations électriques mises en route, elles sont devenues des participations financières figurant au portefeuille des entreprises sidérurgiques à titre de placements. Mais on peut se demander si les immobilisations qu'elles représentent correspondent exactement au but industriel des sociétés métallurgiques. Il en est exactement de même, sans toutefois les circonstances atténuantes relatives aux conditions dans lesquelles elles ont été acquises, pour les participations de Pont-à-Mousson dans la *Société des potasses de Blodelsheim*, dans *Kali-Sainte-Thérèse*, dans les *Établissements Champenois* et même dans l'*Est Républicain*...

Ainsi la sidérurgie lorraine, partie du haut fourneau seul, est devenue une industrie d'une complexité inouïe. Ses diverses fabrications débordent les produits métallurgiques purs, ajoutant à des risques industriels nouveaux ceux inhérents à des marchés commerciaux multiples et complexes.

CHAPITRE III

L'INTERPÉNÉTRATION DES ENTREPRISES SIDÉRURGIQUES

En même temps que se réalisait au sein des entreprises lorraines le mouvement d'intégration que nous avons décrit, un besoin de collaboration et de concentration portait les entreprises à s'intéresser les unes dans les autres. Ce phénomène ne se fit pas jour seulement entre les différents établissements lorrains, il se traduisit par une inter-pénétration de la sidérurgie lorraine d'une part et de la sidérurgie du Nord et du Centre de la France, de la sidérurgie du Luxembourg et de la Sarre d'autre part.

SECTION I

Les liaisons d'intérêts entre sociétés lorraines.

C'est en 1880 que l'on rencontre pour la première fois une application importante de la concentration en Lorraine : à cette date, nous l'avons vu, les usines de Mont-Saint-Martin, du Prieuré et de Moulaine fusionnent pour constituer la *Société des Aciéries de Longwy*, qui est aujourd'hui une des plus puissantes entreprises lorraines. En 1883, une société se forme qui reçoit en apport l'usine de Senelle, près de Longwy et des concessions de mines de fer appartenant à la Société des hauts fourneaux de

Maubeuge, en 1902 elle absorbe cette société et c'est de cette fusion que naît la *Société métallurgique de Senelle-Maubeuge* qui en 1914 absorbe les hauts fourneaux et forges de Villerupt-Laval-Dieu. En 1909, la société exploitant les hauts fourneaux d'Aubrives, près Givet, acquiert les usines de Villerupt et constitue la *Société métallurgique d'Aubrives-Villerupt*.

Parallèlement à ce mouvement de fusion, nous voyons les entreprises lorraines acquérir des intérêts les unes dans les autres. Il est en effet intéressant pour une société de pouvoir contrôler une entreprise similaire, car ce contrôle peut finir par se transformer en une collaboration et une entente, mille fois préférables à la concurrence. C'est ainsi que les hauts fourneaux de Saulnes ont des intérêts dans les Aciéries de Longwy, que la Maison de Wendel contrôle Senelle-Maubeuge, que Pont-à-Mousson possède des participations dans Micheville et Aubrives-Villerupt, que Pompey détient la majorité des actions des Aciéries de Dieulouard.

Après la guerre, la métallurgie lorraine vit la possibilité de réaliser un important mouvement de concentration. Il s'agissait de racheter les mines et les usines, propriétés des maîtres de forges allemands, que l'État français avait placées sous séquestre à la fin des hostilités. Malheureusement, les capitaux manquaient, leur emploi suffisant à peine soit à reconstituer les usines démolies, soit à augmenter leur outillage. C'est avec le concours de leurs collègues du Nord ou du Centre que les maîtres de forge lorrains constituèrent les entreprises nouvelles destinées à acheter les établissements placés sous séquestre. Seule, l'étude des rapports entre la sidérurgie lorraine et la sidérurgie des autres bassins français nous permettra d'envisager la liquidation des sociétés allemandes. Mais nous

pouvons le dire dès maintenant, et les faits l'ont prouvé, les métallurgistes des régions dévastées auraient suivi une politique plus conforme à leurs intérêts en renonçant à la reconstruction complète, ou au moins à l'extension de leurs usines, pour se borner à l'acquisition de certaines entreprises désannexées. Ainsi auraient été évitées à la fois l'immobilisation en partie improductive d'un capital important, qui aurait pu faire face plus utilement à d'autres besoins, et l'extension exagérée de la production sidérurgique lorraine dont nous souffrons aujourd'hui.

SECTION II

Les rapports entre la sidérurgie lorraine et la sidérurgie du Nord et du Centre.

Un moment la tendance générale des forges du Centre et du Nord a paru être d'abandonner la grosse métallurgie aux producteurs de l'Est, elles semblaient trop loin du minerai de fer pour s'adonner avec profit aux fabrications grossières. Elles se contentèrent d'acquérir dans le bassin lorrain des concessions destinées à alimenter leurs hauts fourneaux situés à proximité de riches charbonnages. Mais en 1902, les Aciéries de la Marine se sont décidées à acquérir les mines et usines d'Homécourt appartenant à la Société belge de Vezin-Aulnoye. Leur exemple fut suivi par Châtillon-Commentry qui fusionna avec la Société métallurgique de Champigneulle et de Neuves-Maisons, les Aciéries du Nord et de l'Est construisirent des hauts fourneaux à Jarville et la Société de Montataire s'installa à Frouard.

Ayant acquis ainsi de gros intérêts en Lorraine la sidérurgie du Nord et du Centre ne pouvait se désinté-

resser des conséquences économiques du traité de Versailles. Elle participa au même titre que les Lorrains aux tractations qui se firent à ce sujet en 1919-1920. A cette date, les entreprises placées sous la séquestre de l'État français ont été réparties entre cinq groupements d'entreprises sidérurgiques de « l'intérieur » et principalement du Nord et du Centre (1). Sous le nom de *Société lorraine minière et métallurgique*, il s'est formé un consortium qui groupe, à côté des Aciéries de Longwy, des Hauts fourneaux de Saulnes, de Saintignou et C^{ie}, et de la Société métallurgique de Gorcy, des industries de finissage (les tréfileries du Havre, les établissements Hotchkiss et Decauville) et deux compagnies belges, la Providence et la Chiers; cette société se rendit acquéreur du domaine minier et sidérurgique de Rœchling, à Thionville, pour le prix de 33 millions de francs. La *Société des Aciéries du Nord et de Lorraine* groupe les Aciéries du Nord et de l'Est, les Forges de la Basse-Loire, les Mines de Segré, les Ateliers et Chantiers de Bretagne et la Société métallurgique de Pont-à-Vendin; elle s'assura la propriété des mines et usines de Stumm dans la région d'Uckange, moyennant la constitution d'un capital de 80 millions de francs-actions et de 120 millions de francs-obligations. Un consortium, dirigé par Schneider et C^{ie} et de Wendel, et comprenant en outre les Forges de Châtillon-Commentry, les Aciéries de Saint-Étienne, Denain-Anzin, Senelle-Maubeuge, mit la main sur deux centres métallurgiques, celui d'Aumetz-la-Paix et celui des Terres-Rouges et créa pour les exploiter trois sociétés : la *Société métallurgique de Knutange*, la *Société minière des Terres-Rouges*, la *Société métallur-*

(1) LAUFENBURGER, *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France*, et, *Revue d'Économie politique*, 1925, p. 1009.

gique des Terres-Rouges (dans laquelle participe la société luxembourgeoise des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange et qui comprend pour un tiers des capitaux belges). La *Société lorraine des Aciéries de Rombas* et la *Société des mines et usines de Redange-Dilling* ont été constituées principalement par la Marine et Homécourt, avec collaboration de Micheville, Pont-à-Mousson, Aciéries de France, Mines et Forges d'Alais, Fonderies de Bayard, Établissements Capitain-Gény, Ateliers et chantiers de France, Delattre et Frouard. Citons pour finir l'*Union des consommateurs de produits métallurgiques* (U. C. P. M. I.), à laquelle nous reviendrons par la suite et qui est un consortium de transformateurs d'acier qui, pour avoir leurs propres hauts fourneaux et aciéries, ont acquis la puissante usine de Thyssen, à Hagondange.

A la suite de la constitution de ces sociétés nouvelles pour l'exploitation des usines et des mines de la Lorraine désannexée, les entreprises du bassin de Metz-Thionville se sont trouvées subordonnées à la métallurgie française. Coordonnés aux entreprises similaires de l'intérieur du point de vue technique, les établissements lorrains leur sont subordonnés au point de vue financier. Ils sont devenus en quelque sorte les filiales des sociétés métallurgiques qui y ont pris des participations. Cette subordination des usines lorraines ne présente aucun inconvénient en temps normal, lorsque l'écoulement des produits est aisé et qu'il y a des débouchés suffisants pour toutes les usines. Mais pendant une période de sous-consommation, comme l'indiquait déjà M. Laufenburger visant la crise de 1922-1923, l'industrie lorraine se ressent la première du contre-coup : les établissements principaux et indépendants revendiquent pour eux-mêmes l'exécution des commandes réduites, ils ralentissent d'abord la marche de

leurs filiales avant de faire subir à leurs usines principales une restriction analogue.

La sidérurgie du Nord et du Centre, tout en prenant des participations dans les entreprises de la Lorraine désannexée, n'a pas manqué d'acquérir des intérêts dans les bassins de Nancy, de Briey ou de Longwy. D'ailleurs ces prises d'intérêts sont souvent réciproques : ainsi la Marine-Homécourt contrôle Aubrives-Villernupt, tandis que Pont-à-Mousson a une participation dans la Marine-Homécourt. Mais la liaison d'intérêts la plus marquante est celle qui unit Micheville et Marine-Homécourt : en 1919, il y a accord entre ces deux sociétés pour la reconstruction de leurs usines en vue de les spécialiser dans une nature de produits : l'usine d'Homécourt fabrique les demi-produits, les tôles et les larges-plats, l'usine de Micheville les rails et les poutrelles; en 1924, un des hauts fourneaux d'Homécourt a livré sa fonte à Micheville pour augmenter la production de cette usine; en 1925, la Marine-Homécourt compléta son conseil d'administration en y donnant un siège à M. Paul Nicou, président et administrateur-directeur des Aciéries de Micheville, en raison de la liaison d'intérêts unissant les deux sociétés (1). C'est la forme de collaboration la plus intime que nous relevons entre les sociétés lorraines et les sociétés du Nord et du Centre.

SECTION III

Les intérêts lorrains dans les entreprises luxembourgeoises et sarroises

Les entreprises lorraines ne pouvaient manquer d'entrer en rapport avec la sidérurgie des bassins voisins du Luxem-

(1) Rapport aux assemblées générales de Marine-Homécourt, 6 décembre 1919, 16 novembre 1925, 30 novembre 1931.

bourg et de la Sarre. La sidérurgie luxembourgeoise tire en effet son existence du gisement ferrifère qui se prolonge sous le Grand-Duché. Quant à la sidérurgie sarroise, nous avons vu qu'elle avait établi avant-guerre des hauts fourneaux dans la région de Metz et de Thionville.

Il existe au Luxembourg deux grosses sociétés métallurgiques qui travaillent en liaison avec les entreprises lorraines, il s'agit des *Acéries réunies de Burbach, Eich, Dudelange* (A. R. B. E. D.) et des *Hauts fourneaux et Acéries de Differdange, Saint-Ingbert, Russelange* (H. A. D. I. R.). Arbed exploite en Lorraine des concessions de mines de fer d'une superficie de 6.043 hectares et est intéressé dans Aubrives-Villerupt et, nous l'avons vu, dans la Société métallurgique et dans la Société minière des Terres-Rouges, en sens inverse Pont-à-Mousson possède une participation dans Arbed. Hadir exploite en Moselle, à Ottange, des mines et trois hauts fourneaux et a des intérêts dans les mines de Moutiers et de Serrouville; cette société est contrôlée par Marine-Homécourt, Micheville, Pont-à-Mousson et Rombas (qui possède la moitié de son capital.

Dans la Sarre, nous rencontrons les *Forges et Acéries de Dilling*, qui sont sous le contrôle de Micheville, Pont-à-Mousson, Marine-Homécourt, et Redange-Dilling qui bloque la presque totalité des actions de Dilling appartenant à des porteurs français. Pont-à-Mousson possède 60 % du capital des *Fonderies de Brébach* qui se livrent elles aussi à la production des tuyaux de fonte; Marine-Homécourt est également intéressée dans cette affaire.

Ainsi la sidérurgie lorraine ne constitue pas un centre fermé de production métallurgique, elle est intimement

liée avec les autres bassins français ou étrangers. C'est une des raisons de sa puissance et de sa force.

A la fin de cette étude de l'organisation de la production, il faut établir d'une façon positive les résultats de la politique de concentration et d'intégration. Quelques statistiques permettront cette mise au point, avec une précision toute mathématique.

En Meurthe-et-Moselle, on comptait, en 1930, quatre usines ayant produit chacune plus de 400.000 tonnes de fonte et représentant, à elles seules, près de la moitié de la production de cette région; trois usines ayant fabriqué chacune de 300.000 à 400.000 tonnes, cinq usines entre 300.000 et 100.000 tonnes, et cinq en dessous de 100.000 tonnes. La production des sept premiers établissements représente 70 % du tonnage de la région. Pour l'acier brut, quatre usines dépassent 400.000 tonnes, trois sont comprises entre 400.000 et 300.000 tonnes, deux entre 300.000 et 100.000 tonnes et l'on compte 20 usines ayant une production inférieure à 100.000 tonnes. Sept usines sur 29 représentent 79 % de la production régionale.

En Moselle, la concentration est encore plus poussée, puisque cinq usines, qui dépassent chacune 400.000 tonnes de fonte et 300.000 tonnes d'acier, représentent 78 % de la production de fonte et la totalité de la production d'acier de la région (1).

Ces chiffres sont déjà relativement anciens, mais les effets de la dépression économique se sont fait sentir d'une façon sensiblement égale sur les différentes usines.

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

Production en 1932 (1).

	FONTE		ACIER BRUT		ACIER THOMAS		ACIER MARTIN		DEMI PRODUITS	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	
France	5.537.000	—	5.640.000	—	3.786.000	—	1.639.000	—	1.002.286	
Est I.	2.427.000	43,8	2.139.000	37,9	1.723.000	45,5	377.000	23	444.802	
Est II	1.933.000	34,9	1.759.000	31,2	1.397.000	36,9	352.000	21,5	306.579	

Consistance des usines au 31 décembre 1932 (1).

	HAUTS FOURNEAUX			ACIÉRIES		
	1° en activité	2° inactifs	3° en construction	convertisseurs Thomas	fours Martin	fours électriques
Est I.	37	51	—	41	23	5
Est II	23	38	3	28	9	2

N.-B. — Est I : Ardennes, Aube, Belfort, Doubs, Jura, Haute-Marne, Haute-Saône, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.
Est II : Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.

(1) Comité des forges *Bulletin* n° 4221, du 17 juin 1933 (Statistique de l'industrie sidérurgique pour 1932).

Ajoutons encore que, dans les statistiques que nous venons de citer, il s'agit d'*usines* et non d'*entreprises* ; la concentration est en réalité beaucoup plus forte qu'elle n'apparaît à première vue, puisqu'une même entreprise peut posséder plusieurs usines.

Les deux tableaux suivants établiront, sans commentaire cette fois, la production en 1932, de la sidérurgie lorraine, comparée à la production totale de la France, et la consistance, au 31 décembre 1932, des usines métallurgiques de l'Est.

TROISIÈME PARTIE

L'ORGANISATION COMMERCIALE

Le développement de la concentration dans la production entraîne une augmentation parallèle de la concentration commerciale. Il y a d'abord réunion entre les mêmes mains des services commerciaux non seulement de plusieurs usines, mais de plusieurs sociétés appartenant à un même groupe. Une concentration sur un plan plus vaste devient nécessaire quand la capacité de production d'une industrie dépasse notablement les besoins de la consommation, ce qui est essentiellement le cas de la métallurgie, sur le plan national et sur le plan international. Il en résulte, en effet un déséquilibre qui entraînerait, dans un régime d'entière concurrence commerciale, une désorganisation complète du marché. Des ententes entre producteurs nationaux, permettant ensuite la conclusion d'accords internationaux, sont donc devenues nécessaires (1).

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.
P. DE ROUSIERS, *Les grandes industries modernes*, II, la métallurgie, pp. 120 et sq.

CHAPITRE I

L'ORGANISATION COMMERCIALE DES ENTREPRISES

A l'intérieur d'une entreprise, la concentration entraîne des immobilisations considérables de capitaux et une augmentation correspondante de la production. Le souci du chef d'entreprise doit donc être d'écouler le plus rapidement possible les produits fabriqués, à la fois pour rémunérer les capitaux immobilisés et pour s'assurer des fonds de roulement. Ainsi, la concentration industrielle pose un important problème : la recherche des débouchés. Dans cette recherche des débouchés, trois solutions sont possibles, pour une entreprise, en allant de la plus simple à la plus compliquée (notons d'ailleurs qu'elles ne s'excluent pas l'une l'autre et que normalement elles sont utilisées cumulativement).

La première solution est celle de la vente directe du producteur au consommateur : c'est la formule des dépôts et agences de vente. La seconde est celle de la vente par l'intermédiaire d'une société commerciale constituée par l'entreprise productrice en tant que filiale ou dans laquelle l'entreprise productrice possède des intérêts. La dernière solution est moins directe, mais tout aussi efficace, elle consiste dans la liaison entre les entreprises sidérurgiques et les entreprises de transformation.

SECTION I

Les services commerciaux des entreprises sidérurgiques.

Dès qu'une entreprise devient quelque peu importante, il s'opère une distinction entre les services techniques de fabrication (dont relèvent, dans le cas qui nous intéresse pour la sidérurgie, les mines et les usines) et les services commerciaux de vente.

« Le but des services commerciaux, celui qu'ils doivent avoir toujours sous les yeux, avant tout et surtout, c'est la vente » (1). On peut distinguer, rappelons-le, dans un service commercial les sections suivantes : la direction commerciale avec son état-major, une section spéciale de publicité et de prospection des affaires, des services techniques à la disposition de la clientèle, une section de réception en usine, une section des expéditions, transports et douanes, des agents et bureaux de vente.

Notons d'ailleurs que la liaison est assurée entre les services de fabrication et les services de vente d'une grande entreprise par un organisme spécial, le service « planning ». Ce service a une double tâche qui est d'une part d'indiquer le délai de livraison qu'on peut fixer à un client et faire respecter ce délai par les services de fabrication, et, d'autre part, d'indiquer si une commande peut être satisfaite de suite par le stock ou s'il est nécessaire d'entreprendre la fabrication du produit demandé.

Mais ne nous attardons pas à l'organisation intérieure des services commerciaux d'une entreprise. Ce qui est intéressant surtout, c'est la liaison avec la clientèle, cette

(1) *L'organisation et la vie des entreprises modernes*, cours professé par M. Grandpierre, des hauts fournaux et fonderies de Pont-à-Mousson, à l'Institut des sciences politiques de Nancy.

liaison est assurée par les dépôts et par les agences de vente. Il importe donc, pour une société sidérurgique, de posséder un réseau très serré de dépôts et d'agences de vente de ses produits métallurgiques tant en France qu'à l'étranger.

C'est ainsi que les Aciéries de Longwy ont créé, dans toutes les régions de la France, des dépôts particuliers dont elle renouvelle périodiquement les stocks et qui tiennent à la disposition de la clientèle courante les petits tonnages de profils courants dont elle peut avoir besoin journellement. En raison des facilités accordées à la clientèle par l'installation de ces dépôts régionaux, les Aciéries de Longwy furent amenées petit à petit à entreposer, à côté des laminés de leur fabrication, les produits transformés de sociétés filiales ou amies. C'est ainsi que les dépôts offrent, outres les aciers marchands et profilés de toute sorte, des feuilards et des tubes en acier de la Société Louvroil et Recquignies, des raccords pour tubes, des fils, pointes et grillages de la Société métallurgique de Gorcy, des appareils de chauffage et accessoires de la marque Godin, des zincs bruts et ouvrés de la Vieille-Montagne, des métaux ouvrés des Tréfileries du Havre, des tuyaux de plomb, et même des appareils sanitaires.

A côté des douze dépôts que possèdent les Aciéries de Longwy en France et des trois dépôts qu'elles possèdent au Maroc, nous trouvons des agences de vente à Charleville, Dijon, Le Mans, Belfort, Alger, Oran, Bône, Tunis, Salonique, Alexandrie, Beyrouth, Charleroi (1).

Autre exemple d'un important réseau commercial : la Société des hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson dispose de onze agences en France et de dix agences

(1) *Album du Cinquantenaire des Aciéries de Longwy.*

dans les colonies et pays de protectorat. Pour la vente à l'étranger, elle dispose de nombreuses agences et représentations réparties dans le monde entier : 35 en Europe, 24 dans les deux Amériques, 14 en Asie et Afrique.

Ces deux exemples suffisent à montrer quelle amplitude peuvent avoir les services commerciaux d'une entreprise.

SECTION II

Les sociétés commerciales.

Indépendamment des dépôts et agences de vente qu'elles exploitent elles-mêmes, les entreprises sidérurgiques peuvent recourir à la formule des sociétés commerciales. Elles pourront ainsi soit se dégager des préoccupations relatives aux débouchés, soit élargir leurs possibilités de vente. Rappelons que ces sociétés commerciales peuvent être ou bien des filiales des entreprises sidérurgiques ou bien des sociétés indépendantes dans lesquelles une ou plusieurs entreprises sidérurgiques possèdent des intérêts.

Nous citerons d'abord rapidement quelques-uns de ces organismes, nous réservant d'étudier plus à fond certains d'entre eux qui ont une ampleur considérable.

C'est en premier lieu la *Société de vente des Aciers fins de Lorraine et de Sarre* (Lorsar) dans laquelle la Société lorraine minière et métallurgique a une participation de moitié et qui, en sens inverse, figure au conseil d'administration de l'entreprise participante. C'est ensuite la *Compagnie commerciale et industrielle du Midi*, un des plus puissants organismes de vente de produits métallurgiques, qui représente dans le midi de la France les Aciéries de Rombas. C'est enfin la *Société métallurgique de l'Est*, qui a pour objet le commerce des fers et métaux, aciers,

fonte et de la quincaillerie en générale, avec maison principale à Épinal et succursales dans les Vosges; les hauts fourneaux, forges et aciéries de Pompey sont représentés dans son conseil d'administration par MM. Maurice, René, et Charles Fould, qui sont respectivement président, vice-président et administrateur.

La Maison de Wendel vend ses produits sur le marché d'exportation par l'intermédiaire d'une filiale, la *Société de vente des aciers lorrains* (Valor).

Les sociétés commerciales chargées de la vente des produits de Pont-à-Mousson, de Longwy, de Marine et Homécourt méritent une étude spéciale.

Les hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson contrôlent un ensemble important d'entreprises commerciales, dont l'origine est assez variable. En 1926, à la mort de son représentant en Hollande, cette puissante firme constitua, pour la représenter dans ce pays, une société commerciale dont le siège est à Amsterdam, sous le nom de *Handel Industrie Transport Maatschappij* (H. I. T. M.) (1). La nécessité d'augmenter ses moyens d'action sur les marchés algérien et tunisien l'a amenée à créer de même un organisme spécial de représentation dans nos possessions de l'Afrique du Nord; tel est le but de la création au début de 1928 de la *Société commerciale et minière pour l'Afrique du Nord*, dont le siège est à Alger (2). Cette société compte adjoindre à ses branches d'activité purement commerciale un département d'affaires minières et elle a, dans cet ordre d'idées, profité de l'occasion qui lui était offerte de racheter à une société italienne la majorité des actions de la Société des mines de fer de Nèbeur. A la fin de 1928,

(1) Rapport à l'assemblée générale de Pont-à-Mousson, 8 juin 1927.

(2) *Idem.*, 6 juin 1928.

Pont-à-Mousson, d'accord avec Senelle-Maubeuge et Sarre-et-Moselle, constitua la *Société mosellane industrielle et financière* chargée de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pour son compte ou pour le compte de tiers. Au cours de 1932, fut créée la Société *Auxi-Mines* en vue d'assumer la réalisation et la création d'un réseau important de canalisations pour le compte des mines de potasse alsaciennes; voyant là un débouché intéressant pour sa fabrication de tuyaux de fonte, Pont-à-Mousson prit une part active dans la création de cette société, d'accord avec les Mines domaniales d'Alsace et les Mines de Kali-Sainte-Thérèse (1). Mais les organismes commerciaux les plus importants dont dispose Pont-à-Mousson sont les deux sociétés *Eaux et assainissement* et *Édilité-Crédit*. La Société *Eaux et Assainissement* est une filiale chargée de l'exécution de travaux importants d'adduction d'eau pour le compte de la société mère dont elle utilise la production de tuyaux. Quant à la *Compagnie générale de services urbains de crédit* (Édilité-crédit), c'est un organisme financier dont le rôle est d'avancer aux communes les capitaux nécessaires à la réalisation d'un programme d'adduction d'eau.

De leur côté, les Aciéries de Longwy, eurent recours à la formule des sociétés commerciales. Comme elles disposaient d'un puissant réseau d'agences de vente en France et en Afrique du Nord, c'est en vue de l'exportation qu'elles se sont intéressées à la création d'une société commerciale sous le nom de *Longovica*, dans laquelle elles participent pour 58 %. Cette société a des agences et dépôts dans le monde entier : Anvers, Londres, Milan, Bucarest, Bombay, Madras, Calcutta, Buenos-Aires, Rio-de-Janeiro, Sao-

(1) Rapport à l'assemblée générale de Pont-à-Mousson, 1^{er} juin 1932.

Paulo. Elle représente à l'exportation les sociétés suivantes : Longwy, Électro-métallurgie de Dives, Blanc-Misseron, Lorraine minière et métallurgique, Louvroil et Recquignies, Forges et estampages du Vieux-Condé, Gorcy, Aciéries Gouvy, Renault, Rateau, Commentry-Oissel.

Pendant ce temps, les Forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt créaient deux organismes de vente : l'un, la *Compagnie de dépôts et d'agences de vente d'usines métallurgiques*, dite « Davum » qui fonctionne pour le marché intérieur y compris les colonies et protectorats, l'autre, la *Société générale pour le commerce des produits industriels*, dite « Sogéco », fonctionne pour l'exportation. Ces deux organismes, créés « pour apporter de l'ordre et de la méthode dans l'écoulement de la production, tant des propres usines de la société que des usines dans lesquelles elle a des participations, constituent pratiquement des comptoirs communs de vente et des mutuelles de ducroire » (1) (les participations dont il s'agit sont les Aciéries de Rombas et les Forges et aciéries de Dilling). Ces deux sociétés commerciales étaient appelées à une grande extension : en 1929 Davum crée un dépôt à Lyon; en 1931 elle rachète une maison concurrente à Nantes; en 1930 *Davum-Exportation*, qui a pris la suite de Sogéco, vend plus de 750.000 tonnes de produits métallurgiques dans 35 pays différents.

Mais vient la crise qui frappe durement le marché d'exportation. C'est l'occasion d'une concentration commerciale : Marine-Homécourt et Longwy s'entendent pour la vente à l'extérieur. Une société nouvelle est créée : la *Compagnie pour l'exportation des aciers, tubes et matériaux de construction* (Actuma). Elle est chargée pour l'Amérique

(1) Rapport à l'assemblée générale de Marine et Homécourt, 8 décembre 1924.

du Sud de la vente des produits de Longwy, Marine-et-Homécourt, Rombas, Dilling et Louvroil-et-Recquignies; Longovica possède dans Actuma 37 % du capital, elle a souscrit cette part en y consacrant la majeure partie des sommes provenant de la liquidation de ses organisations et dépôts en Amérique du Sud. En même temps, Longovica cède ses agences des Indes anglaises à Davum-Exportation, qui ainsi devient vendeur sur ce marché des produits de Marine-et-Homécourt, Longwy, Dilling et Rombas (1).

Après cette étude des sociétés commerciales qui travaillent pour le compte de la sidérurgie lorraine, il nous reste à citer un organisme, qui, s'il ne rentre pas dans la section « vente », figure tout au moins dans la section « publicité et études techniques » des services commerciaux tels que nous les avons présentés plus haut. Il s'agit de l'*Office technique de l'utilisation de l'acier* « O. T. U. A. » (2), constitué par le Comité des forges, le comptoir sidérurgique de France, la chambre syndicale des entrepreneurs de construction métallique, le groupement du commerce sidérurgique, et la chambre syndicale des forges productrices de fer-blanc. Parmi les sociétés figurant au comité de direction de l'O. T. U. A., nous relevons : Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons, Pompey, Nord-et-Est, Marine-et-Homécourt, les petits-fils de F. de Wendel. Cet office est un organisme d'études techniques et de propagande : il recherche de nouvelles utilisations de l'acier et tend à développer son emploi dans la construction métallique en général et dans quelques applications précises, comme la construction d'immeubles à ossature métallique,

(1) *Le Temps financier*, 13 novembre 1933.

(2) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique, et *Annuaire du Comité des forges*.

la fabrication des maisons à parois métalliques, etc... Il ne fait pas d'opérations commerciales, il peut être un intermédiaire entre le producteur et le consommateur, mais bénévolement.

SECTION III

Liaison avec les industries de transformation.

L'étude de l'organisation de la production nous a fait voir que la tendance à pousser de plus en plus loin la transformation des produits a mené les hauts fourneaux à s'adjoindre des aciéries, puis des laminoirs. Certaines firmes puissantes ont été même jusqu'à créer des ateliers de construction et des chaudronneries où elles mettent en œuvre leurs aciers. Il s'agit là d'une forme de concentration industrielle qui s'analyse en une « intégration vers le haut ».

Mais il n'est pas toujours loisible à une entreprise d'étendre ses possibilités de fabrication. C'est alors qu'elle utilise la concentration commerciale : le procédé des participations lui permet de s'allier à des usines de dénatura-tion ou de transformation les plus diverses (construction mécanique, construction électrique, construction automob-ile, construction de matériel de chemin de fer, construc-tions navales, chaudronneries, tréfileries, etc...) et de trouver ainsi les clients les plus intéressants.

Pour étudier cette intégration des industries de trans-formation, il faut envisager chacune d'elles. En ce qui concerne les constructions navales, les Aciéries de Longwy ont des intérêts dans la *Société des Ateliers et Chantiers maritimes du Sud-Ouest*, possédant sept cales à Bordeaux et capables d'une production annuelle de 50.000 tonneaux bruts; la Marine-Homécourt est en liaison avec la *Société*

provençale de constructions navales et les hauts fourneaux, forges et aciéries de Pompey en liaison avec la *Société des Chantier et Ateliers de Saint-Nazaire-Penhoët*.

La sidérurgie lorraine a des participations dans des entreprises de construction de matériel de chemin de fer : Longwy possède 17,26 % du capital des *Ateliers de construction du Nord de la France*, qui fabriquent à Blanc-Misseron des locomotives et du matériel roulant, pour les chemins de fer, les tramways, les mines et autres industries et qui commandent à Longwy une bonne partie des tôles profilées qui leur sont nécessaires. D'autre part, les Aciéries de Longwy qui possédaient une participation dans la *Société des forges et ateliers de Commentry-Oissel*, fabriquant entre autres du matériel roulant, ont augmenté leur participation dans cette affaire moyennant l'apport de leurs ateliers de Vénissieux (Rhône) spécialisés dans l'équipement du matériel roulant. De son côté, la Marine-Homécourt contrôle la *Compagnie générale de construction et d'entretien du matériel de chemin de fer*, tandis que Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons est intéressée dans la *Société du matériel roulant* et dans la *Société de construction de locomotives de Nantes*.

Le président du conseil d'administration de Marine-Homécourt, M. Th. Laurent est également président du conseil d'administration des *Automobiles Chenard et Walker*; Marine-Homécourt est encore représentée dans les *Établissements Delaunay-Belleville*.

Si nous passons de la construction automobile à la construction mécanique, nous retrouvons Marine-Homécourt et Pont-à-Mousson intéressées dans la *Société des procédés Sulzer*; les hauts fourneaux de Pompey contrôlent les ateliers de construction de Lyon et Ars-sur-Moselle appartenant à la Société *Les fils de Jules Weitz*; Pont-à-Mousson

est représentée dans la *Société des Pompes Noël*. Marine-Homécourt et de Wendel sont intéressés dans les *Établissements Delattre et Frouard* qui se chargent d'installer hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, sucreries et, d'une façon générale, fabriquent tout le matériel mécanique destiné aux usines sidérurgiques et autres. Les aciéries de Longwy, livrent à la *Société Louvroil et Recquignies*, dans laquelle elles possèdent une participation de 12,60 %, les matières premières qui lui sont nécessaires pour la fabrication de tubes en acier de toutes sortes et d'emboutis pour automobiles et matériel roulant; de même une entente a été conclue entre Senelle-Maubeuge et *Escaut-et-Meuse* aux termes de laquelle la première société livre à la seconde le métal nécessaire à la fabrication des tubes; enfin les *Tubes de Vincey* absorbent la moitié de la production de l'usine lorraine de Marine-et-Homécourt.

Sous la rubrique générale « forges », nous relevons les liaisons d'intérêts entre les sociétés suivantes : Senelle-Maubeuge et les *Forges de Combeplaine* et les *Forges de Gueugnon*; Marine-Homécourt et les *Établissements métallurgiques de la Gironde* et la *Société métallurgique de Normandie*; Pompey et les *Forges de Strasbourg* et les *Forges et boulonneries d'Ars-sur-Moselle*; Longwy et les *Anciens Établissements L. Gauthier* et les *Forges de Brévilly* (louées par la Société métallurgique de Gorcy et les Aciéries de Longwy).

Pour finir, rappelons que la plupart des participations possédées par les entreprises sidérurgiques dans les sociétés hydro-électriques et déjà étudiées en tant qu'industries annexes, ont été prises lors de la constitution de ces sociétés en vue d'obtenir des marchés de fournitures destinées aux travaux d'aménagement des chutes d'eau.

Tel est le tableau, nécessairement très sec, des liens unis-

sant la sidérurgie lorraine et les industries de transformation. Pour colorer et compléter un peu cette étude d'intégration, il convient de faire une place à part à deux entreprises qui constituent, chacune à un titre différent, une organisation intéressante : il s'agit de l'Union des consommateurs des produits métallurgiques et de la Société générale de fonderie.

Nous avons vu qu'à la suite de la mise sous séquestre des entreprises allemandes de la Lorraine désannexée, les Établissements Thyssen et C^{ie}, à Hagondange, Maizières-lès-Metz et Ars-sur-Moselle, avaient été repris par une société créée le 3 janvier 1920 et dénommée l'*Union des consommateurs de produits métallurgiques* (U. C. P. M. I.). Les autres usines du bassin de Thionville avaient été réparties entre les représentants de la grosse métallurgie et n'atteignaient donc les principales branches de l'industrie de transformation que par l'intermédiaire des sociétés métallurgiques auxquelles elles avaient été « accouplées ». L'U. C. P. M. I., au contraire, est devenue la propriété collective de plusieurs centaines de grands et petits transformateurs (1). Les branches de production les plus diverses sont représentées dans cette union. Ainsi la construction automobile est représentée par Peugeot, Berliet, Ariès, Renault; la construction mécanique par Fives-Lille, la Société alsacienne de construction mécanique, la Société lorraine des Anciens établissements de Dietrich, Japy et C^{ie}... Dans l'U. C. P. M. I., sont intéressées également des forges, des fonderies, des chaudronneries... Si cette organisation peut soulever de sérieuses critiques quant à la diversité exagérée des branches industrielles participant à l'entreprise et l'engageant dans une variété de

(1) *Revue d'Économie politique*, 1924, p. 1011, article de M. LAUFENBURGER.

production peu compatible à son caractère d'usine sidérurgique première, le principe en est excellent, car la production est dirigée par les entreprises transformatrices qui la règlent suivant leurs besoins, de telle sorte qu'elle correspond toujours aux débouchés.

La *Société générale de Fonderie* présente, elle aussi une formule intéressante « d'intégration vers le haut ». Son étude nous permettra de suivre la sage politique des débouchés qu'a menée une entreprise lorraine, la société des hauts fourneaux de Saulnes. Le rapport présenté le 27 avril 1929 à l'assemblée générale des actionnaires de Saulnes expose très clairement les conditions de création de cette société. Après avoir indiqué que la consommation nationale absorbait à peine la moitié de la production de fonte de moulage des usines de Saulnes et d'Hussigny, il en conclut : « Nous sommes ainsi presque contraints d'utiliser nous-mêmes le surplus d'une production dont le placement devient sans cesse plus difficile et que nous ne pouvons d'autre part réduire sans aboutir aussitôt à une élévation inadmissible de nos prix de revient. Cette décision prise, nous avons le choix entre deux formules : nous pouvons créer de toutes pièces une ou plusieurs usines destinées à la production des différentes catégories de fonte moulée. Sans renoncer d'ailleurs pour l'avenir à cette éventualité, nous avons estimé que son application actuelle était difficile et risquait d'être onéreuse... Nous avons pensé qu'il serait à la fois plus rapide et plus profitable de nous intéresser à des entreprises existantes, que nous aurions soigneusement étudiées et à qui nous pourrions fournir les capitaux nécessaires à leur développement rationnel. Nous éviterions de cette façon de nuire aux fonderies indépendantes, auxquelles nous pourrions même apporter notre concours commercial et technique, en vue par exemple de

diminuer et de standardiser les modèles vraiment trop nombreux dans beaucoup de spécialités. C'est ainsi que l'an dernier, nous avons été conduits à reprendre la presque totalité du capital de la Société « Les fils de A. Piat ». Depuis, nous avons engagé des négociations avec un certain nombre d'autres affaires de fonderie et nous avons conclu des accords qui nous paraissent intéressants. Ceci étant, nous avons été plus loin et nous avons pensé qu'en dehors des avantages que nous attendions pour notre industrie du placement assuré d'une partie de sa production de fonte, il y aurait un intérêt en soi à la constitution d'une société puissante qui grouperait les participations ainsi réunies et les soutiendrait, les développerait, répartirait à la fois les fabrications et les secteurs de vente, en un mot assurerait l'unité technique, administrative et commerciale, permettant une production plus importante, mieux distribuée et par conséquent plus économique. Nous nous proposons donc de créer prochainement une société filiale, qui, sous le nom de « Société générale de fonderie », rassemblera les participations déjà acquises par nous et celles que nous pourrions acquérir dans l'avenir pour réaliser le but brièvement décrit ci-dessus. »

L'assemblée générale des actionnaires de Saulnes se rallia à ce sage « exposé des motifs ». La Société générale de fonderie fut constitué le 2 mai 1929, au capital de 30.000.000 dont la société mère a souscrit la presque totalité. Dès sa constitution, elle reprit à prix coûtant les participations de Saulnes dans la fonderie Piat et dans les établissements Chappée (dont Saulnes avait acquis la presque totalité des titres à la suite de l'assemblée d'avril 1929, moyennant une souscription réservée aux actionnaires des établissements Chappée et une augmentation

du capital de Saulnes). Elle a poursuivi son développement en acquérant successivement le contrôle des Établissements Nanquette, des Fonderies Caloria, des Établissements Chaffoteaux, des Établissements Maury, des Forges et Fonderies de Saint-Nicolas, des Fonderies et Émailleries Dupont, des Fonderies et Émailleries de Noyon, des Fonderies de Seine-Ardenne, de la Société Sériès. Parmi ces sociétés, il s'est opéré des fusions : les Établissements Chappée ont fusionné avec la Société « Les fils de A. Piat », les Fonderies de Seine-Ardenne et la Société Sériès ; les Fonderies et Émailleries de Noyon ont fusionné avec les Fonderies et Émailleries Dupont. En même temps, la Société générale de fonderie s'est séparée de certaines participations qui ne répondaient pas à son programme : elle a cédé ses intérêts dans les Établissements Chaffoteaux, les Établissements Maury et les Forges et Fonderies de Saint-Nicolas.

Au sein des sociétés qu'elle contrôle, la Société générale de Fonderie a procédé à l'étude et au regroupement des articles de fonte, puis au regroupement des fabrications suivant les conditions particulières de chaque usine et sa situation géographique. Ce travail de longue haleine a permis des résultats intéressants. C'est ainsi que le succès croissant du « chauffage central Chappée » a conduit à étendre sa production à deux autres usines du groupement. De même les trois usines qui fabriquent des baignoires ou des fontes sanitaires ont décidé de répartir et d'unifier les fabrications. Dans les usines de chauffage domestique et d'articles de cuisine en fonte, de nombreuses suppressions de modèles ont été décidées au profit de fabrications en grandes séries. Ainsi la Société générale de Fonderie a bien réalisé ce qu'on attendait d'elle au point de vue de l'organisation de la production. En ce qui concerne son rôle en

tant qu'entreprise transformatrice des fontes brutes de moulage des hauts fourneaux de Saulnes et d'Hussigny, le rapport présenté à l'assemblée générale de Saulnes le 30 avril 1932 montre qu'il a été, lui aussi, bien rempli : « nos livraisons de fontes aux usines de notre société affiliée, réalisées au cours commercial, ont accru leur importance relative et constituent pour notre société un important débouché : elles ont atteint en effet 32 % de nos expéditions totales en France en 1931 ».

La formule de la Société générale de Fonderie mérite d'être suivie. Elle se résume en somme en la constitution par l'entreprise sidérurgique première d'une filiale chargée du contrôle des usines transformatrices. Le champ d'activité de la société mère se trouve ainsi déchargé et en même temps la filiale peut organiser et coordonner la production de ses participations afin d'éviter les doubles emplois et les frais de transport inutiles et de développer les fabrications en grande série. Si chaque entreprise sidérurgique ne peut pas constituer une filiale chargée des participations dans les industries de transformation, ne serait-il pas possible, que plusieurs sociétés d'une même région s'entendent pour créer une filiale qui s'occuperait de placer leurs produits? Les avantages de cette politique sont assez importants pour commander des ententes de ce genre. On objectera que les ententes relatives aux débouchés sont difficiles à réaliser parce qu'elles se heurtent à l'individualisme. Mais il ne semble pas impossible de réaliser des ententes régionales de producteurs puisqu'on a pu arriver à réaliser des ententes nationales et même des ententes internationales.

CHAPITRE II

LES ENTENTES INTÉRIEURES

« La métallurgie est trop puissante, elle produit trop... A cette industrie, il faudrait un dictateur pour y mettre de l'ordre, ce dictateur n'est pas venu, mais une chose considérable a été faite. La métallurgie a commencé sa rationalisation et ses ententes, l'entente intérieure en premier lieu. Or cela est extrêmement difficile : les grands chefs de l'industrie ne sont pas extrêmement portés aux ententes, il se déclarent prêts, mais en général, il faut pour les décider qu'ils aient souffert. On devrait s'entendre avant de perdre de l'argent, mais on ne s'entend jamais, la nature est ainsi faite, qu'après en avoir beaucoup perdu ». Ainsi s'exprimait, le 27 décembre 1932, à l'assemblée générale des Aciéries de Nord et de l'Est, M. Cuvelette, président du conseil d'administration, se félicitant de l'entente intérieure virtuellement réalisée alors, tout au moins en ce qui concernait l'acier.

La concentration, si énergiquement qu'elle fût poussée, a ses limites, et elle n'a pu aboutir à englober, jusqu'à en former un trust, obéissant à une direction unique, dans une seule combinaison, des entreprises aussi vastes et aussi puissantes que celles qu'on trouve en matière de métallurgie ; il a donc fallu avoir recours à la formule des ententes.

C'est la sidérurgie lorraine qui, la première, a utilisé cette formule : le « Comptoir métallurgique de Longwy »

a été créé en 1876 par les maîtres de forges de l'Est. Et dans toutes les ententes créées depuis cette date, les entreprises de notre région figurent en bonne place.

En étudiant les ententes intérieures, nous compléterons l'exposé du mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine.

SECTION I

Généralités sur les ententes intérieures.

Rappelons rapidement les formes que peuvent revêtir les ententes intérieures et précisons quelles sont leurs fonctions essentielles et leurs caractères généraux.

Les ententes entre sociétés métallurgiques revêtent en France deux aspects-types : le comptoir et l'office de statistique (1).

Le *comptoir* est un organisme de vente en commun qui, sous sa forme la plus complète, est vendeur unique d'une catégorie déterminée de produits pour l'ensemble de ses adhérents. Il reçoit toutes les commandes et les répartit entre les contractants suivant des quanta fixés au moment de la constitution du comptoir, en prenant comme base les livraisons effectuées par les usines pendant une période de référence qu'on a choisie aussi longue et aussi rapprochée que possible. Les prix et conditions de vente pratiqués par un comptoir sont fixés chaque mois par la conférence générale des contractants.

Dans un *office de statistiques de produits métallurgiques* (O. S. P. M.), les participants recherchent eux-mêmes les commandes et vendent directement à la clientèle, mais ils doivent respecter un quantum, fixé à la constitution de

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

l'office, et des prix, qui sont déterminés périodiquement. L'O. S. P. M. n'est qu'un bureau de contrôle des tonnages, recueillant les renseignements statistiques sur les livraisons des adhérents et établissant l'état des avances et retards; mais il ne fait aucune opération commerciale.

De ces deux formes d'ententes, celle qui a reçu le plus d'applications en France est la première. C'est donc le comptoir qu'il y a lieu d'analyser spécialement.

Le comptoir est une forme d'organisation commerciale propre à la France. Ce n'est pas la forme violente et autoritaire des trusts américains; pas davantage la forme inquisitoriale des cartels allemands. Le comptoir français, moins intransigeant, plus respectueux de la liberté individuelle, se contente d'inscrire les commandes et de les répartir entre les associés proportionnellement à la production déclarée. Aussi chaque comptoir ne traite que d'un produit dont la fabrication est obligatoirement similaire dans chaque usine, pour éviter les réclamations de la clientèle et pour unifier les prix de vente.

Quant aux fonctions générales du comptoir, elles sont multiples. Et d'abord le comptoir libère les adhérents du souci commercial : les directeurs sont débarrassés d'une tâche lourde et complexe. Il groupe dans un service unique de vente le trafic des entreprises syndiquées et organise la publicité! Il fait connaître et répand le produit, il vaine, s'il y a lieu, les préjugés du public, il attire la clientèle. D'ailleurs, c'est à ce titre d'organisme de vente, que nous l'envisageons ici.

Autre fonction essentielle du comptoir : il stabilise les prix (1). L'influence stabilisatrice des comptoirs de vente est évidente. Ainsi, en France, entre 1895 et 1904, les fers

(1) L. BROCARD, *La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913*, pp. 69 et 152.

marchands vendus librement par les usines ont subi une hausse de 68 %, tandis que les poutrelles vendues par le comptoir ne montaient que de 33 %.

Les comptoirs ont toujours été très en honneur dans la grosse métallurgie. Ils étaient déjà nombreux avant la guerre et ils avaient fait leurs preuves, mais la guerre suspendit leur action. Ils ne reprirent leur vitalité qu'à l'armistice, lors de la fondation du Comptoir sidérurgique de France.

SECTION II

Les comptoirs antérieurs au Comptoir sidérurgique de France.

Le doyen des comptoirs français est, nous l'avons vu, le *Comptoir métallurgique de Longwy* (1). Il remonte au mois de décembre 1876. C'est une société en nom collectif au capital de 120.000 francs divisé en 12 parts de 10.000 francs. Il intéresse essentiellement la métallurgie lorraine : les associés sont des forges complètes : Senelle-Maubeuge, Châtillon-Commentry, Montataire, ou des hauts fourneaux (avec ou sans fonderies) : Raty, de Saintignon, la Chiers, Villerupt-Laval-Dieu, Aubrives et Villerupt, Gorcy, Lorraine industrielle, Pont-à-Mousson (2). Son but est d'acheter aux associés et de revendre en France et aux colonies toutes les fontes brutes produites en Meurthe-et-Moselle; n'en sont exceptées que les fontes destinées à la propre consommation des producteurs et celles vendues à l'étranger. Primitivement, il s'agissait de faire connaître

(1) Cf. VIGNES, *Le bassin de Briey et la politique de ses entreprises*. TCHERNOFF, *loc. cit.*, p. 125 et sq. L. BROCARD, *loc. cit.* P. DE ROUSIERS, *La métallurgie*, p. 245.

(2) La capacité productive des adhérents au comptoir est de 1.500.000 tonnes de fonte sur près de 2.500.000 que produit la France.

les fontes lorraines alors discréditées parce qu'elles renfermaient du phosphore et que le procédé Thomas-Gilchrist n'était pas encore appliqué. Lorsque le convertisseur Thomas permit de transformer en acier pur les fontes phosphoreuses, le rôle du comptoir fut de placer les fontes que ne dénaturent pas les aciéries. Ces fontes se divisent en trois catégories : fonte de moulage, fonte d'affinage, fonte Thomas. Les fontes de moulage et d'affinage proviennent de hauts fourneaux ou fonderies non intégrées (Sociétés Marc Raty, de Saintignon, Pont-à-Mousson) : ces fontes sont vendues soit à des fonderies indépendantes et dépourvues elles-mêmes de hauts fourneaux (fonte de moulage), soit à des affineurs au four à puddler (fonte d'affinage). Les fontes Thomas que place encore le comptoir sont les fontes produites le dimanche par de grandes forges, telles que Senelle-Maubeuge et Châtillon-Commentry : les convertisseurs et laminoirs de ces entreprises sont soumis à l'obligation du repos hebdomadaire et ne peuvent donc les transformer, d'autre part il n'existe pas de mélangeurs où conserver la fonte liquide jusqu'au lundi. Les fontes dominicales sont coulées dans des rigoles en terre et vendues aux clients que trouve le comptoir.

Comme rémunération de ses services, le comptoir prélève un léger courtage de 0^f 50 à 0^f 75 par tonne de fonte. Le prix qu'il verse aux entreprises syndiquées se règle donc sur le prix de vente que paient à lui-même les clients.

Nous avons vu que le comptoir de Longwy ne s'occupe que du marché intérieur. Pour la vente de la fonte à l'extérieur s'est constitué le 13 mars 1905 le *Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle*. Il comprend onze adhérents se confondant en général avec ceux du comptoir de Longwy. Néanmoins, quoique ayant même directeur

et même siège social (à Longwy), les deux organismes sont indépendants. Certaines sociétés, du reste, comme Châtillon-Commentry, font partie du comptoir de Longwy sans être affiliées au comptoir d'exportation.

Les comptoirs rencontrés jusqu'à présent ne s'occupent que des fontes brutes et non dénaturées par les usines. Mais c'est là un produit dont l'importance va diminuant avec les progrès de l'intégration. Les grandes forges ne vendent en général ni leur fonte, ni même leur acier, elles les transforment en laminés de toute nature. Il a fallu faciliter aussi l'écoulement de ces produits finis. Les premiers comptoirs constitués dans ce but sont le *Comptoir des essieux* et le *Comptoir des tôles et larges plats* créés tous deux en 1892.

En 1896, se constitue le *Comptoir des poutrelles* : à la différence de ce qui se passe pour le comptoir de Longwy, les adhérents se recrutent parmi les grandes forges intégrées de Lorraine, du Nord et du Centre; telles sont Longwy, Marine-Homécourt, Micheville, Senelle-Maubeuge, Nord-et-Est, Châtillon-Commentry, Commentry-Fourchambault, Denain-Anzin, Aciéries de France, Creusot.

La même année 1896 a vu naître le *Comptoir des ressorts de carrosserie* groupant huit sociétés. En 1897, se crée le *Comptoir des aciers Thomas*. Il faut attendre 1904 pour trouver un nouveau comptoir, le *Comptoir d'exportation des produits métallurgiques* dont le but est de placer au dehors des rails, des poutrelles et des laminés en U.

L'essor grandissant des mines de Briey et l'impossibilité pour les forges françaises d'utiliser ces quantités toujours croissantes de minerais devaient conduire les propriétaires de ces gisements à organiser un mode collectif de vente analogue à celui qui leur avait si bien réussi pour les fontes et les laminés. Et c'est ainsi qu'a été créé le *Consortium des*

mines du bassin de Briey. Établi en 1908, il a commencé à fonctionner en 1910. Quatre forges (Pont-à-Mousson, Marine-Homécourt, Nord-et-Est, Micheville) se sont unies pour cette fondation qui se résume en un comptoir de vente. L'objet du Consortium est de placer le minerai de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse dans les régions voisines : France, Belgique, Luxembourg, Lorraine annexée, Sarre. Dès sa première année, il place la plus grande part du minerai non consommé dans la région : en 1910, sur 2.910.000 tonnes exportées par le bassin de Briey, le comptoir expédie 791.000 tonnes en France et 1.723.000 à l'étranger.

Tels sont les différents comptoirs existant en 1914 et où figurent des entreprises lorraines.

La guerre a suspendu leur activité, qui fut reprise dès 1919, sous des formes diverses.

SECTION III

Le Comptoir sidérurgique de France et les comptoirs qui y sont affiliés.

Au lendemain de la guerre, en plein accord avec le Gouvernement, a été constitué le *Comptoir sidérurgique de France* (C. S. F.), envisagé comme comptoir unique vendeur pour la France et l'étranger des poutrelles, tôles, larges plats et rails (1). La création du Comptoir sidérurgique de France fut le résultat de deux mesures simultanées : d'une part création de la société anonyme, le « C. S. F. », d'autre part passation entre cette société et chacun de ses actionnaires, et éventuellement avec d'autres producteurs, d'un

(1) TCHERNOFF, *loc. cit.*, Rapport du Comité des forges. Rapport de M. Tafanel au Conseil national économique.

contrat statutaire réservant à la société pour le compte commun des participants la vente exclusive des produits lourds.

On peut définir le Comptoir sidérurgique de France un « Ommium de comptoirs » : il constitue un cadre dans lequel viendront se couler toute une série d'ententes chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

Avant d'étudier les divers comptoirs qui se sont constitués depuis la réorganisation du C. S. F. en 1926, voyons quels sont les besoins particuliers de la sidérurgie lorraine qui l'ont poussé à adhérer aux ententes intérieures. Avant la guerre, les usines de Meurthe-et-Moselle plaçaient la plus grande partie de leur production sur le marché intérieur français : elles continuent d'une manière générale à rester orientées vers ce marché où elles ont placé en 1930 la moitié de leurs rails et matériels de voie, les deux tiers de leurs poutrelles, les trois quarts de leur fil-machine et environ les neuf dixièmes de leurs aciers marchands et de leurs tôles. Les usines de la Moselle annexée avaient, au contraire, en 1913, leurs débouchés naturels en Allemagne. Le développement des usines s'était d'ailleurs fait dans le cadre de l'économie allemande ; aussi un effort considérable a-t-il dû être fait pour les adapter à leurs nouvelles conditions d'existence. Les courants d'avant-guerre ont pu être maintenus dans une certaine mesure grâce aux conventions de 1926, connexes de l'entente internationale de l'acier, qui accordent aux usines lorraines un contingent de laminés et de fontes pour la vente sur le marché intérieur allemand. Les usines de la Moselle, tout en ayant pris une place importante sur le marché intérieur français, livrent la plus grande partie des tonnages exportés par la métallurgie française. C'est à elles principalement que les comptoirs ou ententes ont toujours confié l'exécution des ordres

destinés à l'étranger et aux colonies françaises, notamment en ce qui concerne le matériel de voie, les poutrelles et les demi-produits. Elles livrent également à l'exportation une part importante des produits dont elles ont conservé la vente sur les marchés extérieurs, notamment des laminés marchands (1).

Ainsi, la sidérurgie lorraine a des intérêts très vifs à la constitution du C. S. F., la sidérurgie de la Meurthe-et-Moselle principalement en vue de conserver sa place sur le marché intérieur et la sidérurgie de la Moselle principalement en vue de conserver sa place sur le marché d'exportation.

Le premier comptoir constitué dans le cadre du Comptoir sidérurgique de France est le *Comptoir des rails* (1^{er} janvier 1926). Successivement se sont créés : le *Comptoir du fil-machine* (1927), le *Comptoir des tôles* (1930), le *Comptoir des poutrelles*, le *Comptoir des demi-produits* et le *Comptoir des barres marchandes* (1931).

L'aggravation extraordinaire de la dépression provoquée par la crise dans le courant de 1931 fit comprendre aux sidérurgistes la nécessité de se soumettre à des concessions et sacrifices individuels pour arriver à des ententes bien organisées. Les comptoirs créés jusqu'alors n'avaient que des durées inégales et très courtes; ils laissaient en dehors de leurs cadres des producteurs dissidents et n'avaient ainsi qu'une existence précaire et constamment remise en question, aussi le 30 décembre 1931, l'unanimité des sociétés métallurgiques a-t-elle conclu une convention générale valable pour trois ans, organisant des comptoirs pour les principaux produits et remettant à la décision d'une commission d'arbitres la solution de toutes les dif-

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

fiicultés que l'accord amiable ne pourrait surmonter. « La réalisation d'un tel programme ne va pas sans imposer aux préférences individuelles de sérieux sacrifices. La mise au point doit en être poursuivie avec fermeté si l'on veut éviter à notre industrie les dangers d'une concurrence sans frein et adapter raisonnablement la production aux besoins et aux possibilités de la consommation (1). »

Cette entente, conclue fin 1931, est d'une importance considérable. Elle repose sur le contingentement de la production par attribution à chaque producteur d'un pourcentage basé sur les réalisations de 1929-1930 tant pour l'acier brut que pour chaque catégorie de produits. Le quantum de chaque producteur sera déterminé par trois arbitres (2), dont la décision sera sans appel. Toutefois, au cas seulement où les producteurs s'estimeraient lésés dans leurs intérêts fondamentaux, les producteurs pourront adjoindre aux trois arbitres deux nouveaux arbitres qui devront être nommés à l'unanimité (3). L'accord prévoit encore et surtout le renouvellement au cours du premier trimestre 1932 de tous les comptoirs existants et la création, au cours de l'année 1932, de comptoirs pour les produits dont la vente n'est pas encore réglée. Enfin, les adhérents s'engagent à ne pas entreprendre jusqu'à la fin de 1934 la production de produits, faisant l'objet de comptoirs, qu'ils ne fabriquaient pas au 31 décembre 1931.

Ainsi aujourd'hui les comptoirs règlent la vente de tous les produits métallurgiques. Ils fixent les prix et attri-

(1) Assemblée générale de Marine-Homécourt, 28 novembre 1932.

(2) Les trois arbitres sont : MM. Aubrun, ex-directeur des établissements Schneider; Carlioz, ex-directeur de Commentry-Fourchambault-Decazeville; Ducastel, ingénieur des Ponts et Chaussées (*Information*, 17 janvier 1932).

(3) *Revue industrielle de l'Est*, 16 janvier 1932.

buent à l'une ou l'autre des entreprises, qui leur sont affiliées, les commandes reçues de la clientèle; les entreprises ne sont donc plus que des agents d'exécution. Ce régime s'applique aussi bien à la sidérurgie lorraine qu'à la sidérurgie du Nord ou du Centre.

Mais ce qui précède n'est vrai que pour le marché de l'acier.

Aucun comptoir ne règle le marché des fontes. Nous ne trouvons pas aujourd'hui d'organe analogue au Comptoir de Longwy, pour la vente de la fonte en France, ou au Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle. Il n'existe qu'un *O. S. P. M. des fontes hématites*, qui s'efforce de régulariser la production nationale de fonte hématite et de l'adapter aux besoins, et un comptoir pour la vente à l'exportation de la fonte hématite. Le marché des fontes de moulage est inorganisé. Les producteurs lorrains sont dans une situation très critique, parce que les débouchés de fonte de moulage sont limités : il s'agit surtout des petites fonderies des Ardennes et de la Meuse. De plus, pour éviter d'être astreints à arrêter leurs hauts fourneaux, plusieurs producteurs d'acier se sont décidés à fabriquer des fontes de moulage : ils fabriquent aujourd'hui, au détriment des fondeurs, 50 % de la fonte française, alors qu'en période normale leur part ne représente qu'environ 15 % de la production nationale (1). « Il faut faire cesser le désordre anarchique qui sévit sur le marché des fontes..., seul un comptoir faisant une place suffisante aux producteurs ayant comme seul moyen d'existence l'élaboration des fontes de moulage peut réaliser l'ordre désirable pour tous. C'est particulièrement l'intérêt bien compris des aciéries lorraines qui risquent ainsi d'empêcher

(1) *Agence économique et financière*, 11 octobre et 1^{er} décembre 1932.

les derniers hauts fourneaux purs de se tourner du côté de l'acier (1). »

A la fin de novembre 1932, les producteurs de fonte se sont bien entendus sur le principe de la signature d'un protocole d'arbitrage analogue à celui qui réglemente le marché de l'acier, la date de mise en vigueur de l'accord devait être le 1^{er} juillet 1933, et le comptoir en vue devait prendre normalement fin en juin 1937 (2). Mais, au dernier moment, on n'a pu rallier à l'accord une importante usine lorraine, et les conversations continuent encore aujourd'hui, sans mettre fin à l'anarchie qui règne sur le marché des fontes.

(1) Enquête de la *Journée industrielle*, déclaration de M. Thévenin, directeur général de Saulnes. *Journée industrielle* du 3 juin 1932.

(2) *Information*, 2 août 1933.

CHAPITRE III

LES ENTENTES INTERNATIONALES

L'industrie sidérurgique française est devenue exportatrice par suite du développement de sa capacité de production, due surtout au retour à la France des usines de Moselle, dont l'activité était essentiellement tournée vers l'Allemagne. De 1928 à 1930, elle a exporté en moyenne 27 % de sa production. Ce taux moyen ne donne qu'une idée insuffisante de l'importance de l'exportation pour certains produits et pour certaines usines. En demi-produits, par exemple, plus de 40 % de la production sont exportés, les usines de la Moselle annexée, nous l'avons déjà vu, exportent la plus grande partie de leur production. Il y a donc une nécessité vitale à maintenir l'exportation (1).

Il peut apparaître que l'étude des ententes internationales nous éloigne de la sidérurgie lorraine. Mais il n'en est rien, car la métallurgie de l'Est occupe par rapport au reste de la France une situation de premier plan : dans la production totale française en 1930, elle figure avec les pourcentages suivants : 95 % de minerai, 78 % pour la fonte, 68,6 % pour l'acier (2). Ainsi, dans l'élaboration des accords internationaux, les représentants de la sidérurgie lorraine, tels que MM. Théodore Laurent et Marcel

(1) Rapport de M. Thibault au Conseil national économique.

(2) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

Paul, ont un rôle important à jouer dans la défense des intérêts français. C'est qu'une grande industrie moderne dépasse aujourd'hui le cadre de l'économie nationale : les groupements de producteurs nationaux sont indispensables, mais insuffisants ; l'existence d'accords internationaux est devenue la condition essentielle d'une production régulière et de la stabilité des prix.

La période de libre concurrence a donc pris fin. Par delà même les frontières des conversations se sont engagées entre tous les métallurgistes, principalement entre tous les métallurgistes du continent. Mais les intérêts de chaque groupe national de producteurs sont divergents, parfois même ils sont opposés. C'est dire que les accords sont difficiles à conclure.

Aussi fallut-il de longues années de laborieux pourparlers pour arriver à un accord entre les sidérurgistes européens. C'est seulement le 1^{er} octobre 1926 que la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg s'entendirent pour régler la production métallurgique en créant l'« Entente internationale de l'Acier ».

SECTION I

L'Entente internationale de l'acier de 1926.

L'entente internationale de l'acier n'est pas un cartel, comme on l'a inexactement appelée. Chaque pays reste entièrement libre de sa production, du choix de ses marchés, de ses prix. Dans l'E. I. A., on rencontre seulement la clause de limitation ou réglementation de la production, c'est donc une de ces ententes sans organisme commun de vente et à liens assez lâches correspondant à un « gentlemen's agreement », à une communauté d'intérêt.

L'entente a pour but uniquement (1), étant admis ce principe évident que la production doit toujours forcément s'adapter à la consommation, d'essayer de substituer une adaptation méthodique, ordonnée, à l'adaptation cahotique et désordonnée constatée dans les dernières années. Partant des situations acquises et des productions réalisées effectivement pour une consommation déterminée, l'entente a pour but de partager les accroissements de la consommation suivant des proportions convenues entre les divers pays producteurs au lieu de continuer à s'arracher ces suppléments dans une lutte stérile.

A cet effet, les quatre pays sont arrivés à se mettre d'accord sur des quanta de partage. Il est décidé que, chaque trimestre, on étudiera la capacité probable de consommation du marché mondial. Un chiffre tonnage-programme sera ainsi fixé et partagé entre les pays proportionnellement aux quanta. Chaque pays aura la faculté de dépasser le tonnage-programme qui lui est affecté en payant une certaine somme par tonne de dépassement. Si un pays reste en arrière de son tonnage-programme, il recevra par contre une certaine somme par tonne d'insuffisance de production. Un fonds de garantie est constitué pour assurer le jeu de ces accords. Par ailleurs, aucune autre obligation n'est imposée aux contractants en ce qui concerne les marchés, les ventes et les prix (2).

Des conventions connexes, à la fois cause et corollaire de l'entente internationale de l'acier, se rapportent à l'entrée en Allemagne des produits métallurgiques sarrois,

(1) NATHAN-LARRIER, *La production sidérurgique de l'Europe continentale et l'Entente internationale de l'Acier*, passim.

(2) Rapport à l'assemblée générale de Marine-Homécourt, 22 novembre 1926.

lorrains et luxembourgeois. Elles sont au nombre de quatre (1) :

1^o Convention entre la France et le Luxembourg d'une part et l'Allemagne d'autre part, qui décide que les deux premiers pays auront le droit de vendre respectivement en Allemagne des tonnages de produits métallurgiques égaux à 3,75 % et 2,75 % de la consommation allemande. Ces tonnages portent sur les catégories de produits énumérés par l'accord : demi-produits, matériel de voie, profilés, aciers marchands, fil-machine, tôles. Ces produits sont placés par les comptoirs allemands sur leur marché intérieur dans les mêmes conditions que les produits similaires fabriqués par les usines allemandes et sont payés aux prix pratiqués sur le marché intérieur allemand aux usines françaises, qui ont la charge du paiement des droits de douane. Cet accord est appelé généralement « accord du contingent lorrain ».

2^o Convention entre les mêmes pays sur l'importation en Allemagne des fontes lorraines et luxembourgeoises. Le marché national de chaque pays est réservé à l'industrie nationale, mais l'Allemagne s'engage à prendre chaque mois un contingent déterminé de fontes lorraines et luxembourgeoises, représentant 7,895 % et 3,772 % de la consommation totale allemande.

3^o Convention germano-sarroise qui accorde l'entrée en franchise des produits métallurgiques sarrois en Allemagne. Il est bien indiqué des contingents annuels, mais ils sont tellement larges qu'ils correspondent en fait à la franchise complète;

4^o Convention franco-sarroise ayant pour but de limiter à 500.000 tonnes le tonnage de produits métallurgiques

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

vendus par les forges sarroises sur le marché franco-sarrois.

Ces accords sont conclus en vue d'atténuer dans une certaine mesure les inconvénients résultant pour les usines françaises de la suppression, le 1^{er} janvier 1925, du régime spécial prévu par le traité de Versailles, accordant la franchise à l'entrée en Allemagne des produits lorrains et sarrois.

En 1929, l'Entente traverse une crise très grave : la consommation diminue, les affaires se ralentissent sur le marché international, plusieurs membres du Pacte essayent de tourner les prix minima à l'exportation. Devant les manœuvres des « francs-tireurs du marché », on se rend compte que le contingentement seul ne suffit pas : évidemment en restreignant la production, l'Entente de l'Acier agit sur les prix, mais cette action indirecte manquera d'efficacité aussi longtemps que les marchés conclus par les producteurs et portant sur une grande variété de produits en acier ne seront pas contrôlés. Pour combler cette lacune, il faut créer des comptoirs internationaux de vente.

Depuis 1904, il en existe un, qui peut servir de modèle, il s'agit du *Cartel international du rail*. Le 1^{er} mars 1926, il est reconstitué et le 31 mars 1929, il est renouvelé pour six ans. Aux côtés de ce cartel, viennent successivement se placer l'*Entente internationale des tubes* (31 juillet 1926), l'*Entente internationale du fil-machine* (1^{er} juillet 1927) et le *Cartel des wagons* (24 avril 1930) (1).

Il existe ainsi des cartels internationaux prêts à compléter l'œuvre de l'Entente de l'Acier. Mais à partir d'août 1930, l'Entente elle-même n'a plus qu'une existence théorique : la crise fait apparaître les divergences d'intérêts

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique. TCHERNOFF, *loc. cit.*, pp. 129, 196, 197 et 217.

entre les différents producteurs, les plus solides désirent résister à la baisse alors que les plus faibles, gênés par des difficultés de trésorerie et obligés de vendre à tout prix, sont plutôt disposés à l'accepter.

Cependant des négociations sont en cours : elles ont moins pour but le renouvellement de l'Entente que sa réorganisation sur d'autres bases.

SECTION II

Reconstitution de l'Entente internationale de l'Acier et renouvellement des comptoirs de vente.

Un nouveau pacte est conclu le 26 avril 1933. Les grandes lignes en sont tracées par le communiqué officiel suivant (1) : « Les réunions des représentants de l'industrie sidérurgique belge, luxembourgeoise, française, allemande et sarroise qui ont eu lieu ces deux derniers jours à Bruxelles, pour mettre au point définitivement les dernières difficultés restées en suspens après la dernière réunion tenue à Paris il y a quelques jours, ont heureusement abouti à un accord complet, duquel il résulte que le Cartel de l'Acier est reconstitué pour deux années. Le problème des comptoirs de vente est résolu; ils seront au nombre de six, savoir : comptoir des demi-produits, comptoir des poutrelles, comptoir des feuillards, comptoir des barres marchandes, comptoir des tôles moyennes, comptoir des tôles fortes. Ils fonctionneront soit à Bruxelles, soit à Luxembourg, à partir du 1^{er} juin. Le 5 mai, une autre réunion aura lieu à Luxembourg entre les mêmes représentants pour la signature des accords intervenus à Bruxelles. On envisage

(1) *L'Information*, 28 avril 1933.

la possibilité de prolonger ces derniers pour trois années supplémentaires, ce qui porterait à cinq ans la durée du Cartel reconstitué. Les quote-parts pour ces trois années nouvelles ne sont pas encore fixées. »

Disons tout de suite que le 5 mai, la durée de l'Entente a été portée à cinq ans avec faculté de dissolution après deux années.

Le nouveau pacte, entré en vigueur le 1^{er} juin 1933, organise l'exportation et crée des comptoirs internationaux de vente dont l'absence dans l'organisation antérieure avait rendu le contrôle singulièrement problématique. Dans l'élaboration de cet accord, on est parti des statistiques d'exportation et on a pris comme période de référence le premier semestre 1932 après quelques ajustements. Les tonnages d'exportation correspondant à cette période de référence sont de 6.800.000 tonnes, chiffre qui constitue un contingent de crise auquel on oppose un contingent de prospérité de 11 millions de tonnes d'exportation correspondant à peu près à 27 millions de tonnes de production. Au fur et à mesure que les exportations augmentent à l'intérieur de ces limites, les quotes allemande et française vont s'améliorant au détriment des quotes belge et luxembourgeoise. Lorsque les exportations dépassent 11 millions de tonnes par an, les quotes deviennent invariables. Au fond, le nouveau règlement revient à assurer à la Belgique et au Luxembourg, qui dépendent essentiellement des marchés extérieurs, une part dans les exportations qui va croissant avec la diminution de leur volume et inversement (1).

Les pourparlers relatifs à la constitution des comptoirs internationaux avaient été particulièrement laborieux.

(1) *Revue d'Économie politique*, 1933, article de M. Laufenburger.

Leur non-aboutissement aurait rendu à peu près caducs les accords intervenus touchant l'Entente internationale de l'Acier, parce que la concurrence n'aurait pas manqué de reprendre. En dehors des six comptoirs constitués le 1^{er} avril et qui à partir du 1^{er} juin ont réglé la vente des demi-produits, des poutrelles, des laminés marchands, des larges-plats, et des tôles fortes et moyennes, il faut signaler le fonctionnement normal des ententes internationales déjà plus ou moins anciennes : l'entente des rails, l'entente du fil-machine, renouvelée pour cinq ans le 1^{er} janvier 1932, l'entente des tréfileries, l'entente des tubes, renouvelée pour dix ans à partir du 31 mars 1930, le comptoir international des feuillards créé en 1933.

L'étude des ententes intérieures et internationales nous a certes fait sortir du cadre que nous nous proposons en envisageant le mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine. Mais elle était utile pour montrer la politique commerciale suivie par nos maîtres de forges. Et surtout, ne prouve-t-elle pas la puissance de la métallurgie de l'Est? Les débouchés régionaux ne lui suffisant pas, elle prend une place considérable sur le marché national et déborde même de nos frontières pour vendre à l'étranger des *produits français*.

CONCLUSION

LES GROUPES INDUSTRIELS DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE

L'industrie sidérurgique pouvait se définir autrefois par son objet qui était la production et le travail des fontes et des aciers. Mais, à la suite de la part importante qu'elle a prise dans le mouvement de concentration, son objet principal s'est doublé d'objets complémentaires et annexes qui étendent son domaine d'activité et qui font éclater la définition classique de la sidérurgie.

SECTION I

La complexité des entreprises sidérurgiques lorraines.

La politique d'intégration a singulièrement augmenté la consistance des usines lorraines. A côté des hauts fourneaux et des fours électriques, producteurs de fonte et de ferro-alliages, on trouve aujourd'hui des appareils producteurs d'acier : convertisseurs pour la fabrication des aciers Thomas à partir des fontes phosphoreuses, fours Martin pour la fabrication de l'acier à partir des ferrailles et des fontes d'affinage, fours à creuset ou fours électriques pour la fabrication des aciers spéciaux. Les aciéries sont complétées par des laminoirs comportant des trains dégrossisseurs et finisseurs pour la production des laminés de

toutes sortes et par des ateliers poussant le finissage plus ou moins : tréfileries, tôleries, tuberiers, fabrication de rails, forges. On peut rencontrer aussi des fonderies de fonte ou d'acier pour la fabrication des pièces moulées de toutes espèces, mais spécialement des produits à larges débouchés comme les tuyaux de fonte. Enfin, il existe toujours des centrales de force motrice (moteurs à gaz, centrales électriques) et souvent des laboratoires.

A ces ateliers principaux consacrés à la production et au travail des fontes et aciers, l'intégration verticale a annexé des mines et carrières et des ateliers d'usinage, d'emboutissage, d'ajustage pour toute la construction métallique, mécanique et même électrique; et l'intégration horizontale a rattaché des ateliers annexes (cokeries avec récupération des sous-produits, moulins à scories, cimenteries, briqueteries), des embranchements particuliers et du matériel roulant, des transporteurs aériens, et parfois même une flotte (1).

Complétant cette extension de l'activité des usines sidérurgiques, une politique de collaboration s'est fait jour parmi les entreprises sous la forme de liaisons d'intérêts et d'ententes économiques, de sorte que la concurrence s'est trouvée réduite et limitée à ses aspects les moins dangereux.

Évidemment, dans toutes les entreprises sidérurgiques, le mouvement de concentration ne s'est pas réalisé également, ni complètement. Mais dans l'hypothèse où l'on est en présence d'une entreprise qui, par elle-même ou par l'entremise des sociétés qui gravitent autour d'elle, se livre à des industries connexes ou complémentaires à la production sidérurgique, il semble bien que l'on se trouve en présence d'un *groupe industriel*.

(1) Rapport de M. Taffanel au Conseil national économique.

SECTION II

La notion de groupe industriel et son application en Lorraine.

La notion de groupe industriel est assez récente; exprimée d'abord par un économiste italien, F. Vito, elle a été reprise par M. François-Perroux qui l'a analysée et précisée d'une façon remarquable (1). Elle permet parfaitement de définir les grandes entreprises lorraines.

« Le groupe est un ensemble d'entreprises qui s'unissent afin d'accroître leur productivité en établissant entre elles un lien assez étroit pour atteindre ce but. » Reprenons chacun des points de cette définition. *La formule contient le mot « entreprise » et non le mot « établissement » ou « société ».* L'entreprise moderne tend à accroître ses dimensions en créant des établissements nouveaux, soit similaires, soit appartenant à des stades différents de la production; la pluralité d'établissements ne suffit pas à constituer un groupe industriel : les créations nouvelles peuvent être de simples services, des rameaux administratifs de l'entreprise la plus puissante; on se trouve seulement en présence d'une entreprise agrandie. De même, lorsqu'une entreprise dote chacun de ses services ou certains d'entre eux d'une personnalité juridique distincte, on est au point de vue technique, économique ou fiscal, en face d'une réalité toute différente de celle que constitue une entreprise comprenant une pluralité de branches ou de services réunis en une seule et même personnalité juridique, mais on n'est nullement en présence d'un groupe. Pour qu'il y ait groupe, il faut un ensemble d'entreprises qui renoncent à leur pleine indépendance, mais conservent leur individualité.

(1) *Revue d'Économie politique*, 1931, p. 1377.

Cette réunion d'entreprises qui forme le groupe a pour but l'accroissement de la productivité. Il ne s'agit pas de limiter la concurrence : le but principal du groupe est de réaliser les conditions économiques les plus favorables pour augmenter la production des entreprises adhérentes.

Il faut que le lien existant entre les diverses entreprises soit assez étroit. Cela s'entend d'abord de la durée du lien : sont exclues par conséquent de la catégorie « groupe » les formes de collaboration étroitement limitées à une opération déterminée. Cela s'entend ensuite de la nature du lien : il doit établir une véritable collaboration entre les membres du groupe.

Les procédés qui, à ce point de vue, assurent la constitution des groupes, ce sont les participations et les échanges d'administrateurs qui déterminent une liaison d'intérêts, les filiales qui unissent d'une façon particulièrement étroite la société mère et la société qui lui est affiliée, enfin les conventions qui lient plusieurs entreprises et qui peuvent revêtir des formes diverses et poursuivre des buts multiples.

Retrouvons-nous ces éléments essentiels de la notion de groupe dans les grandes sociétés sidérurgiques de la Lorraine? Certainement oui, les maîtres de forge lorrains sont bien à la tête d'importants groupes industriels. Et d'abord, les entreprises dans lesquelles nous les avons vus intéressés possèdent une réelle individualité : que ce soit des sociétés minières, des charbonnages, des forges, des ateliers de transformation, ou des établissements commerciaux, elles ont une existence propre qui les sépare nettement des services miniers, techniques ou commerciaux des grandes entreprises. Le but de la constitution de ces vastes ententes est bien d'accroître la productivité : une société qui exploite un haut fourneau prend des intérêts dans une mine de fer ou dans un charbonnage pour assurer

à la fois la régularité de ses approvisionnements en matières premières et la stabilité de leur prix d'achat, de même elle s'intéresse aux forges, aciéries et autres industries de transformation pour faciliter l'écoulement de ses fontes. Quant aux liens groupant les diverses entreprises les unes aux autres, ils sont d'abord de longue durée : on cite des ententes entre sociétés minières et hauts fourneaux qui existent depuis vingt-cinq ou trente ans ; ils sont ensuite assez forts pour unir intimement les membres du groupe, même dans l'adversité : c'est ainsi par exemple que les Aciéries de Longwy et les Hauts Fourneaux de Saulnes ont dû, ces dernières années, se solidariser avec la Société lorraine minière et métallurgique.

La sidérurgie lorraine se caractérise ainsi par l'existence de plusieurs groupes industriels. Parmi ces groupes, les uns sont proprement lorrains, ce sont : Pont-à-Mousson, Longwy, Micheville ; les autres sont mixtes : Schneider-Wendel, Nord-et-Est, Marine-et-Homécourt, Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons. Notons entre ces groupes une interpénétration dont le graphique donné en annexe montrera la complexité et dont l'exemple le plus typique est le « super-groupe Mar-Mich-Pont » réunissant Marine-Homécourt, Micheville et Pont-à-Mousson. A titre d'exemple, nous faisons figurer également en annexe le tableau des propriétés et participations diverses dont l'ensemble constitue le groupe « Pont-à-Mousson ».

SECTION III

La supériorité des groupes industriels sur les autres formules d'organisation économique.

Les groupes industriels se distinguent nettement des formules d'organisation économique rencontrées dans la

métallurgie allemande ou américaine, il s'agit des cartels et des trusts.

1^o Alors que les cartels sont des « ententes libres entre des entreprises de la même branche dans le but de limiter la concurrence », le groupe a pour but d'accroître la productivité des entreprises adhérentes, c'est-à-dire de leur permettre de résister à la concurrence, plutôt que de la supprimer totalement ou partiellement. Accessoirement, on peut ajouter qu'à la différence du cartel qui repose, du moins en théorie, sur une convention libre, le groupe peut résulter de la volonté d'une entreprise dominante. Enfin, il arrive que le groupe réunisse des entreprises appartenant à diverses branches de production.

Du reste, groupes et cartels ne sont pas deux formes d'ententes sans relation l'une avec l'autre, bien au contraire. D'une part, les cartels stimulent la formation des groupes : quand une entreprise, membre d'un cartel, peut produire plus que son contingent, elle est poussée à s'agréger des entreprises vouées à la transformation de ses produits, ainsi elle peut produire utilement plus que ce qu'elle aurait le droit d'écouler sans autres transformations. De plus, le cartel impose des conditions relatives au gain de ses membres en imposant les prix et les quantités vendues ; les entreprises adhérentes sont donc poussées à former des groupes pour réduire le coût de production afin d'augmenter leurs profits. D'autre part, les groupes appellent la formation des cartels. Les groupes permettent un abaissement substantiel du coût de production, ils stimulent donc la concurrence. Le palliatif naturel à la concurrence effrénée que se font les groupes géants d'entreprises est la conclusion d'un cartel : c'est ainsi que sont nées les ententes intérieures et internationales pour la vente des produits métallurgiques.

2° Le groupe industriel se distingue aussi de la formule du trust. Les trusts sont, suivant la définition allemande, tous les groupements d'entreprises qui ont acquis une position de monopole et qui constituent une « grande entreprise » au sein de laquelle les entreprises absorbées perdent toute autonomie. Dans le groupe industriel, nous savons que les entreprises gardent leur individualité, elles ont seulement un but commun, l'accroissement de la productivité. Et il n'y a pas position de monopole, puisqu'il existe dans la sidérurgie lorraine plusieurs groupes de puissance comparable.

Si le groupe industriel se distingue nettement du cartel et du trust, il se rapproche du *Konzern*. Le *konzern* est une union de plusieurs entreprises dans le but de réaliser une organisation et une direction communes d'une partie ou de la totalité de leur activité commerciale, financière ou industrielle. On peut définir le groupe industriel un *konzern* créé en vue d'augmenter la puissance productive des entreprises adhérentes et de faciliter l'écoulement de leurs produits. S'il y a identité de buts, il y a également identité des procédés de réalisation, qui s'analysent dans les deux hypothèses en prises de participations, échanges d'administrateurs, accords contractuels de tous genres.

La caractéristique du mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine et de l'essor remarquable qu'elle y a provoqué est l'apparition de puissants groupes industriels.

La formule adoptée par les maîtres de forges lorrains s'est révélée beaucoup plus souple que les grands trusts

ou que les cartels des autres pays. L'existence de plusieurs groupes de puissance comparable donne à la sidérurgie lorraine, et même à la sidérurgie française, une harmonie et un équilibre très particuliers.

On peut d'abord, du point de vue technique, se féliciter du sens dans lequel se poursuit l'intégration de la métallurgie lorraine relativement aux charbonnages et aux industries transformatrices. Les formules employées ont permis de conserver à chacune des industries son entière liberté et sa direction indépendante, ce qui est préférable à l'hypertrophie que révèlent certains consortiums étrangers. De plus, le réseau de connexion financière qui, par la formule des participations, relie les principales entreprises métallurgiques lorraines et françaises, a permis d'atténuer les effets de la crise en les répartissant sur une multitude d'affaires juridiquement indépendantes.

« Les maîtres de forges lorrains ne sont pas des spéculateurs, mais des réalistes laborieux, pondérés et tenaces. D'une façon générale, ils ne se sont pas laissés entraîner par la vague d'euphorie collective qui a soulevé tant de peuples après la guerre et qui a donné lieu à des créations gigantesques, colossales, hypertrophiées. La métallurgie a su garder ce sens de la mesure qui est une des caractéristiques du tempérament lorrain et français. Elle a su éviter le péché de mégalomanie (1). »

Cette notion de mesure et d'équilibre, nous l'avions déjà signalée au début de notre étude. Certains groupes industriels ne l'ont pas perdue de vue aujourd'hui, c'est ce qui leur a permis de faire face à la crise et de lui survivre sans trop en souffrir. Mais d'autres ont été sérieusement frap-

(1) Marcel PAUL, *L'avenir de l'industrie du fer en Lorraine* (*Annales de l'Est*, 1933, fasc. 1, p. 5).

pés, et ce sont précisément ceux qui se sont lancés imprudemment dans de folles immobilisations. Cette dure leçon portera ses fruits et alors les groupes industriels, sagement conduits et judicieusement organisés, seront les plus sûrs garants de l'avenir de la sidérurgie lorraine.

Vu : *le Président de thèse,*

le 23 mars 1934,

F. DE MENTHON.

Vu : *le Doyen de la Faculté de Droit,*

le 24 mars 1934,

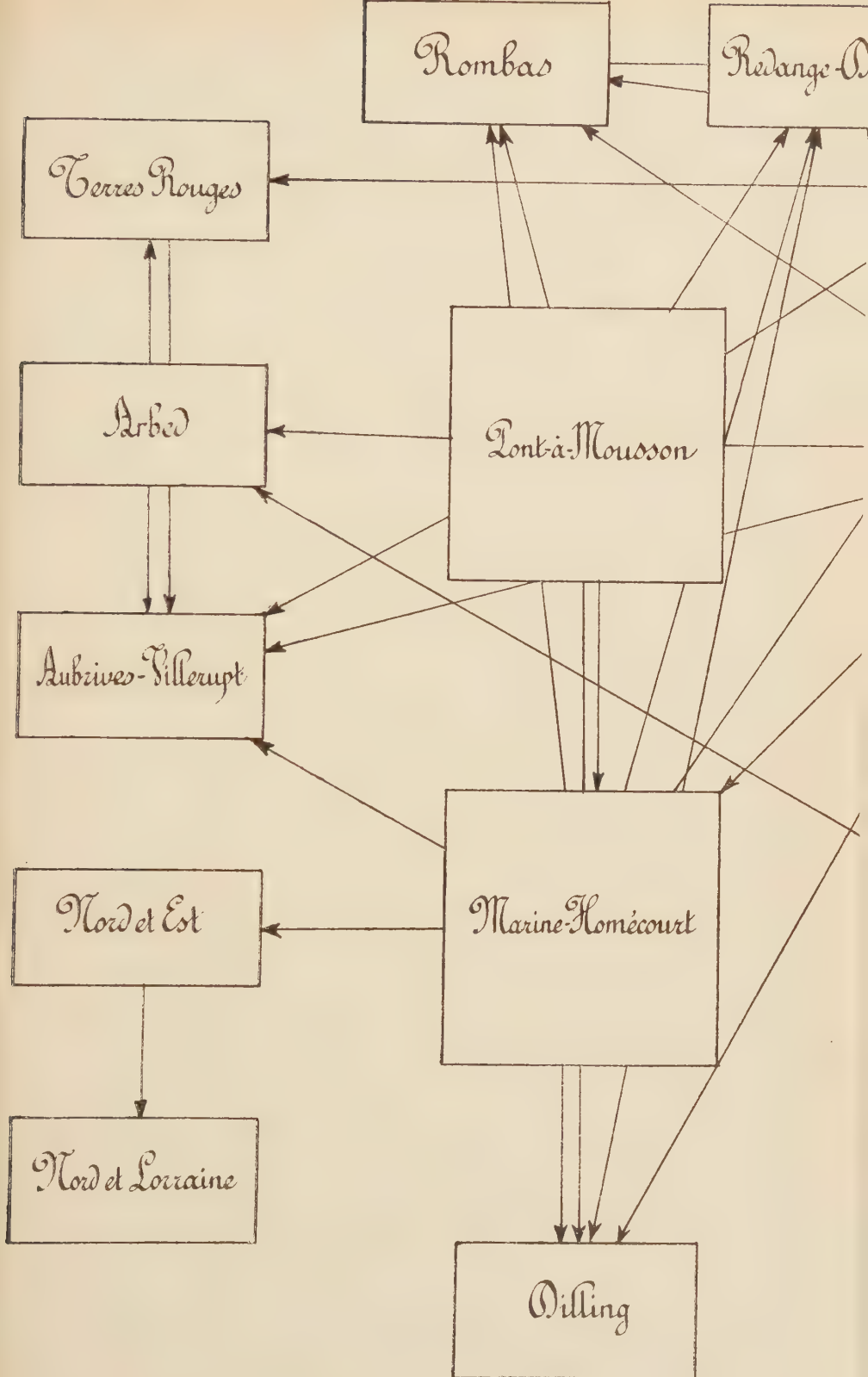
F. SENN.

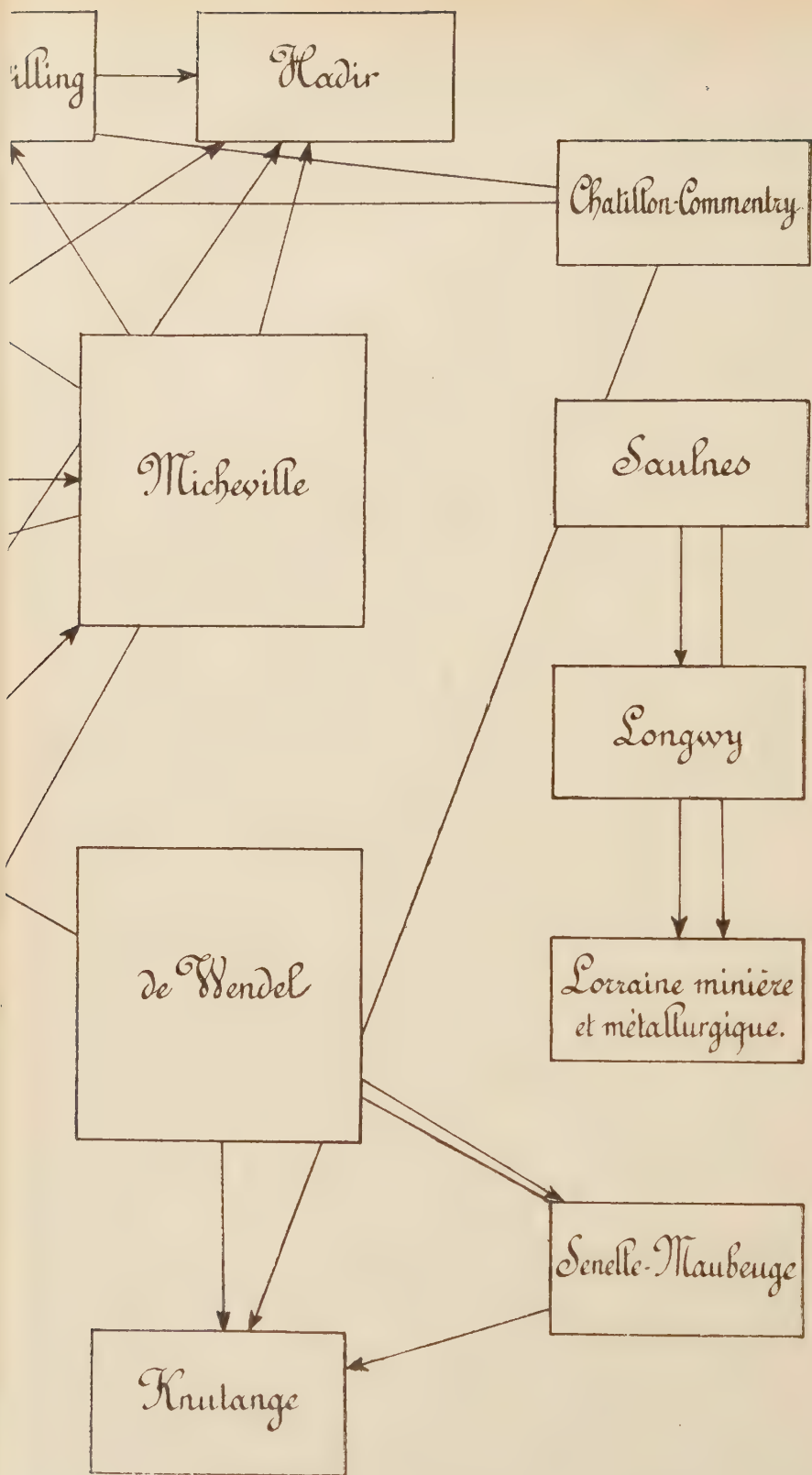
Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 24 mars 1934,

*le Recteur de l'Académie,
président du Conseil de l'Université,*

L. BRUNTZ.





Chazé-Henry	Bercé en Laimie	Bazailles	Cinglais	Haute Vigneulle	Sarre et Moselle	Faulquemont	Saint-Avold
Ouenza	Mokta el Hadid	Franco Marocaine	Société minière de l'Est	Beeringen	Limbourg-Meuse	Charlemagne	Frédéric Henry
Société minière de l'Afrique du Nord	Alsacienne et Lorraine de recherches minières	Société des minerais lorrains	Socoxyl	Gouy Servois	Ablain-Saint-Nazaire	Vimy-Fresnois	Kouillères Lypnaises
Mines d'antimoine des Briards	Concession du Bassin de Nancy	Concession d'Auboué Moineville et Mairy		Charbonnage de Souvigny	Charbonnage d'Kouthaelen	Charbonnage André Dumont	Kouillères de Naissance

Hauts Fourneaux de Rouen							Aubriev-Willerupt
Société Métallurgique du Lérigord		Lont-à-Mousson			Auboué		Redange-Dilling
Forges d'Allevard							Brébach
Chaudiènerie des Pyrénées							Fonderies de Bayard et St Dizier.
Pompes Noël		Foug			St Etienne du Rouvray		Acieries de Micheville
Pompes Ch Baudot							Marine Homécourt
Universal pipe and radiator							Kadir
International pipe and Mining		Belleville			Sens		Arbel
Tubes de Vincey							Rombas

Eau et assainissement	Edilité crédit	Handel industrie transport Moatschapping	Commerciale et minière pour l'Afrique du Nord.	Mosellane industrielle et financière	Auxy-Mines
Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine	Electricité de la Campine	Générale d'énergie électrique	Hydro-électrique de la Diège	Hydro-électrique du Quercy	Lécidès Sulzer
Comptoir fluvial du Nord et de l'Est	Huiles, goudrons, dérivés.	Carburants et benzols	Potasse de Blodelsheim	Kali Sainte Thérèse	Etablissements Champenois

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BAILLY (L.). — *Défense des actionnaires et finances minières*. Nancy, 1930.
- BRELET (M.). — *La crise de la métallurgie*. Thèse, Paris, 1916.
- BROCARD (L.). — *La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913*. Paris, 1922.
- *Principes d'économie nationale et internationale*. Paris, 1929.
- CARLIOZ. — *Les comptoirs métallurgiques*. Paris, 1909.
- LAFITTE-LAPLACE. — *L'économie charbonnière de la France*. Paris, 1933.
- LEVAINVILLE (J.). — *L'industrie du fer en France*. Paris, 1922.
- NATTAN-LARRIER. — *La production sidérurgique de l'Europe continentale et l'entente internationale de l'acier*. Thèse, Paris, 1929.
- PASSAMA (P.). — *Formes nouvelles de la concentration industrielle*. Paris, 1910.
- PEYERIMHOFF (H. DE). — *Les formules modernes d'organisation économique*. Paris, 1928.
- ROUSIERS (P. DE). — *Les syndicats industriels de producteurs en France et à l'étranger*. Paris, 1912.
- *Les grandes industries modernes*. T. II. *La métallurgie*. Paris, 1912.
- TCHERNOFF (J.). — *Ententes économiques et financières*. Paris, 1933.

II. — OUVRAGES RELATIFS A LA LORRAINE

- CONTAMINE (H.). — *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*. Nancy, 1932.

- ENGERAND (F.). — *Le fer sur une frontière*. Paris, 1916.
- GRANDET. — *Monographie d'un établissement métallurgique, situé à la fois en France et en Allemagne*. Thèse, Chartres, 1909.
- GRÉAU. — *Le fer en Lorraine*. Paris et Nancy, 1902.
- HOTTINGER (G.). — *Le bassin de Briey, hier et aujourd'hui*. Paris, 1912.
- LAFFITTE (L.). — *La région lorraine, son évolution, son essor*. Paris, 1913.
- LAUFENBURGER (H.). — *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France*. Strasbourg, 1924.
- SCHILLING (K.). — *Die wirtschaftliche Engliederung der Elsass-Lothringischen Montanindustrie in dem französischen Wirtschaftsorganismus*. Thèse, Cologne, 1931.
- SÖMME (A.). — *La Lorraine métallurgique*. Paris, 1930.
- VIGNES (M.). — *Le bassin de Briey et la politique de ses entreprises sidérurgiques ou minières*. Paris, 1914.
- WEYHMANN (L.). — *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*. Strasbourg, 1905.

III. — ANNUAIRES

- Annuaire de la Société Nancéienne de crédit industriel et de dépôts*. Nancy, 1921.
- Annuaire de la Banque Renauld*. Nancy, 1929.
- Annuaire de l'Association des maîtres de forge et de l'Association minière d'Alsace et Lorraine*. Metz, 1933.
- Annuaire du Comité des forges de France*. Paris, 1933.

IV. — REVUES ET JOURNAUX

- Revue d'Économie politique*.
- Bulletin du Comité des forges*.
- L'Usine*.
- L'Information*.
- Le Temps*.
- L'Europe nouvelle*.

La Journée industrielle.

La Vie financière.

Le Pour et le Contre.

L'Écho de la Bourse.

Sans-fil.

Les Assemblées générales.

Bulletin financier de la Société nancéienne.

Revue des valeurs régionales de la Banque Renault.

V. — DIVERS

La Bibliographie Lorraine (Annales de l'Est).

Les belles valeurs de l'Est. Nancy, édition du *Nouveau Journal de l'Est*, 1928-1929.

Aciéries de Longwy. Album du cinquantenaire. 1930.

Conseil national économique. La situation des principales branches de l'économie nationale. II. Industrie : 4^e série de rapports. Paris, 1932.

Rapports annuels du Service des Mines.

INDEX DES NOMS DES SOCIÉTÉS ET GROUPES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

A

Aachener Hüttenverein Rote-Erde, 66.
 Aciéries de France, 88, 117.
 Aciers fins de Lorraine et de Sarre (Soc. de vente des), 99.
 Aciers lorrains (Soc. de vente des), 100.
 Alais (Mines et Forges des), 88.
 Alsace (Mines domaniales de potasse d'), 101.
 Alsacienne et Lorraine d'électricité, 80.
 Amermont-Dommary (Mines d'), 69.
 Anderny-Chevillon (Soc. des Mines d'), 9, 30, 34, 54, 80.
 Anzin (Mines d'), 44.
 Arbed, *voir* Burbach-Eich-Dudelange.
 Ariès (Automobiles), 107.
 Ars-sur-Moselle (Forges et Boulonneries d'), 106.
 Ateliers de Construction du Nord de la France, 105.
 Ateliers et Chantiers de France, 88.
 Ateliers en chantiers maritimes du Sud-Ouest, 104.
 Aubrives-Villerupt (Soc. métallurgique d'), 64, 70, 85, 89, 90, 115.

Aumetz-la-Paix (Hauts Fourneaux lorrains d'), 14.
 Auxi-Mines (Soc. d'), 101.
 Azote (C^{ie} Néerlandaise de l'), 79.

B

Ballot (Entreprise L.), 76.
 Basse-Isère (Énergie électrique de la), 83.
 Basse-Loire (Forges de la), 87.
 Basse-Moselle (Soc. d'électricité et de gaz de la), 80.
 Bayard (Fonderies de), 88.
 Bazailles (Mines de), 31.
 Beeringen (Société des Charbonnages de), 48.
 Berliet (Automobiles), 107.
 Blanc-Misseron (Aciéries de), 102.
 Blodelsheim (Soc. des potasses de), 83.
 Bonne-Espérance (Soc. des Sondages de), 56.
 Brebach (Fonderies de), 91.
 Bretagne (Ateliers et Chantiers de), 87.
 Brévilly (Forges de), 9, 106.
 Burbach-Eich-Dudelange (Aciéries réunies de). **A R B E D**, 88, 90.

C

Caloria (Fonderies), 110.
 Canal des Mines de fer de la Moselle (Consortium de), 82.
 Capitain-Gény (Établissements), 88.
 Carbonisation (Soc. Lorraine de), 50, 79.
 Carburants et benzols de l'Est, 79.
 Carburants et benzols du Nord et de l'Est, 78.
 Carl-Alexander (Gewerkschaft), 45, 48.
 Cartel des Wagons, 128.
 Cartel International du Rail, 128, 131.
 Chaffoteaux (Établissements), 110.
 Chappée (Établissements), 109, 110.
 Charbonnages (Soc. Centrale de), 46.
 Charbonnages réunies (Soc. lorraines de), 39.
 Charlemagne (Charbonnages de), 49.
 Châtillon - Commentry - Neuves-Maisons (C^{ie} des Forges de), 46, 47, 49, 54, 63, 75, 83, 86, 97, 103, 105, 115, 117, 137.
 Chazé-Henri (Mines de), 33.
 Chenard-et-Walker (Automobiles), 105.
 Chiers (Soc. des Hauts Fourneaux de la), 31, 55, 64, 70, 87, 115.
 Ciments Portland de Metz (Soc. des), 76.
 Ciments Portland de Rombas (Soc. des), 76.
 Combeplaine (Forges de), 106.

Comité central des Houillères, 58.
 Comité d'études minières pour la France d'outre-mer, 58.
 Comité des Forges, 58, 103.
 Commentry-Fourchambault-Decazeville (Soc. de), 31, 33, 45, 117, 121 *n*.
 Commentry-Oissel (Forges et Ateliers de), 102, 105.
 Commerciale et Minière pour l'Afrique du Nord (Soc.), 100.
 Comptoir des barres marchandes, 120, 129.
 Comptoir des demi-produits, 120, 129.
 Comptoir des essieux, 117.
 Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle, 116.
 Comptoir d'exportation des produits métallurgiques, 117.
 Comptoir industriel du sel et des produits chimiques de l'Est, 78.
 Comptoir international des feuilards, 129, 131.
 Comptoir du fil-machine, 120.
 Comptoir fluvial du Nord et de l'Est, 82.
 Comptoir métallurgique de Longwy, 112, 115, 122.
 Comptoir des poutrelles, 117, 120, 129.
 Comptoir des produits magnésiens, 55.
 Comptoir sidérurgique de France C F S, 115, 118.
 Comptoir des rails, 120.
 Comptoir des ressorts de carrosserie, 117.
 Comptoir des tôles, 120.
 Comptoir des tôles fortes, 129.
 Comptoir des tôles et larges-plats, 117.

Comptoir des tôles moyennes, 129.
 Consortium des mines du bassin de Briey, 117.
 Construction de locomotives de Nantes (Soc. de), 105.
 Construction et entretien du matériel de chemin de fer (C^{ie} générale de), 105.
 Construction mécanique (Soc. alsacienne de), 107.
 Construction navale (Soc. provençale de), 105.
 Coopérative zélandaise de carbonisation (Association de), 79.
 Crespin-Nord (Mines de), 46.
 Creusot (Le), voir Schneider et C^{ie}.

D

Davum-Exportation, 102.
 Decauville (Établissements), 87.
 Delattre et Frouard (Établissements), 88, 106.
 Delaunay-Belleville (Établissements), 105.
 Denain-Anzin (Forges de), 46, 48, 87, 117.
 Dépôts et agences de vente d'usines métallurgique (C^{ie} de), D A V U M, 102.
 Diège (Soc. hydro-électrique de la), 83.
 Dietrich (Soc. lorraine des anciens établissements de), 107.
 Dieulouard (Aciéries de), 12, 85.
 Differdange-Saint-Ingbert-Rus-selange (Hauts Fourneaux et Aciéries de), H A D I R, 90.
 Dilling (Forges et aciéries de), 90, 102, 103.
 Dives (Soc. électro-métallurgique de), 102.

Djebel-Djerissa (Soc. de), 58.
 Douaria (Soc. de), 58.
 Dourges (Mines de), 44, 50.
 Dupont (Fonderies et Émailleries), 110.

E

Eaux et assainissement, 101.
 Énergie-éclairage, 80.
 Entente internationale de l'acier, 125, 130.
 Entente internationale du fil-machine, 128, 131.
 Entente internationale des tréfileries, 131.
 Entente internationale des tubes, 128, 131.
 Ercée-en-Lamée (Soc. d'), 33.
 Errouville (Mines d'), 30.
 Escaut-et-Meuse (Soc. d'), 14, 106.
 Eschweiler Bergwerksverein, 48.
 Est (Soc. métallurgique de l'), 99.
 Explosifs (Union lorraine des), 54.
 Exportation des aciers, tubes et matériaux de construction (C^{ie} pour l'), A C T U M A, 102, 103.

F

Faulquemont (Charbonnages de), 41, 58.
 Fives-Lille (Constructions métalliques et entreprises de), 107.
 Fonderie (Soc. générale de), 107-111.
 Franco-marocaine métallurgique et minière (C^{ie}), 57.
 Frankenholz (Mines de), 37, 52.
 Frédéric-Henri (Charbonnages de), 49.

G

Gauthier (Anciens établissements L.), 106.
 Gelsenkirchen (Mines de), 14, 66.
 Gironde (Établissements métallurgiques de la), 106.
 Gorcy (Soc. métallurgique de), 48, 50, 63, 80, 98, 102, 106, 115.
 Gouvy (Aciéries), 102.
 Gouy-Servins (Mines de houille de), 47.
 Groupement de la Grosse métallurgie, 69.
 Gueugnon (Forges de), 106.

H

Handel Industrie Transport Maatschappij, 100.
 Hatrize (Mines d'), 30.
 Haute-Vigneulles (Charbonnages de), 42.
 Hotchkiss (Établissements), 87.
 Houve (Soc. de mines et d'électricité de la), 39, 42.
 Huiles, Goudrons et dérivés (Soc. des), 78.

J

Jarny (Mines de), 57.
 Japy et C^{ie}, 107.
 Joudreville (Soc. civile des mines de), 31.

K

Kali-Sainte-Thérèse (Mines de potasse), 83, 101.
 Knutange (Soc. métallurgique de), 55, 76, 77, 87.

L

Laitiers de Neuves-Maisons (Soc. d'exploitation des), 75.
 Landes (Soc. minière et électrique des), 83.
 Lens (Mines de), 41, 42, 44, 45.
 Limbourg-Meuse (Charbonnages de), 48.
 Longovica, 101, 103.
 Longwy (Aciéries de), 8, 16, 17, 29, 30-33, 41, 42, 45, 47-51, 54, 55, 57, 63, 69-72, 76-78, 80, 84, 85, 87, 98, 100-106, 117, 137.
 Lorraine-Champagne (Soc. de), 80.
 Lorraine-Hainaut (Soc. de), 80.
 Lorraine minière et métallurgique (Soc. de), 9, 31, 41, 42, 46, 49, 55, 70, 72, 76, 78, 80, 81, 87, 99, 102, 115.
 Louvroil et Recquignies (Tubes et emboutis de), 98, 102, 103, 106.

M

Manganèse (Soc. du), 54.
 Magnesit-Industrie (Actiengesellschaft), 55.
 Marcellot et C^{ie}, 34.
 Marine-Homécourt (Forges et aciéries de), 9, 14, 16, 30, 31, 33, 41, 42, 44, 46-49, 57, 58, 63, 69, 78, 80, 83, 86, 88-90, 100, 102, 103, 105, 106, 117, 118, 126 n, 137.
 Matériel roulant (Soc. de), 105.
 Maury (Établissements), 110.
 Micheville (Aciéries de), 8, 16, 17, 30, 31, 33, 34, 41, 42, 46-49, 55, 57, 58, 63, 69, 77, 78, 80, 85, 88-90, 117, 118, 137.

Midi (C^{te} commerciale et industrielle du), 99.
Minerais lorrains (Soc. des), 34.
Mokta-el-Hadid (Soc. des minerais de fer magnétique de), 57.
Montataire (Soc. de), 63, 86, 115.
Mosellane industrielle et financière (Soc.), 101.
Mourière (Mines de fer de la), 58, 69, 80.
Moutiers (Mines de fer), 90.
Murville (Soc. minière de), 34.

N

Nanquette (Établissements), 110.
Nébeur (Mines de fer de), 100.
Nord et Est (Aciéries de), 31, 33, 41, 44, 47, 48, 55, 56-58, 69, 80, 81, 87, 103, 117, 118, 137.
Nord-et-Lorraine (Aciéries de), 55, 70, 78, 87.
Normandie (Soc. métallurgique de), 106.
Noyon (Fonderies et émailleries de), 110.

O

Office de statistiques de produits métallurgiques, O S P M, 113, 122.
Office technique de l'utilisation de l'acier, O T U A, 103.
Omnium lyonnais, 80.
Ostricourt (Mines d'), 80, 81.
Ouenza (Mines de l'), 57.
Oxygène liquide (Soc. pour la production et la distribution de l'), S O C O X Y L, 54.

P

Petite-Rosselle (Charbonnages de), 39, 50.

Peugeot (Automobiles), 107.
Piat (Les fils de A.), 109, 110.
Pompes Noël, 106.
Pompey (Forges et aciéries de), 12, 43, 44, 54, 58, 63, 76, 77, 85, 99, 103, 105, 106.
Pont-à-Mousson (Hauts fourneaux et fonderies de), 17, 29, 31-33, 40-42, 47-49, 52-54, 57, 58, 64, 69, 70, 76, 78, 80-83, 85, 88-90, 98, 100, 101, 105, 115, 116, 118, 137.
Pont-à-Vendin (Soc. métallurgique de), 45, 87.
Produits industriels (Soc. générale pour le commerce des), S O G É C O, 102.
Produits métallurgiques et industriels (Union des consommateurs des), U C P M I, 55, 76, 78, 88, 107.
Produits réfractaires de Longwy (Soc. des), 54.
Providence (Forges de la), 31, 50, 54, 63, 80, 87.
Pulventeux (Mines de), 31.

Q

Quercy (Soc. hydro-électrique du), 83.

R

Rateau (Soc.), 102.
Raty, voir Saulnes.
Recherches minières (Soc. alsacienne et lorraine de), 56.
Redange-Dilling (Mines et usines de), 42, 66, 88, 90.
Renault (Automobiles), 102, 107.
Rhin (Soc. générale de navigation et d'entrepôt, le), 82.
Rombas (Aciéries de), 88, 90, 99, 102, 103.
Rouina (Mines de fer de), 57.

S

Saint-Avoid (Mines de), 41.
 Saint-Étienne (Acéries de), 87.
 Saintignonn et C^{ie}, 87, 115, 116.
 Saint-Nazaire-Penhoët (Chantiers et ateliers de), 105.
 Saint-Nicolas (Forges et fonderies de), 110.
 Saint-Pierremont (Mines de), 80.
 Sarre-et-Moselle (Soc. houillère de), 39, 41, 58, 101.
 Saulnes (Hauts fourneaux de), 31, 34, 44, 47, 50, 54, 57, 64, 70, 76, 80, 85, 87, 108-111, 115, 116, 137.
 Schneider et C^{ie} (Le Creusot), 31, 41, 87, 117, 121 n.
 Segré (Mines de), 87.
 Seille (Soc. de la), 39.
 Seine-et-Ardenne (Fonderies de), 110.
 Senelle-Maubeuge (Soc. métallurgique de), 13, 14, 17, 31, 46, 48, 50, 51, 54, 57, 63, 69, 70, 77, 78, 80, 83, 85, 101, 106, 115, 116, 117.
 Sériès (Soc.), 110.
 Services urbains de crédit (C^{ie} générale de), Édilité-Crédit, 101.
 Sidérurgie lorraine (Soc. électrique de la), 80.
 Sidi-Embareck et Bou-Jaber (Soc. des mines de), 58.
 Strasbourg (Forges de), 106.
 Sulzer (Soc. des procédés), 105.

T

Tarentaise (Forces motrices de la), 83.
 Terres-Rouges (Soc. métallurgique des), 88, 90.

Terres-Rouges (Soc. minière des), 87, 90.
 Thionilloise de ciments (Soc.), 76.
 Transport d'énergie électrique de l'Est (Soc. de), 80.
 Transport d'énergie électrique du grand-duché de Luxembourg (Soc. de), 80.
 Tréfileries du Havre (Soc. de), 87, 98.
 Truyère (Aménagement des forces électriques de la), 83.

U

Ugine-Uckange (Soc. d'électrochimie et d'électro-métallurgie), 55, 66, 76, 77.

V

Valleroy (Mines de), 35.
 Veitscher Magnesitwerke, 55.
 Vezin-Aulnoye (Soc. de), 63, 86.
 Vicoigne-Neux-et-Drocourt (Mines de), 43.
 Vieille-Montagne (Mines et fonderies de zinc de la), 98.
 Vieux-Condé (Forges et estampage du), 102.
 Villerupt-Laval-Dieu (Soc. de), 115.
 Vimy et Fresnoy (C^{ie} des mines de), 47.

W

Weitz (Les fils de), 105.
 Wendel et C^{ie} (Soc.). — Wendel (Les petits-fils de François de), 46, 48, 49, 52, 54, 55, 57, 58, 67-69, 77, 78, 81, 85, 87, 101, 103, 106, 137.

Y

Yaccar (Soc. des mines de), 57.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	III

INTRODUCTION

IA CONCENTRATION ET SES PROCÉDÉS DE RÉALISATION DANS LA SIDÉRURGIE

SECTION I. — La notion de concentration	2
SECTION II. — Les avantages techniques et économiques de la concentration	4
SECTION III. — Les formes juridiques de la concentration. .	8
SECTION IV. — La politique financière des entreprises et la concentration	14
SECTION V. — La concentration et la main-d'œuvre	18

PREMIÈRE PARTIE

LA CONQUÊTE DES MATIÈRES PREMIÈRES

CHAPITRE I

L'approvisionnement en minerai de fer.

SECTION I. — Le gisement ferrifère lorrain.	22
SECTION II. — L'intégration des mines de fer.	28

CHAPITRE II

Le problème du combustible.

SECTION I. — Le gisement houiller sarrois-lorrain.	36
SECTION II. — L'intégration des charbonnages existant en France et à l'étranger	43

	Pages
SECTION III. — Les recherches de gisements nouveaux et les demandes de concession.	47
SECTION IV. — Les cokeries.	49

CHAPITRE III

Les matières premières annexes et les sociétés de recherches minières.

SECTION I. — Les matières premières annexes	53
SECTION II. — Les sociétés de recherches minières.	56

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION

CHAPITRE I

Le passage du haut fourneau à l'usine sidérurgique complète.

SECTION I. — Le passage du haut fourneau à l'usine sidérurgique complète dans la partie du bassin restée française après la guerre de 1871. . . .	62
SECTION II. — Le mouvement d'intégration dans la Lorraine annexée	64
SECTION III. — Le mouvement d'intégration dans la sidérurgie lorraine après la guerre.	68

CHAPITRE II

L'extension du champ d'activité des entreprises sidérurgiques.

SECTION I. — Les industries destinées à l'utilisation des sous-produits.	74
SECTION II. — Les autres industries dans lesquelles est intégrée la sidérurgie lorraine	81

CHAPITRE III

L'interpénétration des entreprises sidérurgiques.

	Pages
SECTION I. — Les liaisons d'intérêts entre sociétés lorraines.	84
SECTION II. — Les rapports entre la sidérurgie lorraine et la sidérurgie du Nord et du Centre	86
SECTION III. — Les intérêts lorrains dans les entreprises luxembourgeoises et sarroises.	89

TROISIÈME PARTIE

L'ORGANISATION COMMERCIALE

CHAPITRE I

L'organisation commerciale des entreprises.

SECTION I. — Les services commerciaux des entreprises sidé- rurgiques	97
SECTION II. — Les sociétés commerciales.	99
SECTION III. — La liaison avec les industries de transfor- mation	104

CHAPITRE II

Les ententes intérieures.

SECTION I. — Généralités sur les ententes intérieures. . .	113
SECTION II. — Les comptoirs antérieurs au Comptoir sidérur- gique de France	115
SECTION III. — Le Comptoir sidérurgique de France et les comptoirs qui y sont affiliés.	118

CHAPITRE III

Les ententes internationales.

SECTION I. — L'Entente internationale de l'Acier de 1926 et les comptoirs internationaux de vente.	125
---	-----

	Pages
SECTION II. — La reconstitution de l'Entente internationale de l'Acier en 1933.	129

CONCLUSION

LES GROUPES INDUSTRIELS DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE

SECTION I. — La complexité croissante des entreprises lor- raines.	133
SECTION II. — La notion de groupe industriel et son appli- cation en Lorraine	135
SECTION III. — La supériorité des groupes industriels sur les autres formules d'organisation économique.	137

ANNEXES

I. — L'interpénétration des groupes sidérurgiques en Lor- raine	<i>hors-texte</i>
II. — Propriétés et participations du groupe « Pont-à-Mous- son ».	<i>hors-texte</i>
BIBLIOGRAPHIE	143
Index des noms de Sociétés et groupes industriels et commer- ciaux	147
